



VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2020



Six morts dans le cadre des essais du vaccin Pfizer

Publié le 10 décembre 2020 à 12:43:31 / 17 commentaires / 4 767 vues

Six personnes sont mortes dans le cadre des essais du vaccin élaboré par le géant pharmaceutique américain Pfizer et son partenaire allemand BioNTech, indique un... Lire la suite

- ▶ **Nous devons parler du risque mondial de catastrophe** (David Korowicz) p.1
- ▶ <2014> **Comment être piégé : Entretien avec David Korowicz** (David Korowicz) p.8
- ▶ <2014> **Colère et complicité dans un temps limité** (David Korowicz) p.16
- ▶ **Les leçons de 2020** p.26
- ▶ **La fin du Pétrolocène - tout change !** (Tim Clarke) p.28
- ▶ <2012> **L'ignorance par consensus** (David Korowicz) p.36
- ▶ **Les objets fabriqués par l'homme pèsent désormais plus lourd que toute vie sur Terre.** p.40
- ▶ **Priorisation, tri médical, des gros mots ?** (Biosphere) p.42

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Stopper l'injection de liquidités entraînerait l'effondrement instantané du système...** p.44
- ▶ **L'explosion de la dette mondiale a augmenté les risques de façon exponentielle ...**p.45
- ▶ **La déflation ne résout pas les problèmes causés par l'inflation passée** (Frank Shostak) p.46
- ▶ **« La Cour suprême humilie Trump... Vraiment ? »** (Charles Sannat) p.49
- ▶ **Demain jour de BCE: allez-y endettez vous que diable!** (Bruno Bertez) p.54
- ▶ **Le Grand Reset n'est pas un mythe, c'est une entreprise scélérate** (Bruno Bertez) p.56
- ▶ **Après demain sera sombre, très sombre. Stagflation?** (Bruno Bertez) p.60
- ▶ **D'autres mauvaises nouvelles pour Main Street** (Brian Maher) p.64
- ▶ **"La fête est pour bientôt"** (Brian Maher) p.68
- ▶ **Bonnes nouvelles et mauvaises nouvelles** (Jim Rickards) p.71
- ▶ **Département du Trésor US contre Fed : qui commande ?** (Bill Bonner) p.74
- ▶ **Les grands manitous ne lâcheront pas le pouvoir** (Bill Bonner) p.76

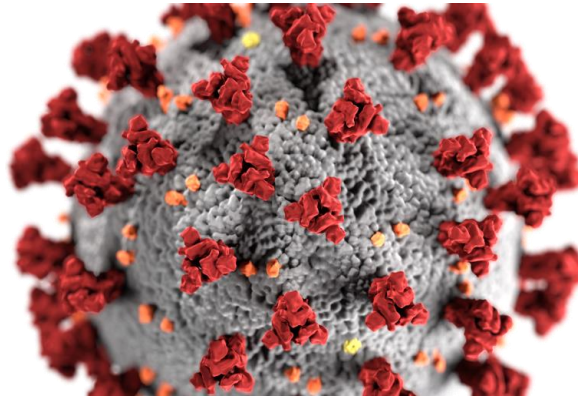
<<>><<>><<>><<>> (0) <<>><<>><<>><<>>

Nous devons parler du risque mondial de catastrophe

Par **David Korowicz** , publié à l'origine par Resilience.org le 4 mars 2020

<J-P : l'effondrement de la civilisation industrielle ? Nous y sommes. LA question est : à quelle vitesse l'effondrement va-t-il se faire ? (Pour les curieux, comme moi, « comment » est une question intéressante aussi) Quelle est la résilience de la civilisation industrielle ? >

David Korowicz est un physicien et un écologiste des systèmes humains qui travaille sur l'évolution, la stabilité et l'effondrement des systèmes socio-économiques complexes. Il s'intéresse particulièrement à la gestion des risques à grande échelle et à la résilience. Il a une longue association avec la Feasta et travaille comme consultant indépendant. Son site web se trouve à l'adresse www.davidkorowicz.com/



Les systèmes qui sous-tendent nos vies sont de plus en plus fragiles et font face à un ensemble croissant de pressions qui s'intensifient, nous devons nous y préparer.

En Chine, la circulation des personnes, des biens et des services s'est ralentie et s'est fragmentée. Une économie déjà affaiblie subit aujourd'hui un choc majeur à travers les réseaux qui assurent le bien-être des personnes et le fonctionnement de la société. La consommation d'énergie est la mesure la plus fondamentale de l'activité économique et de la complexité socio-économique. Carbon Brief[i] a estimé que la consommation d'énergie était inférieure de 25 % aux attentes dans les deux semaines suivant la fin des vacances du Nouvel An, ce qui équivaut à la chute d'énergie qui s'est produite entre 2012 et 2018, alors que l'économie et la société vénézuéliennes traversaient une crise profonde[ii].

Plus l'économie est minée longtemps, plus les dégâts sont importants et plus la reprise est lente. Même si COVID-19 devait disparaître à ce moment-là, le choc se répercuterait sur l'endettement, la faillite, la perte de pouvoir d'achat et les points d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement qui continuent à freiner la reprise.

Le gouvernement fera sans aucun doute tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir les entreprises et le système bancaire par le biais de crédits et de mesures de relance, ajoutant encore plus de dettes à un système déjà surendetté. Cela limitera la croissance économique future, augmentera la probabilité de futures crises financières et rendra le pays moins résistant au prochain choc, quelle qu'en soit la source. Cela met également à rude épreuve la légitimité politique, ce qui ajoute encore à l'incertitude.

La centralité de la Chine dans l'intégration des systèmes mondiaux est démontrée de façon éclatante par la contagion des virus, de la chaîne d'approvisionnement, de la demande, de l'information et du système financier dans la société mondiale. L'émergence de nouveaux épicentres d'infection et les mesures de confinement ouvrent des sources supplémentaires de processus de contagion. L'émergence de multiples processus en cascade qui s'intensifient et interagissent génère une incertitude fondamentale, avec des risques de queue croissants. Les modèles économiques sont largement aveugles à la structure des très grands chocs en cascade et auront tendance à sous-estimer les impacts.

Ce choc se propage à travers une économie mondiale qui, avant le virus, présentait une résilience et une capacité d'adaptation en déclin. L'affaiblissement de la croissance économique, l'endettement toujours croissant, les tensions accrues au sein des pays et entre eux, et le potentiel croissant de chocs dus au changement climatique et environnemental, ainsi que les contraintes et les perturbations liées aux ressources, signifient que nous étions déjà en territoire incertain et dangereux. L'avertissement lancé en janvier 2020 par Kristalina Georgieva, la directrice du Fonds monétaire international, selon lequel l'économie mondiale risque de connaître le retour de la Grande Dépression, n'a surpris personne[iii]. Ce n'est plus la chasse gardée des Cassandres périphériques de mettre en garde contre l'escalade du risque systémique.

L'ampleur des dommages que cela entraînera pour l'économie et la société n'est pas claire. Au-delà de l'impact sur la santé et les systèmes de soins, elle expose le réseau de conditions sociales et économiques synchronisées

qui constituent les conditions opérationnelles de notre vie quotidienne. Le fait que nous les tenions pour acquises est une mesure de notre accoutumance à la stabilité systémique. Plus celle-ci est perturbée par les effets directs et indirects de la pandémie, plus le risque de perturbation est grand. Cela est vrai à des échelles allant du local au mondial. L'incertitude inhérente reflète notre ignorance de la complexité de nos dépendances et de notre adaptation comportementale et culturelle à ces conditions.

On peut s'attendre à un ralentissement de la croissance mondiale et à une augmentation de la probabilité d'une crise financière. Si la contagion des processus commence à s'accélérer de manière significative, **il y a des limites à ce que les gouvernements et les banques centrales peuvent faire** pour y répondre. L'injection de mesures de relance peut permettre de faire face à un choc de la demande, mais son efficacité du côté de l'offre serait limitée. Dans l'hypothèse d'un choc plus profond (équivalent à la contraction de 2 % du PIB pendant la crise financière mondiale) suivi d'une stabilisation, la société et les économies seront moins résistantes face **aux années de plus en plus turbulentes à venir.**

À l'extrême, on observe une contagion du processus d'emballlement. Dans un tel cas, la contagion de la chaîne d'approvisionnement (au sens large, y compris l'impact sur les services d'infrastructures essentielles, par exemple) commencerait à compromettre gravement l'intégration et la cohérence socio-économiques mondiales. À mesure qu'il se désagrège et que les perspectives d'avenir deviennent plus incertaines, le système financier défaillant (crédit, solvabilité des banques, stabilité et visibilité monétaires, risque de contrepartie) perturberait d'autres chaînes d'approvisionnement, provoquant une contagion croisée entre la chaîne d'approvisionnement et le système financier (rétroaction positive)[iv]. Aucune banque centrale ne peut maintenir un système monétaire de crédit s'il s'agit d'une garantie de base, l'attente de la production économique est opaque et s'effondre en temps réel. **Au-delà d'un point de basculement, cela pourrait s'accélérer rapidement. Cela aurait pour effet d'interrompre la circulation des biens et des services. Si cela devait se produire, ce serait une catastrophe mondiale d'une ampleur et d'une durée sans précédent.**

Ce dernier résultat est très peu probable. *<Que veut-il dire ? David Korowicz croit que ce sera plus graduel.>*

Deux éléments ressortent de la vue d'ensemble ci-dessus. Le premier est lié à la structure de la civilisation, à la vulnérabilité de la société et au potentiel de contagion et, in extremis, **d'effondrement.** Le second est que la société, pour des raisons plus générales, perd de sa résistance aux chocs, tandis que les facteurs de stress, environnementaux et socio-économiques, augmentent en portée et en intensité. Cela signifie que les systèmes sociétaux peuvent être entrés dans une période de déstabilisation mondiale durable, associée à une probabilité croissante de défaillance catastrophique des systèmes. C'est sur ces éléments que nous allons maintenant porter brièvement notre attention.

Dépendance et vulnérabilité systémique

Nous faisons de plus en plus partie d'un **organisme civilisationnel** singulier qui a grandi en taille, en complexité, en interdépendance et en rapidité. Au fur et à mesure de son évolution, il s'est orienté vers la croissance, l'efficacité et l'auto-stabilisation. Les personnes, les organisations, les entreprises et les pays peuvent le concevoir et l'influencer en partie, mais le tout est le résultat émergent de nombreuses interactions évoluant au fil du temps. **Personne n'a le contrôle.** Ce sont ces propriétés structurelles et dynamiques qui définissent la stabilité, la résilience et la vulnérabilité de la société, la propension aux processus de contagion, la déstabilisation systémique mondiale et la dynamique d'effondrement.

Notre capacité à subvenir à nos besoins fondamentaux, où que nous soyons, dépend désormais de l'intégration des systèmes partout <dans le monde>. Cela signifie qu'aucune infrastructure, aucune société ou aucun pays ne peut être totalement résilient, car les conditions qui maintiennent la fonction sont dispersées au-delà de la visibilité ou du contrôle.

Pour comprendre pourquoi **la complexité peut amplifier un choc sociétal**, il faut envisager une chirurgie sophistiquée qui requiert les compétences de cinq spécialistes distincts travaillant de concert. Si un seul chirurgien est frappé d'incapacité, il faut arrêter toute l'opération, il ne peut pas se contenter de faire 80% de la procédure. Cette vulnérabilité au maillon le plus faible (parfois appelée loi du minimum de Liebig) devient plus aiguë à mesure que les entreprises, les infrastructures critiques et les organismes publics dépendent d'un nombre croissant de rôles et d'apports spécialisés qui sont essentiels à la production de l'ensemble. Comme ces résultats, qu'il s'agisse de biens ou de services, peuvent être des intrants nécessaires à d'autres entreprises et services, **les échecs peuvent se produire en cascade, voire fermer des organisations où tout le monde est disponible.**

Comme la société dépend de multiples réseaux en interaction, au sein des villes et dans le monde entier, il existe de nombreuses voies de perturbation en cascade. Il s'agit d'un exemple de non-linéarité : **un nombre relativement faible de personnes ou de fonctions directement touchées peut encore provoquer la défaillance de tout un système.** La rapidité de nos processus sociétaux, de la logistique "juste à temps" aux transactions financières, signifie que les chocs peuvent rapidement se répercuter en cascade.

Nous pouvons considérer la société comme un écosystème, les espèces clés fournissant les ancrages structurels par lesquels la société fonctionne. Ces clés de voûte comprennent les infrastructures essentielles (le réseau, les télécommunications, l'eau et l'assainissement, etc.), le système financier, la cohésion sociétale, les chaînes d'approvisionnement et les intrants environnementaux (nourriture, pétrole, eau, etc.). Ces éléments sont également interdépendants les uns des autres ; si vous en retirez l'un d'entre eux, les autres s'effondreront. Cela nous permet de voir d'autres voies vers l'échec systémique.

Une grave tempête solaire, une catastrophe naturelle ou une attaque physique majeure sur le réseau électrique sont autant d'occasions de défaillance des infrastructures critiques à grande échelle. Le rapport 2018 du Conseil consultatif présidentiel sur les infrastructures nationales[v] a examiné l'état de préparation des États-Unis à une panne d'électricité catastrophique prolongée sur une vaste zone. Une fois de plus, cette panne compromettrait l'intégration de la société et les opérations de secours. En fonction du caractère central de la région/des réseaux touchés pour l'intégration des systèmes mondiaux, elle pourrait entraîner une contagion des processus mondiaux et une défaillance systémique. Les tensions internationales croissantes ajoutent donc à ce risque. Une cyber-attaque massive ou une guerre entre des parties ayant une forte centralité mondiale devient le problème de tout le monde - même l'orteil est en difficulté si le cœur entre en guerre avec le foie. **«La conclusion de cette étude est que, sans électricité (et sans aucune préparation) 90% des américains périraient en 1 an.»**

Le système financier mondial est également une source croissante de risques catastrophiques, c'est le système d'exploitation pour la circulation des biens et des services. Il est massivement surendetté (il y a beaucoup plus de revendications sur la croissance économique future qu'on ne pourra jamais en délivrer) et il perd de sa résilience à mesure que la politique monétaire devient moins efficace, et que la polarisation au sein des pays et la discorde entre eux s'intensifient. C'est d'ailleurs ce qui accroît la vulnérabilité générale à la contagion de la chaîne d'approvisionnement en cas de pandémie ou de tout autre choc catastrophique. Elle est maintenant confrontée à la convergence du changement climatique croissant et des impacts liés à l'environnement, des menaces multidimensionnelles pour la sécurité alimentaire, des contraintes potentielles de ressources critiques et de la rétroaction de ces facteurs de stress sur la stabilité sociopolitique et les conflits. Un effondrement du système financier mondial serait similaire à un effondrement catastrophique de la pandémie, mais il s'agirait simplement d'une inversion du choc déclencheur, à savoir une chaîne d'approvisionnement du système financier qui s'étendrait à toute la région.

Le risque de pandémie est également en augmentation. Il ne s'agit peut-être pas de COVID-19, mais un jour, quelque part, un virus à forte infectivité et virulence apparaîtra avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour notre espèce. L'urbanisation, une industrie alimentaire animale à grande échelle, des réseaux de transport intensifs, les progrès de la biotechnologie largement accessible, notre incursion croissante dans les habitats animaux, les impacts croissants du changement climatique et environnemental et la probabilité

croissante d'instabilité sociopolitique augmentent la probabilité d'une telle émergence.

L'ère de la déstabilisation

La reprise après le choc COVID-19 sera lente. En outre, il existe un risque de nouvelles vagues pandémiques. Cela pourrait également contribuer à la génération de nouveaux stress et chocs plus tard dans l'année. Par exemple, les perturbations de la production agricole en Chine et ailleurs (dues à COVID-19), en Australie[vi] (sécheresse influencée par le changement climatique), en Afrique de l'Est (invasion de criquets pèlerins influencée par le changement climatique) risquent d'être encore aggravées par d'autres impacts climatiques non encore réalisés[vii]. Une hausse du coût des denrées de base sur les marchés alimentaires mondiaux est plus susceptible d'entraîner des troubles sociaux et même une défaillance de l'État dans les pays les plus pauvres[viii], générant de nouveaux stress par le biais des systèmes mondiaux. Cela augmenterait le stress même dans les pays riches, une plus grande partie de la population ayant du mal à s'en sortir et ressentant les effets d'un ralentissement de l'économie mondiale en plus des impacts économiques de COVID-19. On pourrait s'attendre à ce qu'elle comprime les revenus discrétionnaires, ce qui exercerait une pression supplémentaire sur les économies et le système financier, et augmenterait les tensions sociales. Il ne s'agit là que d'une voie spéculative, il existe d'innombrables interactions potentielles et une myriade de risques potentiels.

Quelle que soit la voie que prendra l'économie mondiale l'année prochaine, elle léguera un système économique et financier encore plus fragile qui est déjà confronté à des risques croissants liés aux effets du changement climatique[ix]. Outre le changement climatique, la production alimentaire mondiale est de plus en plus exposée à des risques liés à de nombreux facteurs[x]. Les impacts multidimensionnels du déclin de la biodiversité sur la stabilité socio-économique s'accroissent[xi]. Les répercussions du changement climatique sur la sécurité s'accroissent[xii], tandis que la polarisation de la société et la perte de confiance se poursuivent[xiii]. **Bien qu'elles reçoivent peu d'attention et soient très mal comprises, il existe des raisons majeures de s'inquiéter de la capacité à maintenir une production pétrolière abordable [xiv].**

La nourriture, le pétrole, l'eau, un système financier qui fonctionne, un environnement stable pour les infrastructures sociétales (par rapport aux conditions dans lesquelles elles ont évolué) et une coopération sociétale à grande échelle sont individuellement essentiels pour la stabilité de l'intégration des systèmes mondiaux. **Nous assistons à une intensification des tensions sur tous les fronts.** En outre, les tensions dans chacun de ces domaines auront tendance à accroître encore les pressions sur les autres.

Ces facteurs de stress intensifient leurs interactions à travers des réseaux civilisationnels de plus en plus vulnérables. La société, enfermée dans des systèmes de dépendance qui s'adaptent à la stabilité du système avec une faible résilience correspondante, est vulnérable à la loi de Liebig. Dans un tel environnement, la croissance économique est constamment minée, le stress socio-économique s'accroît, tandis que l'intensité et la fréquence des chocs augmentent. Cela crée les conditions d'une contagion locale et mondiale rapide et diversifiée, d'une aggravation et de la simultanéité des crises, ainsi que de la génération de nouveaux stress et chocs. L'instabilité, la volatilité et l'incertitude systémiques générales s'accroissent, et les attentes futures deviennent plus pessimistes.

Les impacts sont susceptibles de devenir de plus en plus non linéaires, avec les points de basculement associés. Perdre un millier d'euros n'a pas la même signification selon que c'est la première ou la dernière fois. Plus encore si votre loyer est en retard et que l'expulsion vous appelle, si un membre de votre famille est malade et a besoin de médicaments, et si ceux qui vous ont soutenu autrefois, que ce soit des amis ou l'État, sont eux-mêmes dépassés. Des scénarios similaires peuvent être élaborés pour n'importe quelle échelle de systèmes sociétaux.

À mesure que la nécessité de renforcer la résilience des systèmes existants devient plus évidente, notre capacité à investir - dans les inventaires, la défense contre les inondations et la redondance des infrastructures essentielles - est plus difficile, car les revenus baissent, les financements abordables deviennent rares ou

inexistants et la capacité à produire et à accéder aux intrants constitutifs devient incertaine. En outre, dans un environnement de plus en plus tendu et instable, la nécessité de maintenir les systèmes existants et les attentes est plus susceptible de prendre le pas sur les investissements dans la résilience future.

Par exemple, **nos systèmes alimentaires** sont très vulnérables, mais les rendre plus résistants à l'échelle ferait augmenter les prix des denrées alimentaires. Or, si les prix des denrées alimentaires sont déjà élevés en raison de contraintes de production/distribution, et/ou si les revenus chutent et que la capacité d'intervention des gouvernements est déjà mise à rude épreuve, le fait d'augmenter encore les prix des denrées alimentaires risque d'intensifier la crise actuelle (les prix des denrées alimentaires ayant des répercussions sociétales très non linéaires), pour améliorer de façon marginale une crise future. Dans de tels contextes, les gens ont tendance à se concentrer encore plus sur le présent. **C'est une caractéristique du verrouillage de la civilisation, nous sommes piégés dans des systèmes de dépendance complexes de plus en plus dangereux à mesure que notre capacité d'adaptation s'affaiblit.**

Une croissance faible et en déclin prolongé, un stress et une volatilité socio-économiques croissants, une incertitude asymétrique croissante à la baisse, une diminution de la résilience et de la capacité d'adaptation et une intensification des facteurs de stress créent les conditions d'une défaillance catastrophique du système financier.

Cela signifie que nous pourrions avoir une fenêtre d'opportunité en déclin, tant en termes de temps que de capacité à déployer des ressources, pour nous préparer à éviter les pires conséquences.

Se préparer à quoi ?

La capacité des sociétés à faire face au stress, aux chocs et aux catastrophes est principalement déterminée par leur expérience historique. Cela inclut le type, la probabilité et les impacts qui peuvent être anticipés ; la résilience de la société et des infrastructures ; l'ampleur et le rôle de l'urgence et de la préparation au sein du gouvernement et de la société en général ; et la gamme de scénarios qui ont été planifiés et mis en pratique.

Les gouvernements, les sociétés et les communautés d'experts sont souvent lents à reconnaître un **changement de paradigme**, en particulier lorsqu'il entre en conflit avec les attentes établies, les visions du monde, les coûts irrécupérables, les traditions analytiques et le verrouillage institutionnel.

Notre expérience et notre accoutumance à une grande stabilité sociétale, **la relative invisibilité des fondements structurels et dynamiques des opérations sociétales**, les modèles de risque économique dysfonctionnels et notre approche cloisonnée des facteurs de stress individuels signifient que **la société peut sérieusement sous-estimer le risque global et catastrophique**. Nous devons considérer notre environnement de risque en pleine transformation dans une **perspective intégrée** : les interactions d'une gamme et d'une intensité croissantes de facteurs de stress, environnementaux et socio-économiques, à travers des systèmes sociétaux de plus en plus fragiles[xv].

Deux grands risques sociétaux concurrents ont été décrits. **Le premier** est une *défaillance systémique*, qui pourrait être localisée et récupérable, mais aussi mondiale et irréversible. Étant donné que les systèmes clés sont interdépendants et peuvent échouer collectivement, différents dangers ou une combinaison de ceux-ci ont le même résultat : une interruption de la circulation des biens et des services. Il est donc suggéré d'adopter une approche de préparation aux impacts indépendants des risques. Il existe un besoin urgent de planification des catastrophes, de capacité d'exercice et de simulation, et de déploiement.

La seconde est que nous sommes déjà entrés dans une *période de déstabilisation croissante*. Il n'y aura peut-être pas de bonnes périodes au coin de la rue. Cela remettra profondément en question les attentes de la société, les capacités des gouvernements et des États. Idéalement, nous pouvons relever certains des défis d'aujourd'hui, tout en nous préparant à une déstabilisation accrue et à d'éventuelles catastrophes futures. Par exemple, l'approche "*A Whole of Society Preparedness*" place les citoyens au cœur de la préparation. L'exemple des pays

nordiques et baltes devrait donner une certaine assurance que cette voie mérite d'être empruntée. Si elle est menée avec sagesse, elle pourrait même contribuer à surmonter une partie de la polarisation qui affecte les sociétés.

Conclusion

Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Le risque est une mesure de l'impact et de probabilité. Les impacts décrits ci-dessus pourraient être dévastateurs. Nous avons également suggéré que la probabilité de déstabilisation et de défaillance systémique catastrophique augmente. Nous sommes manifestement mal préparés à faire face à de telles conséquences. Nous pouvons espérer et travailler à un avenir plus clément, mais nous devons également nous préparer à ce que les choses tournent sérieusement mal.

Notre espèce anticipe et se prépare rarement à de nouveaux risques, et nous ne devrions pas non plus nous attendre à ce que cela se produise maintenant. Nous devons être en mesure de poursuivre nos efforts de préparation sans compter sur l'adhésion de la société dans son ensemble. Faire face à de tels défis est un acte d'optimisme. Cela nécessitera les efforts combinés de gouvernements, de citoyens, d'organisations sociales, du secteur privé et de la philanthropie. Il n'y a rien d'autre d'aussi important, ni d'aussi urgent.

1er mars 2020.

NOTES ET LIENS :

[i] <https://www.carbonbrief.org/analysis-coronavirus-has-temporarily-reduced-chinas-co2-emissions-by-a-quarter>

[ii] <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/energy-charting-tool-desktop.html>

[iii] Le patron du FMI déclare que l'économie mondiale risque de connaître un retour de la Grande Dépression. <https://www.theguardian.com/business/2020/jan/17/head-of-imf-says-global-economy-risks-return-of-great-depression>.

[iv] Korowicz, D. Trade Off : Financial System Supply-Chain Cross Contagion- a study in global systemic collapse. 2012 Feasta, Fondation pour l'économie de la durabilité. <https://www.korowiczhumansystems.com/publications>

[v] NIAC Survivre à une panne d'électricité catastrophique : comment renforcer les capacités de la nation https://www.cisa.gov/sites/default/files/publications/NIAC%20Catastrophic%20Power%20Outage%20Study_FINAL.pdf

[vi] <https://www.reuters.com/article/australia-wheat/update-1-australia-says-2019-20-wheat-harvest-drops-to-lowest-in-12-years-idUSL4N2AI1RS>

[vii] Zscheischler, J., Westra, S., van den Hurk, B.J.J.M. et al. Risque climatique futur dû à des événements composés. Nature Clim Change 8, 469-477 (2018). <https://doi.org/10.1038/s41558-018-0156-3>

[viii] Marc F. Bellemare, Rising Food Prices, Food Price Volatility, and Social Unrest, American Journal of Agricultural Economics, Volume 97, Issue 1, January 2015, Pages 1-21, <https://doi.org/10.1093/ajae/aau038>

[ix] Bolton, P. Despres, M. Pereira De Silva, L. Samama, F. Svartzman, R. The Green Swan : Central Banking and Financial Stability in the Age of Climate Change. Banque de France. Janvier 2020. <https://www.bis.org/publ/othp31.pdf>

[x] Mbow, C., C. Rosenzweig, L.G. Barioni, T.G. Benton, M. Herrero, M. Krishnapillai, E. Liwenga, P. Pradhan, M.G. Rivera-Ferre, T. Sapkota, F.N. Tubiello, Y. Xu, 2019 : Food Security. Dans : Changement climatique et terres : rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres [P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)]. Sous presse.

[xi] IPBES Global Assessment on Biodiversity and Ecosystem Services May.2019 <https://ipbes.net/global-assessment>

[xii] "Rapport sur le climat et la sécurité dans le monde en 2020". Produit du groupe d'experts du Conseil militaire international sur le climat et la sécurité. Auteurs : Steve Brock (CCS), Bastien Alex (IRIS), Oliver-Leighton Barrett (CCS), Francesco Femia (CCS), Shiloh Fetzek (CCS), Sherri Goodman (CCS), Deborah Loomis (CCS), Tom Middendorp (Clingendael), Michel Rademaker (HCSS), Louise van Schaik (Clingendael), Julia Tasse (IRIS), Caitlin Werrell (CCS). Edité par Francesco Femia& Caitlin Werrell. Publié par le Centre pour le climat et la sécurité et l'Institut du Conseil sur les risques stratégiques. Février 2020. https://climateandsecurity.files.wordpress.com/2020/02/a-security-threat-assessment-of-global-climate-change_nsmip_2020_2.pdf

[xiii] Confiance du public dans le gouvernement 1958-2019. Pew Research 2019. <https://www.people-press.org/2019/04/11/public-trust-in-government-1958-2019/>

[xiv] Michaux, S. Oil from a Critical Raw Materials Perspective. Service géologique de la Finlande. 2019. http://tupa.gtk.fi/raportti/arkisto/70_2019.pdf

[xv] Korowicz, D., Calantzopoulos, M. Beyond Resilience : Risque systémique global, défaillance systémique et réactivité sociétale. 2018. Geneva Global Initiative. https://389781d4-2000-4800-8ff2-c13e64a6aa0c.filesusr.com/ugd/94fdd9_d0ee5f5e0c264527ba423ad920a8bd5c.pdf?index=true

COMMENT ÊTRE PIÉGÉ : ENTRETIEN AVEC DAVID KOROWICZ

Par Alexander Ač, David Korowicz, publié à l'origine par Resilience.org le 19 mars 2014

Voici la première partie d'une interview en deux parties de David Korowicz par Alexander Ač. Enregistré à Brno, en République tchèque, le 29 janvier 2014.



AA : Comment avez-vous commencé à vous intéresser aux systèmes adaptatifs complexes

et pourquoi ?

DK : J'ai toujours été sensible à la relation dynamique des choses, me trouvant ainsi attiré par la pensée post-structuraliste et la métaphysique bouddhiste par exemple. De telles perspectives mettent l'accent à la fois sur la conditionnalité et l'interdépendance dynamique de l'univers, de la vie, des mots et des sens. J'ai une formation universitaire en physique et, bien que nous n'ayons jamais suivi de cours sur les systèmes complexes, j'ai fait des travaux de doctorat sur l'origine de l'entropie et du temps dans l'univers, qui conduisent effectivement à la naissance de la complexité.

Mais un pivot dans ma vie, la façon dont j'ai fini par faire ce que je fais maintenant, est né de quelque chose d'assez inattendu. Je vivais en Asie centrale et je passais un certain temps dans un petit village du Kirghizstan pour rendre visite à mon ami, un ethnobiologiste qui faisait des recherches sur les pommes et les jardins familiaux. Cette partie du monde est la source originelle de la pomme et il y a encore une énorme biodiversité, le village voisin en avait 49 variétés ! Les jardins familiaux fournissaient aux gens de la nourriture et plus d'un tiers de leur revenu annuel en espèces, soit quelques centaines de dollars seulement.

Pour faire court, un projet de développement a été proposé afin d'accroître l'efficacité de ces jardins et de permettre ainsi aux familles d'augmenter leurs revenus. La vie peut être difficile et, au minimum, cela peut signifier que les familles disposent d'une réserve de liquidités en cas de crise ou qu'elles peuvent s'offrir des installations sanitaires intérieures. Il promettait à sa manière une intégration à la narration globale qui semblait pointer vers une augmentation de la richesse, des opportunités, des droits sociaux et politiques. Elle justifiait également la vision du monde socialement et économiquement progressiste des agences de développement occidentales qui pouvaient être vertueuses, aventureuses et, bien sûr, justes.

La proposition consistait à fournir de nouvelles variétés d'arbres - celles qui produisaient des pommes douces et sans tache pouvant être vendues à un bon prix plutôt que l'équipe hétéroclite établie de pommes qui pouvaient être trop amères, trop sujettes aux parasites, trop laides, etc. En outre, ils fourniraient des pesticides, des engrais et de meilleures variétés de semences pour stimuler la production et les revenus du jardin familial en général. Tout cela pourrait être financé par des micro-prêts, bien que moins "micro" en termes relatifs.

C'était l'une de ces situations où l'on ne voit qu'une chose évidente parce qu'elle est observée en dehors d'un contexte familial. J'avais lu des articles sur le changement climatique et le pic pétrolier, et je me suis interrogé sur leurs implications pour la proposition.

J'imaginai que les villages allaient dans ce sens, que la productivité de leurs sols augmentait grâce aux intrants et que le service de la dette était assuré. Les besoins étaient satisfaits, et les désirs, avec le temps, devenaient des besoins. Des niveaux de dépendance nouveaux et plus complexes se développeraient à mesure que leur flux de revenu accru faciliterait l'emprunt, à mesure que les attentes et les coûts d'intégration (une voiture, un cours universitaire) augmenteraient. Ils seraient toujours pauvres selon les normes européennes et donc plus vulnérables à l'augmentation du coût des intrants essentiels.

Ensuite, si les prix des combustibles fossiles augmentaient de manière significative, les villageois seraient contraints de réduire les intrants agricoles, la production diminuerait considérablement et le rapport dette/revenu augmenterait. Si, en plus de cela, les changements climatiques commençaient à affecter leurs pommiers "parfaits", ils n'auraient plus rien sur quoi s'appuyer, car la biodiversité inefficace mais résistante des semences et des sols et les pommiers tachetés auraient été perdus.

Si la croissance était une progression régulière et positive, le retournement pourrait être une défaillance multi-systèmes relativement abrupte qui laisserait les gens dans une situation bien pire qu'avant le début du projet. En outre, une fois qu'on s'est engagé sur cette voie, il devient de plus en plus difficile de s'en écarter. Cela m'a montré clairement comment être pris au piège. Mais si c'était le récit d'une société relativement simple, qu'est-ce que cela signifiait pour la société beaucoup plus complexe d'où je venais, à quel point nous étions piégés ?

L'augmentation de la connectivité et de l'intégration mondiale a été, dans l'ensemble, très bonne pour le bien-être humain et la réduction des risques, mais il semblait que la balance des risques était en train de changer. Avec un sentiment de curiosité et une certaine inquiétude, je suis rentré en Irlande avec l'intention de m'engager dans ce genre de choses, quelles qu'elles soient !

Ici, heureusement, j'ai été présenté à feu **Richard Douthwaite** et **Feasta**. Richard avait une merveilleuse capacité d'encouragement avec une intelligence large et critique. Pour moi, il s'intéressait de façon critique à l'argent et au crédit, à la façon dont ils ont été créés et dont ils ont façonné notre monde. J'ai donc commencé à essayer de comprendre l'économie mondialisée, non pas comme le ferait un économiste, mais plutôt comme le ferait un naturaliste, mais avec le sentiment que j'étais aussi un observateur partial et borné. Le domaine général des systèmes adaptatifs complexes avait déjà développé des concepts et des outils analytiques qui pouvaient être appliqués à l'économie mondialisée d'une manière qui correspondait à mes penchants naturels. Il est également apparu clairement que si l'on voulait comprendre l'évolution, la stabilité et surtout l'effondrement de sociétés complexes, l'économie académique avait un pouvoir explicatif très limité et, d'un point de vue critique, était structurellement aveugle à des transformations fondamentales telles que la croissance de la complexité et les transitions catastrophiques.

Heureusement, le projet de village n'a jamais reçu le feu vert.

Si vous regardez aujourd'hui dans les grands médias et les discours des politiciens, tout le monde veut relancer la croissance. Est-ce une bonne idée ?

DK : C'est une bonne idée, en quelque sorte. Cela fait partie de notre vision du monde, de nos méthodologies, de nos structures institutionnelles, c'est à cela que notre société s'adapte. La croissance économique n'est pas seulement un indicateur, elle représente et parfois occulte une dépendance structurelle complexe. Si nous ne l'avons pas, il y a des implications sociales, économiques et politiques majeures. Si nous voulons que toutes les choses que nous considérons comme acquises continuent, oui, bien sûr, nous devons relancer la croissance.

Le problème est que la poursuite de la croissance économique n'est pas nécessairement notre choix. **Je pense que nous sommes à la limite de la croissance en ce moment** (je ne discuterai pas pendant quelques années). Notre système financier et monétaire, dont les liens de confiance et d'attente animent le monde dans un acte de foi, est de plus en plus instable parce qu'il a largement surpromis ce qui peut être livré un jour ; **les flux de pétrole (et donc de nourriture)** qui maintiennent l'organisation socio-économique mondiale atteignent des sommets ; et les effets du changement climatique et des pénuries d'eau nous mordent de plus en plus les talons. Qui plus est, notre dépendance à l'égard d'une économie mondialisée complexe, de sa structure et de sa dynamique, nous rend extrêmement vulnérables à de telles contraintes.

Il est probable que nous entrons dans une spirale déflationniste qui se développe de manière irrégulière à l'échelle mondiale ; un cycle de baisse de la confiance, du crédit et de la masse monétaire qui entraîne une hausse du chômage, une baisse des salaires et des revenus du gouvernement, une augmentation des créances douteuses, des faillites bancaires et une augmentation du coût réel de la dette. Il y aura également un risque croissant de chocs financiers et monétaires catastrophiques ayant de graves répercussions sur plusieurs systèmes. **Une bulle de crédit mondiale a effectivement repoussé le moment du pic pétrolier, une spirale déflationniste l'amènera sur nous. Cela dit, il se peut que nous ne remarquions pas les contraintes pétrolières au départ (les prix de l'énergie peuvent baisser considérablement, même si elle est moins abordable) parce qu'une dépression et même un choc financier potentiellement catastrophique auront brisé la capacité de l'économie mondiale à utiliser l'énergie et les ressources. Et si cela se produit, il n'y aura pas de retour en arrière,** nous serons entrés dans une nouvelle phase de localisation forcée et d'énormes nouveaux défis.

Il est assez facile de souligner les problèmes liés à **notre dépendance à un système monétaire basé sur la dette ou aux combustibles fossiles, ou encore à l'absence de redondance dans les infrastructures essentielles.** Il y a

beaucoup de promoteurs ardents, par exemple, de l'argent dépensé en circulation sans être basé sur la dette, de l'utilisation de l'assouplissement quantitatif pour éteindre la dette privée ou d'un nouveau plan de Chicago - de supposés chargeurs blancs venant à la rescousse. Mais présenter de telles idées comme des solutions à des problèmes revient à déformer notre situation, qui est au mieux un processus de gestion des risques. Ce que l'on entend beaucoup moins, ce sont les risques et les incertitudes implicites de ces propositions. Cela ne veut pas dire qu'elles ne doivent pas faire partie d'une gestion dynamique des risques, mais que dans le contexte actuel, on ne peut pas les écarter ni garantir les résultats. Un seul aspect de cette situation, par exemple, est le risque de réflexivité massive, c'est-à-dire que les actions visant à éviter une crise peuvent finir par déclencher la crise en provoquant un changement de comportement préventif. En outre, pour prendre de telles décisions de gestion des risques, il faut comprendre ou intuitiver la nature de la dépendance contemporaine - ce qui pourrait être perdu et à quelle vitesse tout cela pourrait se produire, surtout si les choses tournent mal - et très peu de membres du public, de politiciens et de décideurs politiques le font vraiment. Ou, pour le dire plus directement, si vous voulez faire une opération radicale sur le système monétaire, à quoi ressemble votre planification de la sécurité alimentaire ? Cette question est particulièrement aiguë pour quiconque tente de faire face à un risque systémique à grande échelle - quoi que l'on fasse, les risques de baisse sont bien plus importants que les risques de hausse, ce qui rend naturellement les responsables monétaires conservateurs. Il y a une grande différence entre promouvoir une solution en marge et gérer un processus intrinsèquement incertain et dangereux où l'on pourrait être tenu responsable d'une catastrophe. Même si nous devons "résoudre" nos problèmes financiers et monétaires, nous entrerions directement dans des crises pétrolières et alimentaires qui sont systématiquement déstabilisatrices.

Notre situation et la tragédie des tentatives de changement sont les suivantes : compte tenu des contraintes de temps et de ressources et de la réalité selon laquelle nous dépendons d'un système en réseau délocalisé sans contrôle central, comment pouvons-nous changer le système tout en nous assurant de ne pas effondrer ses fonctions essentielles. La diminution de la résilience mondiale et la complexité, l'interdépendance, le couplage étroit et la rapidité des processus dont nous dépendons font de cette situation un ensemble de défis fondamentalement incertains, incroyablement complexes et très dangereux. Nous nous enfonçons donc parce que nous ne pouvons pas nous en sortir. Nous nous accrochons à la croissance, nous gagnons du temps et nous donnons un coup de pied dans la boîte, et à chaque étape, nous devenons plus vulnérables.

L'idée que la croissance est une bonne ou une mauvaise idée est donc un peu à côté de la plaque - nous ne l'aurons pas avant longtemps, et nous ne pouvons pas faire grand-chose à ce sujet.

Vous ne croyez donc pas à une sorte d'économie stable et non croissante ?

DK : Selon de nombreux indicateurs écologiques, l'état stable dans lequel nous nous trouvons actuellement est en train de dépasser les prévisions. Donc, s'il devait y avoir une sorte d'économie stable durable, la consommation des ressources serait bien inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui. Bien, bien en dessous. Et comment y parvenir ?

Pour toutes sortes de raisons, la possibilité d'une décroissance contrôlée et orchestrée vers une position stable viable est probablement extrêmement illusoire. Je me contenterai de souligner une chose : une telle vision tend à incarner la confusion selon laquelle l'économie mondialisée est conçue, compréhensible et contrôlable parce qu'elle est créée par l'homme - l'homme peut le faire dans des niches, mais pas la structure émergente des multiples niches qui interagissent à de nombreuses échelles dans le temps. Cela reflète le genre d'argument rendu célèbre par William Paley dans sa *Théologie naturelle* qui disait que l'existence d'organismes vivants prouvait l'existence d'un créateur/concepteur divin par analogie avec la façon dont la découverte d'une montre conduirait à croire en l'existence d'un horloger intelligent. Un demi-siècle plus tard, Darwin, puis ses disciples, ont montré que la sélection naturelle permettait de concevoir des montres sans contrôleur, c'est-à-dire sans que l'horloger "aveugle", comme le dit Richard Dawkins. Mais en tant que croyants dans le progrès de l'homme, nous semblons avoir assumé le rôle que Paley a autrefois attribué à Dieu - c'est-à-dire qu'en tant que créateurs de l'économie mondialisée complexe, il est donc concevable et contrôlable et potentiellement perfectible si

seulement les bonnes personnes et les bonnes idées étaient dans le cockpit. Nous constatons toutes sortes de confusions qui en découlent lorsque l'on tente de prendre le contrôle linguistique de l'économie en confondant l'émergence complexe et interdépendante avec la conception intentionnelle (comme dans l'économie capitaliste/néolibérale/socialiste, ou, nous devons changer "l'architecture monétaire"). Ainsi, même sans entrer dans les détails de l'irréversibilité des systèmes complexes ou de la myriade de problèmes pratiques liés à une décroissance contrôlable, la force de la croyance en sa possibilité me semble, du moins à mes yeux, représenter **l'orgueil du Titanic**.

Cela dit, une décroissance/un effondrement désordonné nous amènerait à une nouvelle ère où nous nous retrouverions avec une capacité bien réduite d'accès et d'utilisation des ressources et de déversement des déchets. Mais il nous faudrait encore répondre à des problèmes et cela nécessiterait généralement toute l'énergie et les ressources disponibles. Par exemple, les émissions anthropiques de gaz à effet de serre plongeraient probablement en piqué, une bonne chose bien sûr, même si les effets des changements climatiques continueraient à s'aggraver en raison des retards du système climatique, tandis que notre capacité d'adaptation par rapport à aujourd'hui aurait été anéantie. Ainsi, le coût réel du changement climatique augmenterait au-delà de notre capacité à payer, et ce, de manière soudaine et bien plus rapide que ne le suggèrent les modèles économiques et climatiques classiques. Le danger ici est que, dans un état de pauvreté et de localisation forcée, nos tentatives pour répondre à ces stress et crises émergentes signifient que nous commençons à miner nos environnements locaux et leur capacité permanente à nous soutenir. Ainsi, toute forme d'économie stable dans un avenir prévisible est intrinsèquement problématique.

Mais avec le temps, certains d'entre nous pourraient être en mesure de maintenir une simple économie stable en s'acculturant à cette nouvelle réalité, au moins pour un temps. Peut-être un monde où les poètes parcimonieux et les nourrisseurs sociaux minables sont aimés et admirés, tandis qu'une affliction pour des trucs laisserait quelqu'un de pitoyable et sans date ! Je suis presque sûr qu'il y aura des gens qui vivront une vie bonne, significative et écologiquement responsable dans un avenir lointain.

Si c'est le cas, ne pouvons-nous pas simplement passer à une croissance verte ?

DK : Tout d'abord, s'il s'agit de croissance, elle sera toujours consommatrice d'énergie et de ressources. Deuxièmement, le point de départ sera toujours dépendant de la trajectoire et donc contraint. Troisièmement, la technologie ne peut pas produire d'énergie, mais seulement aider à trouver, traiter et distribuer ce qui existe déjà. Et ce qui reste potentiellement, renouvelable ou non, est moins adapté à l'économie, est de moins bonne qualité et a un rendement énergétique inférieur à ce qu'il remplace. Il n'y a donc pas de solution magique à notre problème central. Quoi qu'il en soit, qu'entendons-nous par "changement" ? Cela suggère un niveau de compréhension et de contrôle de l'économie mondialisée que nous n'avons pas. Cela implique une transformation rapide qui, en réalité, est limitée par sa nature même (les révolutions énergétiques se sont produites sur plusieurs décennies) et dépend de la cohérence permanente de l'économie mondialisée et de ses systèmes critiques constitutifs.

En outre, la résolution des problèmes dans une société complexe souffre de la baisse des rendements marginaux. Les nouvelles solutions exigent de plus en plus d'efforts scientifiques, économiques et sociaux, ainsi que des économies d'échelle et de ressources. Elles ne vivent pas dans le vide, mais dans ce système interdépendant qu'est l'économie mondialisée. Par exemple, la plus petite particule, l'électron, découverte dans les années 1890, a été réalisée par Thompson sur un banc de laboratoire ; aujourd'hui, il faut 10 000 doctorats et un anneau de haute technologie de 27 km, et la cohérence de notre économie moderne mondialisée pour révéler la plus récente particule, le boson de Higgs. La découverte de la pénicilline dans les années 1920 a eu un impact révolutionnaire et ne coûte presque rien ; aujourd'hui, nous dépensons des centaines de millions d'euros pour apporter des améliorations mineures à des médicaments de niche. Pour "résoudre" les problèmes de la croissance avec la croissance verte, il faut encore augmenter le coût de la résolution de problèmes complexes - et cela nécessite des flux d'énergie et de ressources croissants - qui souffrent eux-mêmes de rendements marginaux décroissants (**Energy-Return-On-Energy-Invested**).

Mais en fin de compte, le temps nous a manqué. Les implications du dépassement des limites de la croissance sont les systèmes mondialisés complexes (financiers, monétaires, comportements sociaux adaptatifs, chaînes d'approvisionnement, infrastructures critiques, usines, accès aux ressources et traitement, R&D, etc.) nécessaires pour inventer, fabriquer et déployer à l'échelle commencent à se stresser, perdent de leur résilience et finissent par s'effondrer.) nécessaires pour inventer, fabriquer et déployer à l'échelle commencent à se faire sentir, perdent de leur résilience et finissent par s'effondrer. Dans un tel cas, **nos aspirations à une croissance verte s'effondreront à mesure que le terrain socio-économique s'effondrera sous nos pieds.**

Mais il est toujours préférable d'avoir une croissance verte que de faire comme si de rien n'était ?

DK : Si nous avons bien fait les choses, alors investir dans certains des éléments pris en compte dans les plans de croissance verte pourrait nous aider à mieux résister à l'avenir, mais seulement de façon marginale. Mais la croissance verte est surtout conçue pour et adaptative, avec l'hypothèse d'une croissance économique continue et la persistance de l'intégration des systèmes dans l'économie mondiale.

Par exemple, si nous plaçons des énergies renouvelables sur un réseau à grande échelle et que nous traversons une crise parce que, par exemple, notre système financier est défaillant et que la demande baisse de 80 %, une grande partie de cette offre variable peut finir par être effectivement inutile. L'une des raisons est qu'un certain niveau de charge de base sur un réseau est nécessaire pour soutenir un niveau d'approvisionnement variable (renouvelable), une autre est que **le réseau perd des économies d'échelle.** Dans un tel scénario, il peut devenir un autre investissement gaspillé. Il serait plus résilient si nous mettions l'énergie renouvelable dans des réseaux localisés, adaptables à la variabilité, résistants aux ruptures de la chaîne d'approvisionnement et utilisés pour protéger quelque chose d'essentiel pour le bien-être collectif comme l'assainissement. Un tel investissement n'aurait aucun sens économique à l'heure actuelle, il est complètement inefficace.

Mais là encore, **je pense que nous manquons de temps pour tout type de croissance.**

De toute évidence, nos sociétés sont dépendantes de la croissance. Quelle est votre explication à cela ?

DK : Eh bien, il y a différentes perspectives.

Nous sommes enfermés dans des processus et des comportements socio-économiques de plus en plus complexes qui dépendent de la croissance. Ces processus garantissent que nous sommes nourris, que les lumières sont allumées, que notre eau est propre et que les hôpitaux sont ouverts. Ils garantissent que les biens et les services circulent dans le monde entier, ce qui permet de créer des emplois et de renforcer le pouvoir d'achat. À mesure que la situation économique mondiale se détériore et que notre capacité d'adaptation (épargne, crédit à l'investissement, recettes fiscales de l'État, stocks) est mise à rude épreuve, nous (en tant que particuliers, entreprises et pays) devons effectivement rester dans le jeu pour éviter de devoir abandonner et de subir des conséquences immédiates beaucoup plus importantes. Nous avons besoin de croissance pour que les systèmes dont nous dépendons continuent de fonctionner et pour éviter d'énormes risques socio-économiques. Là encore, nous nous enfonçons parce que nous ne pouvons pas nous en sortir, perdant ainsi la résilience du système en permanence.

Dans tout cela, des sous-systèmes essentiels tels que notre système financier et monétaire dépendent de la croissance. D'autres systèmes et réseaux critiques s'adaptent à l'échelle, par exemple les infrastructures critiques et les revenus discrétionnaires. Tous sont instables en cas de contraction économique grave ou prolongée. Nous ne devons pas non plus oublier les mythes et les récits, les visions du monde, les réseaux de confiance et les suppositions fortuites qui incarnent les attentes en matière de croissance.

À un niveau plus large, l'économie mondialisée est un système autocatalytique, c'est-à-dire qu'elle crée les conditions nécessaires à sa propre expansion. C'est un processus auto-organisé, sans concepteur ni contrôle central, c'est la façon dont les écosystèmes évoluent, c'est la main invisible d'Adam Smith <animal spirit> . Par exemple, des niveaux de complexité croissants encouragent les individus, les entreprises, les institutions et les groupes sociaux et politiques à atteindre des niveaux de complexité plus élevés s'ils doivent persister (économiquement et socialement) dans un environnement dynamique où il existe une concurrence pour les ressources, le statut, l'efficacité, la bande passante, etc. Un système dont la complexité relative, l'échelle et la résilience sont plus grandes signifie en moyenne une plus grande probabilité de persistance, mais cela nécessite en moyenne plus d'énergie et de ressources. En d'autres termes, il y a un avantage à maximiser la puissance (énergie par unité de temps). C'est le lien qu'**Howard Odum** a établi entre l'écologie et les économies il y a plus de trente ans. Au niveau de la société, c'est en partie de cette manière que la plupart d'entre nous finissent par rejoindre une échelle commune de complexité/croissance (utilisation d'Internet, des supermarchés, des avions). La croissance est en ce sens naturelle - à condition de pouvoir accéder aux flux d'énergie.

Donnons un exemple. Imaginez que des amis mettent sur pied une organisation de "décroissance" inspirée par l'environnement, les premières choses qu'ils feraient seraient de créer un site web, une page Facebook, d'organiser des réunions publiques, de faire venir un conférencier spécialisé, de collecter des fonds pour la campagne - c'est-à-dire de payer le coût de la complexité et des ressources nécessaires pour s'engager dans un système socio-économique complexe où ils doivent rivaliser pour attirer l'attention afin de diffuser leur message. Ce faisant, ils auraient ajouté à la complexité du système dans son ensemble. Ils auraient ajouté une minuscule augmentation aux économies d'échelle des infrastructures et des entreprises dans le monde entier, soutenant ainsi leur investissement continu dans la complexité. Ils auraient ajouté une autre tranche de déchets dans l'écosystème mondial. L'augmentation de l'échelle entraînerait une augmentation des coûts opérationnels fixes et la nécessité d'un financement plus important. Ils façonneraient le monde à petite échelle et le monde les façonnerait au fur et à mesure de l'acquisition de nouvelles dépendances et interdépendances.

Mais l'origine de la croissance est une chose plus fondamentale que nos travaux économiques. La vie évolue des traits pour persister et se reproduire dans la lutte à long terme pour les ressources. Si vous regardez n'importe quelle espèce, elle est expansionniste jusqu'à ce qu'elle atteigne une sorte de limites environnementales et autres. Si vous avez un vieux bâtiment abandonné depuis quelques années, vous trouverez de l'herbe et des arbres qui craquent, et des choses rampantes qui s'infiltrent dans tous les endroits disponibles. Ou bien une espèce envahissante peut faire s'effondrer un écosystème si elle n'a pas de prédateurs naturels. Dans un écosystème quasi-stable, une espèce rencontre et interagit avec les **barrières** environnementales et les autres espèces, et une certaine forme de régulation mutualisée se produit, comme on peut l'observer même dans les modèles simples prédateurs-proies.

Nous avons évolué dans des environnements rares et difficiles et nos facteurs instinctifs (comme le désir/l'aversion, le statut, l'appartenance/la non-appartenance à un groupe, la réaction aux stimulus, l'habituation et les taux d'actualisation) y sont adaptés (voir **Nate Hagens** dans *Fuir le Vésuve* pour une bonne introduction). Mais il y a quelque 80 000 à 50 000 ans, nous avons développé la capacité d'utiliser un langage qui permettait des pensées abstraites, l'apprentissage et le partage, une organisation sociale sophistiquée et une adaptabilité rapide par rapport au changement génétique. Notre capacité à résoudre des problèmes de contraintes liées à l'environnement ou aux espèces a été énormément amplifiée, mais cette capacité était encore au service de nos traits instinctifs archaïques. Nous avons donc continué à sauter par-dessus les contraintes, nous avons été plus nombreux à survivre et à vivre mieux. Mais la principale contrainte limitante, l'énergie, a été surmontée lorsque nous avons appris à exploiter les combustibles fossiles. Cela a déclenché un extraordinaire cycle autocatalytique de deux cents ans de désir et d'innovation, de croissance des surplus et de stratification sociale, d'émergence de la complexité et de croissance économique, de sorte que même les avertissements de Malthus se sont glissés dans la mémoire et l'histoire des prédictions ratées.

Nous désirons, atteignons de nouveaux niveaux de confort et de sécurité, nous nous y habituons, ressentons

l'anxiété du statut ou prenons conscience d'un nouveau manque rongé avant que le cycle du désir ne revienne. Il y a quelque 2400 ans, le philosophe grec Epicure disait :

Tant que l'objet de notre désir n'est pas atteint, il semble plus précieux que toute autre chose. Une fois qu'il est à nous, nous désirons quelque chose d'autre. C'est pourquoi une soif de vie insatiable nous tient toujours en haleine.

Une telle observation est contenue dans les Quatre Nobles Vérités du Bouddhisme écrites à peu près à la même époque en Asie. Elle fait partie de notre héritage évolutif, de nos instincts aiguisés par la rareté et le risque qui existaient bien avant que l'industrie de la publicité n'apprenne à l'exploiter. Cependant, une fois que nous nous sommes habitués à quelque chose, il est très difficile de le perdre. L'accès à une douche chaude, une machine à laver, une opération chirurgicale, voire une télévision, est désormais considéré comme presque une nécessité dans les pays développés. Nous remarquons à peine ce que nous considérons comme allant de soi. Presque tous les écologistes que je connais (Mea Culpa) qui parlent de la nécessité de consommer moins vivent en fait des vies plus ou moins comparables à celles de leurs voisins non écologistes.

Il y a une perspective encore plus large. La croissance d'une organisation complexe (étoile, planète, vie, organisation sociale humaine) peut émerger spontanément là où il existe des gradients énergétiques contraints. L'existence de tels gradients d'énergie, et même la flèche du temps, dépendent des conditions thermodynamiques au début de l'univers. La croissance de la complexité est le moyen optimal pour l'univers de trouver son équilibre. De ce point de vue, l'émergence de notre civilisation mondiale complexe et son effondrement inévitable ne sont que les lois de la physique qui se manifestent à travers nous.

Le point général ici est que la croissance et l'effondrement sont un processus beaucoup plus fondamental que le capitalisme, le système monétaire basé sur la dette ou le changement technologique, comme l'histoire des civilisations effondrées et des espèces disparues peut en témoigner. C'est une partie de nous, une partie de la vie.

Les gens peuvent être mal à l'aise avec de telles explications évolutionnistes. Cependant, elles ne sont pas mécaniquement déterministes, mais statistiques, les personnes et les petits groupes surprendront toujours plus que les très grands groupes humains. Après tout, la rencontre d'un couvent de célibataires n'est pas un signe que le sexe humain est mort ! De tels arguments ne définissent pas non plus le comportement de manière rigide. Par exemple, Stephen Pinker rassemble diverses preuves (dans *The Better Angels of Our Nature*) pour montrer qu'il y a eu une baisse remarquable du risque de violence personnelle qu'il a associé à l'augmentation des richesses, à la mondialisation, aux États et aux systèmes juridiques indépendants, à l'évolution des cultures et à l'expansion de l'empathie. Bien sûr, nous restons très sensibles au risque de violence, et il n'y a aucune raison que la situation ne puisse pas s'inverser, mais il démontre que nous sommes devenus beaucoup plus gentils les uns avec les autres de toutes sortes de façons !

Mais reconnaître que notre comportement est façonné par ces processus à grande échelle, c'est accepter notre place dans la merveilleuse tapisserie de la vie, de l'univers et notre place dans son histoire. C'est ce que nous partageons avec les autres animaux et qui nous permet de nous reconnaître en eux. Cela suggère également qu'en tant qu'espèce, nous devrions être indulgents envers nous-mêmes. En tant qu'espèce, en tant que civilisation, nous ne sommes pas mauvais ou méchants.

Alexander Ač travaille actuellement comme chercheur post-doctoral au Centre de recherche sur le changement global (Académie des sciences de la République tchèque) dans le domaine de la physiologie des plantes et de la télédétection appliquée. Ses recherches portent également sur les impacts du changement climatique sur les systèmes naturels et socio-économiques, le pic pétrolier et les systèmes énergétiques en général, et l'économie de l'épuisement des ressources. L'auteur tient également un blog "Limits to Growth" et publie régulièrement dans les journaux.

Image d'une pomme en cage via un obturateur. Reproduit sur Resilience.org avec autorisation.
Cross posté à FEASTA.

COLÈRE ET COMPLICITÉ DANS UN TEMPS LIMITÉ

Publié par David Korowicz le 24 mars 2014

Alexander Ac interview avec David Korowicz, Partie II
Brno, République tchèque, 29 janvier 2014 (avec réédition ultérieure)

Partie 1 : Comment être pris au piège<en haut>



Et nous avons aussi un autre type de croissance. Quels sont, selon vous, les facteurs clés qui expliquent le nombre croissant de personnes en colère ?

DK : La colère est un élément naturel de l'être humain et peut surgir parce que les gens ont le sentiment d'avoir été maltraités, d'avoir dépassé une limite personnelle ou d'avoir été privés de quelque chose. Elle fait également partie du comportement collectif qui peut réguler ou amplifier le stress.

Nous faisons partie d'une société mondialisée intégrée qui atteint des limites financières et écologiques et cela commence à remettre en question les attentes habituelles des gens. Depuis le début de la crise financière mondiale, des tensions et de la colère ont clairement émergé dans de nombreuses régions du monde. Les effets de la crise, et les réponses qui y ont été apportées, ont mis les gens en colère contre le secteur financier, les gouvernements, le "Pour-cent", les institutions internationales ou le capitalisme lui-même. Les contraintes écologiques se reflètent dans les prix records des denrées alimentaires et du pétrole. Les prix des denrées alimentaires ont toujours été un déclencheur de troubles sociaux, en France en 1789 et l'année des révolutions en 1848. Plus récemment, Yaneer Bar-Yam et ses collègues ont montré une forte corrélation entre l'indice des prix des denrées alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les foyers de troubles sociaux. Ces derniers ont forcé les antagonismes à mijoter mais les ont contenus à la surface, comme ce fut le cas au printemps arabe.

Mais nous devons être clairs, la situation difficile à grande échelle et les tensions socio-économiques

émergentes que nous commençons à connaître ont très peu à voir avec la fraude, la corruption et l'avidité d'un tout petit nombre. Cela a beaucoup à voir avec le fait que notre civilisation humaine se heurte à des limites. À mesure que le stress socio-économique s'aggrave et que l'incertitude augmente, nous pouvons nous attendre à ce que la colère se répande en gravité et en ampleur dans les années à venir. Une rage incompréhensible tournée vers l'extérieur et vers l'intérieur, des fantasmes de catharsis par la révolution, l'extrémisme et l'autoritarisme, l'accumulation de pouvoir agressif et d'actifs productifs et la recherche de boucs émissaires ne sont que quelques-uns des comportements destructeurs que nous sommes susceptibles de voir.

Les enjeux de telles transitions font qu'il est important d'interroger notre colère, et de s'interroger sur ses fondements. C'est pourquoi je dirais que dans la partie riche du monde, il y a eu une énorme quantité de dénonciations moralisatrices qui sont non seulement délirantes mais qui pourraient bien nuire à la façon dont nous traitons les défis collectifs à venir. Rien de tout cela ne signifie, par exemple, que l'équité et l'inégalité (en particulier au sein d'un groupe) ne sont pas extrêmement (et intrinsèquement) importantes pour les gens, et que les sociétés qui ne s'y engagent pas dans les années difficiles à venir augmentent considérablement le risque de fractures sociales catastrophiques qui ne feront de bien à personne.

En tant qu'espèce, nous sommes très sensibles aux drames intrahumains et, en période de crise croissante, nous avons tendance à faire passer les récits pour ceux qui sont avec nous et ceux qui sont contre. Nous revendiquons notre propre introspection complexe, notre vertu, notre sagesse, notre statut de victime et notre compréhension, et nous supposons trop facilement que ceux avec qui nous sommes en désaccord sont plus stupides, plus vénaux et plus rancuniers à notre égard. Le stress socio-économique croissant est systémique, très complexe, et dépasse de loin la compréhension totale de quiconque. Les décisions peuvent être prises avec de bonnes intentions, mais il peut toujours y avoir des résultats et des compromis désagréables. La tentation est de simplifier et de personnifier ses effets néfastes sur les personnes ou les institutions. Si seulement "notre idée" était mise en œuvre, si le gouvernement changeait ou si la Banque centrale européenne était remplie d'altruistes écologistes, économiquement astucieux et financièrement éclairés comme nous, tout irait bien, ou du moins beaucoup mieux. Il se peut que ce soit le cas, ou que ce ne le soit pas, ou que nous soyons en train de jouer avec nos propres illusions.

Les gouvernements ne pratiquent pas l'"austérité" ou le sauvetage des banques parce qu'ils aiment causer des souffrances et sont chatouillés à l'idée des gigantesques bonus des banquiers. La politique est mise en œuvre dans l'incertitude et la complexité, dans des environnements sur lesquels le contrôle est limité et où les conséquences potentielles sont bien plus catastrophiques que ce qui s'est passé en Grèce. Les choix sont limités et comportent des risques, des incertitudes et des compromis. La plupart des décideurs politiques agissent de bonne foi. Rien de tout cela ne suggère que nous devrions être complaisants à l'égard de ce que font les gouvernements ni que nous ne devrions pas les obliger à rendre des comptes.

Mais il est bon de prendre du recul, et même d'être reconnaissant même si on peut se plaindre. Nous, Européens ordinaires, reconnaissons ce que nous n'avons pas et nous tournons vers ceux qui en ont plus, mais par rapport à pratiquement tout le monde dans l'histoire et à la plus grande partie du monde aujourd'hui, nous en avons énormément. Nous nous sommes habitués à cela, de sorte que la perte d'un peu de ce que nous considérons comme acquis peut mettre les gens en colère. D'un côté, nous avons des sentiments d'équité, en particulier au sein de nos propres groupes sociaux. Nous sommes en colère contre le 1% (71 millions de personnes) mais nous, parmi les 15% (1,14 milliard de personnes), nous sommes moins préoccupés par le fait que 85% de la population se trouve en dessous de nous et que la moitié d'entre eux n'a pas accès à des installations sanitaires de base. Rappelez-vous qu'en termes de revenus, vous rejoignez le 1% mondial lorsque vous gagnez environ 40 000 euros - combien d'activistes radicaux globe-trottant gagnent moins que cela ? Et si vous touchez des allocations de chômage en Irlande, vous rejoignez les 15 % globaux, avec les avantages supplémentaires que représentent les soins de santé avancés et les niveaux élevés de sécurité et de liberté (en termes relatifs historiques et modernes).

Alors que les sociétés sont confrontées à des défis croissants dans les années à venir, et que les gouvernements

et les institutions internationales ne parviennent pas à maintenir la cohésion de notre tissu d'attentes, nous pouvons nous attendre à beaucoup plus de colère et à ce que davantage de personnes la nourrissent. Une forme de contraction économique désordonnée est presque certaine et rien ne changera cela. Comme l'a fait remarquer l'économiste Colm McCarthy, la colère n'est pas une politique. En fait, nous savons très peu de choses sur la manière dont une société pourrait, de manière pratique et dynamique, fournir à des populations nombreuses et désorientées les éléments de base de l'alimentation, des soins de santé, des services essentiels, de la sécurité et de la gouvernance dans le contexte d'une société complexe qui s'effondre.

La colère peut être une force positive de changement, une motivation et un levier pour valoriser des intérêts particuliers ouverts et assurer un niveau d'équité au sein d'une société. Mais elle peut aussi être une forme de lien social narcissique et addictif qui se nourrit d'elle-même ; elle réduit le champ de l'empathie, raccourcit l'éventail des options, encourage des simplicités désastreuses, transforme les personnes et les groupes en chiffres, tout en offrant le confort facile de la certitude et de la droiture. Au pire, surtout en période de dislocation, elle peut se transformer en quelque chose de violent, tout en invitant et même en trouvant un sens à la réponse violente ; en aspirant l'oxygène du milieu, en sapant la confiance de la société, en absorbant des ressources rares et en semant les graines d'antagonismes prolongés et de fractures psychosociales.

Habituellement, nous pouvons remarquer ces traits chez les autres, et même prendre une juste fierté à le souligner ; le défi moral est de les affronter en nous-mêmes. Et l'histoire de l'Europe nous met suffisamment en garde contre le fait que c'est une bête que nous nourrissons à nos risques et périls.

Nous sommes donc les mêmes que ces quinze personnes, parce que nous nous plaignons d'elles tout en ignorant celles qui sont en dessous de nous.

DK : Permettez-moi de le dire d'une manière blagueuse et anachronique. Nous sommes la haute-bourgeoisie mondiale qui s'insurge contre l'aristocratie mondiale tout en revendiquant le manteau du prolétariat mondial. Cela nous permet de nous sentir justes tout en contournant les questions qui nous rendent complices.

Nous n'avons donc aucun droit moral d'être en colère ?

DK : Nous serons en colère ou non, selon le cas - quel que soit le vernis intellectuel ou moral que nous lui donnerons.

Quoi qu'il en soit, contre qui sommes-nous en colère, le "pour cent" ou une fraction de celui-ci ? La majeure partie de leur richesse financière repose sur des promesses d'avenir abstraites qui ne peuvent être transformées en biens et services qu'à la marge. Une grande partie de cette richesse est financière, où la richesse financière mondiale totale observable a une valeur d'environ 350% du produit mondial brut - si les riches essayaient de convertir leur part de cette richesse en argent, la valeur se vaporiserait (qui achèterait les actifs ?). Et qu'en est-il du manoir Belgravia, d'une valeur de 50 millions de livres sterling, et de la collection des anciens maîtres ? On les appelle parfois les biens Velben, ce sont des biens qui sont désirables parce que leur prix est élevé, et ils sont généralement relativement uniques et fabriqués à partir de ressources produites il y a longtemps. Là encore, si les riches essayaient de vendre à n'importe quelle échelle, le prix s'effondrerait. Mais imaginons que les super-riches, par désir ou parce qu'ils y sont contraints, puissent vendre leurs richesses en obtenant, par exemple, un PRP de trois fois supérieur à celui des autres pays pour aider le monde plus pauvre, ils ne pourraient toujours pas augmenter le flux de biens et de services produits dans le monde, sauf de façon marginale (en supposant que l'inflation qui en résulterait ne transforme pas l'économie en une spirale infernale) - pour ce faire, il faut l'énergie, les ressources et la coordination d'un système socio-économique complexe qui est déjà tendu à ces limites.

De plus, si toutes les ressources personnelles et la consommation d'énergie des super riches étaient partagées par habitant dans le monde entier, elles seraient à peine comptabilisées ; elles sont trop peu nombreuses et de toute façon, après le méga-yacht et quelques collectes de voitures et la gestion de quelques maisons, il faut tellement, eh bien, travailler pour consommer plus d'énergie et de ressources ! Par exemple, il y a 60 000 navires de plus

de 10 000 tonnes dans le monde, un peu de temps sur Google devrait vous convaincre qu'il n'y a qu'un nombre infime de super-yachts personnels de cette taille - ce n'est qu'une simple indication statistique sur le nombre total. La plupart des richesses des super-yachts ne nécessitent pratiquement aucune ressource au niveau mondial, ce ne sont que des marqueurs abstraits de statut.

C'est pourquoi, lorsque Oxfam affirme que les 100 personnes les plus riches ont suffisamment de richesse pour mettre fin à la pauvreté dans le monde à quatre reprises, il s'agit d'une profonde tromperie. Ils confondent la richesse réelle avec les prétentions virtuelles sur la richesse. Pour mettre fin à la pauvreté, il faudrait investir massivement dans des infrastructures gourmandes en ressources (énergie, eau, déchets, routes, télécommunications) ; dans l'alimentation (davantage de pesticides à base de combustibles fossiles, d'engrais, de drainage, d'irrigation, de stockage, de logistique) ; dans le logement ; dans les soins de santé (hôpitaux, cliniques, médicaments, équipements, formation) et dans l'éducation. Cela ajouterait un énorme besoin en énergie et en ressources à ce que nous utilisons déjà, qui est à la limite.

La seule chose que nous pouvons faire au niveau mondial pour fournir de l'énergie et des ressources aux pauvres est de les prendre au monde riche de l'utilisation réelle des ressources, et non aux piles de promesses sur papier et par voie électronique. Et ces ressources sont utilisées dans notre alimentation, nos vêtements, nos soins de santé, nos installations sanitaires, nos voitures et nos vacances, nos appareils électroniques, nos livres, notre éclairage et notre chauffage. Derrière ces biens et services personnels se cachent des infrastructures complexes, des usines sur des usines, des navires et des aéroports, des écoles et des administrations civiles, etc. Pour réduire de manière significative la pauvreté réelle du tiers inférieur de la population mondiale, il faudrait qu'au moins les 25 % de la population mondiale subissent une baisse massive de leur consommation, ce qui affecterait même les personnes bénéficiant de la protection sociale en Europe et, dans un monde interdépendant, provoquerait des perturbations dans le monde entier, même pour les pauvres. Toutefois, j'ai mentionné que notre système socio-économique complexe est adaptable à la croissance et à l'échelle. Cela signifie qu'un retrait de la consommation d'une telle ampleur entraînerait très probablement un effondrement largement incontrôlable et systémique de l'économie mondialisée. L'utilisation de l'énergie et des ressources s'effondrerait (80, 90 % ??), tout comme l'intégration du système dans l'économie mondialisée, mais c'est ce qu'il faudrait pour fabriquer et déployer des mesures de lutte contre la pauvreté pour les pauvres du monde entier, qui incluraient désormais tout le monde !

Bien sûr, le statut est important, il donne un pouvoir, par exemple, tout comme l'équité. Et l'inégalité a de nombreux corrélats négatifs. Mais je soupçonne que les attentes des super riches sont beaucoup plus vulnérables qu'ils ne le pensent ou que la plupart des gens ne le pensent - il y aura très peu de chances que les latifundia (domaines fonciers), qui protégeaient les élites romaines lorsque leur empire s'est effondré, soient exclus.

Les compagnies énergétiques ? Eh bien, si nous ne voulons pas des entreprises (ou des multinationales en général) et des déchets produits par l'énergie, les ressources et la fabrication associées aux systèmes d'énergies renouvelables et fossiles, alors tout ce que nous devons faire, c'est arrêter de consommer. Et en tant que consommateurs de classe A, nous avons beaucoup de marge de manœuvre (ce que l'Irlande dépense en alcool équivaut au PIB du Kirghizstan, qui a une population similaire ; ce que les femmes britanniques dépensent en cosmétiques équivaut au PIB de la République centrafricaine). En effet, si le groupe relativement restreint d'écologistes du monde développé, d'anti-fraudeurs, de partisans de l'Occupy Wall Street et de révolutionnaires vertueux de Facebook réduisaient leur propre consommation, cessaient d'avoir des enfants et détruisaient leurs revenus épargnés, il y a de fortes chances qu'ils fassent basculer une économie mondiale déjà vulnérable dans une dépression en spirale qui ferait s'effondrer la consommation d'énergie, les entreprises énergétiques, les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation des ressources, la destruction des habitats, et tout cela entraînerait des souffrances catastrophiques. Un argument similaire a été avancé par David Holmgren récemment dans son document "Crash On Demand".

Qu'en est-il de tous ceux qui entravent les efforts de lutte contre le changement climatique ? Tout d'abord, si l'on veut réduire les émissions, arrêter de consommer, il n'est pas nécessaire de convaincre les gouvernements ou les entreprises - seulement certains de vos concitoyens. Si vous vous inquiétez des négationnistes du changement

climatique, arrêtez de les nourrir avec l'attention dont ils bénéficient, et de toute façon, depuis quand les gouvernements ont-ils besoin d'un consensus complet pour faire quoi que ce soit ? Il existe un assez large consensus, tant au niveau politique que dans le monde des entreprises, sur le fait que le changement climatique est un risque réel. Le problème est le coût, et les entreprises et les gouvernements ne paieront pas les coûts de la réduction des émissions si celle-ci leur fait perdre leur compétitivité ou si elle compromet la croissance économique. Quelle entreprise se mettra au chômage et mettra ses employés au chômage ? Cette question est particulièrement critique lorsque les gouvernements tentent de faire augmenter le PIB pour éviter une pression sociale croissante et empêcher le système financier de tomber sur la tête de tout le monde.

Selon certaines estimations, le coût de la réduction des émissions à 550 ppm de CO₂eq serait d'environ 2 % du PIB par an (Stern, estimation révisée). D'autres ont déclaré que cela ne coûterait presque rien. Un problème essentiel est que les économistes ne savent pas comment modéliser l'énergie ni ne comprennent la dynamique des systèmes complexes. (Une exception notable de la première est le groupe de Michael Kumhof au FMI qui a développé un modèle énergie-économie plus réaliste pour examiner le pic pétrolier, mais comme ils l'acceptent, il ne peut pas décrire les effets à grande échelle). Si vous souhaitez réduire les émissions mondiales de 3 % par an, par exemple, et faire en sorte que les pauvres du monde puissent se payer un peu d'énergie (en supposant que vous puissiez obtenir un accord à cet effet), vous pourriez utiliser un système tel que le système Cap & Share mis au point par la Feasta. Cependant, je pense que cela ne fonctionnerait jamais. Forcer une telle quantité de carbone à ce rythme hors de l'économie mondialisée équivaldrait à imposer un pic et une baisse de l'énergie à l'économie et à augmenter les prix alimentaires mondiaux. Cela entraînerait une contraction de l'économie. Encore une fois, une telle contraction est instable, elle ferait probablement s'effondrer l'économie mondialisée en quelques années et, ce faisant, détruirait tout le système de plafonds et de permis. Quelles sont les chances qu'un État démocratique accepte d'être à l'origine d'une telle calamité ? La plupart de ce dont nous parlons lorsque nous discutons de la politique en matière de changement climatique est en marge des véritables problèmes, ce qui convient à presque tout le monde ; les militants, les négationnistes, le public, les gouvernements, la CCNUCC, etc. Comme je l'ai mentionné dans la première partie de l'interview, les émissions vont probablement diminuer de manière très significative de toute façon en raison des effets de la déflation de la dette, des chocs financiers/monétaires et du pic pétrolier.

Dans le même ordre d'idées, l'un des nombreux privilèges dont nous, Européens, jouissons est de ne pas avoir à subir les conséquences massives des déchets nécessaires (en raison des lois de la thermodynamique), des dangers et de la destruction environnementale qui découlent de notre consommation de catégorie A. Ces déchets sont principalement tombés aux pieds de personnes beaucoup plus pauvres que nous et qui ont beaucoup moins de liberté pour s'adapter. Ainsi, par exemple, si nous protestons contre les éoliennes ou la fissuration (dernier épisode de l'ère des combustibles fossiles, avec peu de temps pour tourner), mais que nous ne réduisons pas notre propre consommation ou ne reconnaissons pas notre complicité, nous ne protégeons pas "l'environnement", mais "notre" morceau d'environnement, les privilèges habituels de notre premier groupe mondial. Il n'y a pas grand-chose de plus saint que toi.

Les politiciens ? Ils sont humains, imparfaits et parfois délirants, élus par les mêmes personnes. Qu'attendons-nous d'eux ? On peut commander le haut du pavé moral en disant que nous voulons la durabilité, que nous voulons notre niveau de vie européen de base et que nous voulons l'équité mondiale, mais non seulement c'est impossible du point de vue de l'économie biophysique et douteux quant au comportement réel des gens, mais c'est la culture active de l'évitement et de l'illusion. Si l'on exige de la politique le maintien de nos attentes habituelles, le contrôle de l'incertitude et la main toujours sauveuse, alors toute politique vous fera défaut.

Tout cela ressemble à de l'hypocrisie, mais nous devons être doux avec nous-mêmes. Comme l'ont exploré des psychologues évolutionnistes tels que Robert Trivers et Robert Kurzban, les interactions sociales sont des exercices de gestion des impressions. Dans de telles situations, être considéré comme altruiste et attentionné envers les autres est un trait précieux ; nous sommes considérés comme faisant partie d'un groupe, comme quelqu'un qui vaut la peine d'être présent en cas de besoin, et nous pouvons partager les bénéfices de la coopération. Mais nous ne sommes jamais parfaitement altruistes. Un comportement qui encouragerait une

personne à traiter son propre bien-être et celui de ses enfants ou de sa communauté comme l'équivalent d'un étranger sans lien de parenté ailleurs serait anéanti par la sélection naturelle. Au contraire, dans les situations sociales, nous pratiquons l'hypocrisie, qui est la solution du resquilleur pour paraître altruiste tout en se comportant de manière égoïste. La meilleure façon de convaincre les autres de notre vertu sincère est d'y croire nous-mêmes. La dissonance cognitive est le coût occasionnel de cette séparation mentale des croyances et des actions. Cependant, dans notre propre intérêt/en groupe, vous constaterez généralement que les membres ne font pas allusion à de telles complicités, ce qui est l'un de leurs avantages.

Il sera profondément important de reconnaître ces vérités quelque peu gênantes. Face aux défis qui nous attendent, l'acceptation de notre complicité et d'un certain degré d'humilité servira à adoucir la conversation sociétale plus large dont nous avons désespérément besoin. Le fait de concentrer à juste titre toute condamnation sur de petits groupes, bien qu'influents, signale au grand public que notre situation difficile pourrait être résolue si seulement les cibles étaient aussi vertueuses et sages que leurs détracteurs. Ce sont des balivernes ! Quels que soient les arguments avancés par les banquiers, les entreprises énergétiques et les négationnistes du changement climatique, ils sont marginaux et ne constituent qu'une simple écume par rapport à nos responsabilités collectives et aux défis auxquels nous sommes confrontés. Nous sommes une civilisation complexe en surchauffe et nous devrions être reconnaissants d'avoir eu à peu près le meilleur de la situation.

Les limites de la croissance s'exprimeront probablement par des tensions financières et économiques, puis par la désintégration, ce qui signifie que les contraintes écologiques qui sont au cœur de ces limites seront obscurcies pour la plupart. Si tout ce qui se passe, c'est que les gens finissent par blâmer les banquiers et les politiciens, nous aurons perdu les connaissances les plus cruciales dont nous avons besoin pour continuer, la signification de la dépendance et de l'interdépendance et le fait que nous devons prendre soin de l'environnement qui nous fait vivre. Il se peut aussi que dans notre rage et notre droiture, nous finissions par remplacer nos institutions politiques imparfaites par des institutions pourries - l'excellente série récente de John Michael Greer sur le fascisme (qui ne ressemble pas à ce que la plupart des gens pensent) donne un aperçu narratif de ces processus.

Notre meilleur espoir d'aller de l'avant est d'apprendre à lâcher prise, et une partie de cela consiste à lâcher prise de la colère et de l'illusion. La plupart des accusations actuelles sont fondamentalement conservatrices, car elles visent à maintenir un statu quo impossible, même si elles brandissent une bannière radicale. Mais les grandes conversations que nous devons avoir sont entre nous. Et pour cela, nous avons plus besoin de guérisseurs blessés (reconnaissants, incertains, compatissants, complices) que de prophètes enragés.

Mais si vous perdez un emploi, si vous perdez vos revenus...

DK : Au sens large, c'est la vie ! Nous sommes une espèce en dépassement. Nous avons eu la meilleure part du gâteau mondial, à 10 %. C'est seulement injuste si vous pensez que vos attentes sont un droit ou qu'elles vous sont dues. Mais par qui ? Tout dépend de la viabilité auto-organisée, historiquement conditionnelle, de l'économie mondialisée et des flux de ressources qu'elle nécessite. Ces conditions touchent à leur fin et aucun groupe de riches, aucune entreprise, aucune banque centrale, aucun homme politique, aucun effort communautaire ne peut y changer quoi que ce soit.

Alors oui, les emplois, les revenus et les visions du monde seront brisés. Bien sûr, c'est triste, mais nous devons juste apprendre à l'accepter, à lâcher prise. La partie la plus passionnante et la plus nécessaire du débat est de savoir comment nous allons réagir à ces conditions changeantes. Pouvons-nous apprendre à vivre avec l'incertitude et la perte ? Pouvons-nous nous adapter de manière créative et créer de nouvelles attentes qui honorent les meilleures aspirations humaines ? Pouvons-nous nous soutenir mutuellement pour le bien commun ? On peut donc se demander si les nouveaux chômeurs sont de simples victimes ou s'ils ont eu la possibilité d'être des éclaireurs et des guides pour ceux qui les suivront. Comment peut-on alors les soutenir dans cette démarche ?

Quelles sont, selon vous, les principales conditions nécessaires à un avenir durable ?

DK : Nous avons besoin de nourriture de base, d'eau, d'abris, de sécurité et de communautés où nos voix sont entendues et respectées. Si cela peut être fait sans compromettre le bien-être futur, alors nous sommes en route. Une fois les besoins de base satisfaits, et si nous sommes aussi sages et brillants que nous le pensons, alors nous ne devrions pas avoir besoin de plus de choses pour nous rendre heureux et nous divertir. Notre besoin de statut, par exemple, peut se retrouver dans des activités beaucoup plus écologiques et sociales.

Si vous avez une estimation, quand prévoyez-vous un pic de population au niveau mondial ?

DK : Je m'attends à un pic de population, mais pas comme les scénarios des Nations Unies. Notre économie mondialisée complexe a massivement augmenté la capacité de charge humaine de la planète, tout en sapant la capacité de la planète à nous soutenir sans l'économie mondialisée. Si cette économie mondialisée subit un échec majeur - et je pense que c'est probable dans les prochaines décennies - un gouffre se creusera entre nos besoins réels et ce qui est productible, accessible et abordable. Les défis récurrents de l'histoire humaine en matière de mortalité : la famine, la maladie et les conflits sont des risques très réels. Je pense que dans les sociétés complexes, les risques de famine et de maladie sont largement sous-estimés et les risques de violence probablement surestimés par les commentateurs.

Mais cela fait partie de notre défi ; comment nous établissons les conditions pour de meilleurs résultats. En fin de compte, nos dépendances seront largement localisées et cela façonnera un large éventail de conditions écologiques et environnementales différentes avec lesquelles les différentes communautés et régions devront interagir. Après cela, il faut choisir qui nous sommes, comment nous nous préparons et si nous allons de l'avant de manière judicieuse.

Pensez-vous que nous pouvons réduire la consommation de combustibles fossiles, disons de 80 à 90 % d'ici le milieu de ce siècle ?

DK : Eh bien, je peux voir comment cela va se passer (une baisse de 80 % nous amène à un niveau de consommation énergétique mondiale au milieu du XXe siècle). Mais ce n'est pas parce que nous l'avons décidé collectivement, mais plutôt parce que les circonstances nous y ont amenés. Et c'est un scénario mondial possible que nous n'aurons peut-être pas à attendre le milieu du siècle pour le découvrir.

Pensez-vous que le changement de comportement à grande échelle vers la durabilité soit possible ?

DK : Les circonstances mèneront le comportement. Et la manière dont notre comportement s'adaptera aux circonstances variera. C'est là qu'il y a des champs de possibilités différentes.

Quelle est votre empreinte carbone ?

Je dirais qu'elle est un peu inférieure à la moyenne de l'Irlande, mais bien supérieure à la moyenne mondiale.

Quelle a été votre plus grande erreur professionnelle ?

DK : Au début de ce type de travail, j'ai ressenti le besoin d'avertir le public, les politiciens et les décideurs politiques ; je l'ai donc fait - en Irlande et ailleurs - mais cela pourrait être très dommageable pour l'âme. Je pense vraiment que je n'aurais pas dû m'en préoccuper, pour diverses raisons - bien que ce ne soit pas une critique des gens. Maintenant, je préfère travailler avec ceux qui ont déjà fait la partie du voyage, qui sont déjà

intéressés et concernés.

La plupart des grimaces sont dues à mon incapacité à éditer mon propre travail. Trop souvent, j'ai envoyé des publications pour recevoir une boîte de réception pleine de fureur à propos de mon orthographe, des mots manquants, des mots inversés, des calamités grammaticales, du mélange de la gauche et de la droite, du positif et du négatif. Bien sûr, cela n'aide pas ma crédibilité ! J'ai eu la dyslexie et elle persiste encore un peu. Je me comporte mieux maintenant et je me fais éditer par quelqu'un d'autre....mais il y a toujours quelque chose qui m'échappe !

Dans quel genre de monde vivons-nous ?

DK : Toujours immanent, se révélant. En fin de compte, ni bon ni mauvais. Mais je le trouve beau, profond, improbable.... on ne peut pas être pessimiste sur l'univers et notre place en son sein. Je vais maintenant me promener dans la ville, le long du canal sous les arbres tombants où les familles nourrissent les cygnes - se vautrant dans l'habituel et le banal - comme l'a écrit le poète Patrick Kavanagh à propos de cette même promenade. Nous vivons dans le jour, dans chaque pas, dans la brise sur notre peau et les gens que nous rencontrons. Il n'est pas nécessaire de s'inquiéter de l'avenir, le monde dans lequel nous vivons est plus que suffisant.

Note : La Feasta est un forum d'échange d'idées. En publiant sur son site, Feasta reconnaît que les idées exprimées par les auteurs méritent d'être prises en considération. Cependant, il n'y a pas de "ligne Feasta" unique. Les points de vue exprimés dans l'article ne représentent pas nécessairement ceux de tous les membres de la Feasta.

3 Réponses à "Comment être pris au piège"

Caroline Whyte

18 mars 2014 à 7h15

Merci pour cet article qui donne à réfléchir. Je partage certainement votre inquiétude concernant les pénuries d'énergie et la relation entre la complexité de l'économie et sa fragilité. Il existe également toutes sortes de risques inconnus inhérents à tout type de changement structurel, ce qui peut rendre l'idée d'essayer de changer les choses à ce niveau extrêmement décourageante.

Il est difficile pour moi de ne pas voir la vision que l'article présente comme déterministe, malgré votre mise en garde concernant les statistiques. C'est une chose de dire que le système nous pousse à nous comporter de certaines manières, ce qui est vrai, je pense. Mais c'en est une autre de dire que "l'émergence de notre civilisation mondiale complexe et son effondrement inévitable ne sont que les lois de la physique qui se manifestent à travers nous".

Nous pouvons être piégés par une pensée délirante sur l'économie (par exemple, qu'elle peut s'étendre à l'infini) mais nous pouvons aussi être piégés par une mentalité trop déterministe qui nous empêche de penser en dehors des sentiers battus.

Si l'on laisse de côté la question du libre arbitre, de nombreuses idées reçues sur la nature de la vie et de l'évolution ont été remises en question par des scientifiques tels qu'Andreas Weber et Mae-Wan Ho (qui, comme vous vous en souvenez peut-être, a donné une conférence lors de la conférence sur l'alimentation organisée par Feasta en 2005). Weber soutient que la rareté joue un rôle bien plus complexe qu'on ne le croit, que la biosphère n'est pas systématiquement expansionniste et que la nature est intrinsèquement plutôt gaspilleuse - la photosynthèse, par exemple, est efficace à 7 %

(<http://wealthofthecommons.org/essay/economy-wastefulness-biology-commons>). La théorie de Nate Hagens sur les pulsions humaines universelles, résultant de l'évolution, qui nous obligent à nous comporter de manière addictive ou autrement destructrice est également remise en question par l'énorme corpus de recherche sur la dépendance qui suggère que les contextes et les histoires individuelles jouent un rôle vital (<https://www.feasta.org/2011/07/16/is-over-consumption-hard-wired-into-our-genes/>).

J'ai lu environ les deux tiers du livre de Steven Pinker l'année dernière, mais je n'ai pas pu aller jusqu'au bout car j'ai eu de gros problèmes avec ce livre. Il a été critiqué ailleurs et je n'entrerai pas dans les détails, mais voici un compte rendu du président de Survival International qui résume certaines des failles de l'argumentation de Pinker : <http://truth-out.org/opinion/item/16880-the-case-of-the-brutal-savage-poirot-or-clouseau-or-why-steven-pinker-like-jared-diamond-is-wrong> . Mais en tout cas, c'est une question secondaire, car nous savons que, d'une manière ou d'une autre, la question de savoir si l'imposition de la mondialisation et le monopole des États sur la violence peuvent réellement réduire la violence globale risque de devenir bientôt discutable.

davidkorowicz

18 mars 2014 à 11h49

Salut Caroline,

Merci pour vos commentaires intéressants.

Vous avez soulevé plusieurs questions, mais j'aimerais faire une remarque générale qui était dans mon esprit lorsque j'ai rassemblé tout cela. L'un des thèmes de cette partie et de la suivante est une tentative générale de replacer notre histoire humaine dans son contexte biophysique : à un niveau général, nous ne sommes ni bons ni mauvais, nous faisons partie d'un processus écologique universel continu qui a une structure inhérente (d'où notre capacité à donner un sens au monde), même si dans cette structure il y a de l'émergence, de la diversité et de l'imprévisibilité. Lorsque j'ai écrit "l'émergence de notre civilisation mondiale complexe et son effondrement inévitable ne sont que les lois de la physique qui se manifestent à travers nous", on pourrait effectivement, mais seulement dans les termes les plus larges, la qualifier de déterministe. D'après tout ce que nous savons des lois de la thermodynamique, il n'y aurait pas de biosphère s'il n'y avait pas de gradients énergétiques pour s'en nourrir. Il semble également y avoir un argument très fort pour dire que la croissance/maintenance de la complexité s'organise pour augmenter la production d'entropie dans les systèmes ouverts et ainsi réduire les gradients amenant le système vers l'équilibre. Dans ce sens, il y a donc effectivement un certain déterminisme. Nous sommes également déterminés écologiquement (les matériaux qui nous constituent - dont certains proviennent de supernovae il y a des lustres), biologiquement (yeux, jambes), et comportementalement (sexe, statut, in/out group). Mais cela ne peut pas être tout - il y a le hasard et une émergence complexe qui permet une grande diversité et une grande imprévisibilité. Mais, il me semble que l'existence indéterminée est profondément anti-écologique.

Il y a un point idéologique ici - il semble qu'il y ait un courant dans la pensée écologique qui, tout en affirmant l'importance de l'écologie, s'efforce également de transcender le comportement humain et la civilisation "de base". De telles idées ont de très longues résonances historiques, mais à l'ère moderne (post-éclaircissement), elles semblent être l'ombre du récit du progrès (les humains et la civilisation sont étonnants !) qui vise également la transcendance. Un récit s'efforce de transcender le comportement humain (nous allons donc tous coopérer, partager, ne faire qu'un avec les autres et la nature) et les autres contraintes physiques (l'ingéniosité humaine va inventer notre chemin au-delà des contraintes environnementales). Chaque récit lutte contre une forme particulière de dépendance ainsi qu'avec les autres. Ensemble, ils luttent contre différentes formes de dépendance écologique.

Cela me permet de comprendre pourquoi les (je simplifie clairement ici) progressistes réagissent de manière si viscérale aux alertes sur le changement climatique. Mais cela permet également de

comprendre pourquoi les "basistes" peuvent être tout aussi viscéraux dans leur rejet de ce qui pourrait être considéré comme un changement positif de comportement dans les sociétés humaines complexes. C'est là que l'accueil réservé aux travaux de Pinker est intéressant. Le débat se poursuit sur les sociétés tribales et la violence, sur la guerre à grande échelle, mais Pinker (et d'autres comme Micheal Eisner de Cambridge) montre que la violence interpersonnelle associée aux sociétés complexes a considérablement diminué (c'est pourquoi j'ai explicitement parlé de "violence personnelle" dans l'interview). C'est certainement quelque chose qu'il vaut la peine d'essayer de comprendre. Cependant, je me suis demandé pourquoi certaines personnes qui se considèrent comme des écologistes/ progressistes sociaux sont si perturbées et en colère à l'idée (je ne dis pas que c'est le cas !) - il semble y avoir un fil conducteur qui dit "cela ne peut pas être ! la civilisation/le capitalisme/la mondialisation doit être terrible, destructrice d'âme, anti-humaine".

J'ai lu l'article de Weber - j'en approuve certains (bien qu'il ait mis en place quelques hommes de paille) - d'autres me semblent trop anthropocentriques à mon goût. Quant à l'article de Nate Hagan, je pense que personne ne conteste le fait que les "histoires et contextes individuels" jouent un rôle. Un comportement particulier n'est pas "câblé".

Je me documenterai sur le Mae Wan Ho quand j'en aurai l'occasion ! Merci pour votre réponse ! David

Caroline Whyte

24 mars 2014 à 16h57

Merci pour votre réponse détaillée, David.

Je ne suis pas sûr d'avoir compris votre phrase selon laquelle l'existence indéterminée est anti-écologique. Il est certain que si nous n'avons aucun contrôle sur nos actions - si le libre arbitre est illusoire - alors il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Je ne veux pas être facétieux, ni écarter la méthode scientifique, mais je ne pense pas suivre correctement votre raisonnement.

Oui, il est vrai que Nate Hagens dit que certaines personnes ont plus de facilité à éviter la surconsommation que d'autres, mais il ne mentionne ce fait important que très brièvement, vers la fin. L'hypothèse avancée dans une grande partie de son article semble être que la surconsommation est, en fait, un trait humain quasi universel ("Nous ne pouvons pas facilement changer notre penchant pour en vouloir plus", "avoir un câblage neural qui [...] se concentre de plus en plus sur le présent [...] est un gros problème").

Le point plus détaillé que j'essayais de faire valoir au sujet du déterminisme et de la dépendance à la surconsommation est que les différences individuelles dans notre propension à la surconsommation ne sont pas seulement le produit de mutations génétiques aléatoires ou des types de "stimuli culturels" auxquels nous sommes exposés un jour donné, mais sont plutôt liées au contexte environnemental plus large dans lequel nous nous trouvons. En d'autres termes, pour ceux qui sont particulièrement enclins à devenir dépendants, il est plus constructif d'examiner leur situation personnelle et leur histoire afin de comprendre ce qui leur arrive plutôt que de simplement compter sur une "planification et une discipline préalables" pour les aider à surmonter leur dépendance.

Je ne pense pas que tout ce qui concerne les sociétés complexes soit terrible, mais, d'un autre côté, je pense que certaines choses les concernant sont très surestimées. S'il est vrai que la violence interpersonnelle a diminué dans les sociétés complexes, alors bien sûr je suis d'accord pour dire que c'est une bonne chose (et je dois admettre que je suis assez confus sur les détails de l'argumentation de Pinker puisque cela fait plus d'un an que j'ai essayé de lire le livre !)

Les leçons de 2020

Publié par Mike Sandler le 22 octobre 2020 Feasta.org/



La pandémie COVID-19 est un test. Apprenons-nous quelque chose ? Pour certains (et je suis désolé de dire qu'il est particulièrement visible aux États-Unis), le déni n'est pas seulement un fleuve en Égypte. Pour les négationnistes, en prétendant que cela n'arrive pas et que ce n'est pas mortel, ils peuvent poursuivre leur programme anti-science et ne pas être troublés par la nécessité de réfléchir profondément à leurs choix, à leurs modes de vie et à l'état de la planète. Leur priorité absolue est d'éviter la dissonance cognitive, et toutes les vies perdues, ou les espèces, ou les écosystèmes, ne sont que des signaux pour creuser un trou plus profond dans le sable afin de cacher leur tête.

Pour le reste d'entre nous, la pandémie est un appel à la réflexion, et les ordres de rester à la maison sont la sanction officielle pour faire une pause dans notre routine habituelle, et s'arrêter un moment pour réfléchir à ce que tout cela signifie.

Beaucoup de ces problèmes ne se soucient pas de qui vous êtes.

Le virus ne vérifie pas l'inscription des électeurs. Mais les gens peuvent s'exposer à un risque plus important s'ils obtiennent leurs informations de sources non scientifiques.

Les incendies de forêt en Californie et ailleurs ne vérifient pas les inscriptions sur les listes électorales avant de dévorer la maison ou le quartier d'une famille. Mais vous pouvez courir un plus grand risque si vous vivez dans l'interface entre la ville et la nature et que vous ne vous préparez pas. Les scientifiques disent que l'Ouest des États-Unis va se tarir en raison du changement climatique, et c'est ce qu'il semble.

Les ouragans et les phénomènes météorologiques extrêmes ne permettent pas de vérifier les inscriptions sur les listes électorales. Là encore, si vous vous trouvez dans une zone inondée, il est temps d'envisager l'adaptation au climat, ce qui implique parfois un retrait (déplacement vers l'intérieur des terres).

La police vérifie parfois la couleur de la peau et agit différemment en fonction de ce qu'elle voit. Les communautés touchées le savent depuis longtemps, mais les gens des autres quartiers finissent par s'en rendre

compte, et les marches et les rassemblements (remarquez que je n'ai pas dit "pillages et émeutes") ont besoin du soutien de personnes autres que celles qui sont dans la ligne de mire.

L'impact du virus varie d'une communauté à l'autre en raison de facteurs tels que les disparités dans l'accès aux soins de santé et la capacité à travailler à domicile et la distance sociale, qui peuvent être corrélés avec la richesse et le revenu des familles.

Cela nous conduit à des solutions, sur lesquelles la pandémie fournit également des informations révélatrices.

L'assurance maladie pour tous (soins de santé universels) ne se soucie pas de savoir qui est votre employeur, ni où vous travaillez. Il repose sur le simple principe que les soins de santé sont un droit humain et qu'ils précèdent l'emploi ou la richesse.

Le revenu de base universel ne se soucie pas de l'argent que vous gagnez. Vous l'obtenez que vous soyez riche ou pauvre, blanc ou noir. Mais c'est lui qui aidera le plus les personnes les plus pauvres et les plus touchées. Et, contrairement aux solutions technocratiques excessivement proscrites, le revenu de base permet aux gens de diriger ces fonds là où ils ont le plus besoin d'aide, d'une manière que les bureaucraties descendantes ne peuvent pas évaluer.

"Nous ne pouvons pas nous le permettre" est une notion dépassée à une époque de pandémies et de crises. De nombreux politiciens pensent (ou disent) que nous ne pouvons pas nous permettre les deux solutions précédentes, en se basant sur la métaphore erronée selon laquelle "le budget des ménages est le même que le budget fédéral". Il faut également noter que ces mêmes modérés "fiscalement conservateurs" qui s'opposent aux deux solutions ci-dessus ne soulèvent pas de telles inquiétudes puisqu'ils votent pour l'augmentation des budgets militaires. Les réformes monétaires telles que celles proposées par des groupes comme Positive Money et d'autres peuvent faire sortir de cette prison (mentale) des débiteurs les politiciens peu enclins à s'endetter.

Un programme de "dividendes climatiques pour tous" ne se souciera pas de votre empreinte carbone, ni de savoir si vous êtes le PDG de Chevron ou un travailleur au salaire minimum qui prend le transport en commun tous les jours. Peut-être le PDG de Chevron (et ses pairs de l'industrie de la désinformation sur les combustibles fossiles) devraient-ils être poursuivis pour avoir provoqué une catastrophe mondiale au ralenti au nom de la cupidité. Mais tant qu'il n'est pas condamné, il peut encore recevoir des dividendes climatiques dans le cadre d'une politique de plafonnement des émissions de carbone et de dividendes pour tous. Et qui sait, peut-être que dans quelques années, le lobby des combustibles fossiles demandera au Congrès de permettre aux criminels de recevoir eux aussi des dividendes climatiques.

La pandémie a également remis en question certaines hypothèses encore plus fondamentales :

À quoi sert l'économie ?

À quoi sert la vie ? Prendre soin les uns des autres ? Ou simplement faire de l'argent ? Ou à "gagner" (c'est-à-dire à tweeter des insultes aux personnes qui n'ont pas hérité de millions de dollars de leur père ou qui ne trichent pas sur leurs impôts) ?

Allons de l'avant et répondons à cette dernière question. Elle n'est peut-être pas aussi rhétorique que nous le pensions. Nous devons expliquer nos valeurs ; elles ne peuvent pas être considérées comme acquises.

La vie consiste à établir des liens significatifs entre nous, à prendre soin les uns des autres et de la planète, et à laisser aux générations futures un héritage dont nous pouvons être fiers. Gagner de l'argent est peut-être un moyen d'atteindre cet objectif, mais si cela détruit la planète et cause une misère croissante pour des milliards de personnes, alors l'économie doit être remodelée de manière à ce qu'elle fonctionne pour nous, nous les gens. L'économie doit être pour les 99 %, pas pour les 1 %.

La pandémie nous a montré beaucoup de choses sur nous-mêmes, et sur ce qui nous importe. Tirerons-nous ces leçons et d'autres encore à l'horizon 2020 ?

Source des images en vedette : https://i.ytimg.com/vi/wbmN_B9Rfpc/maxresdefault.jpg

Note : La Feasta est un forum d'échange d'idées. En publiant sur son site, la Feasta reconnaît que les idées exprimées par les auteurs méritent d'être prises en considération. Cependant, il n'y a pas de "ligne Feasta" unique. Les points de vue exprimés dans l'article ne représentent pas nécessairement ceux de tous les membres de la Feasta.

Mike Sandler

Mike Sandler est un administrateur de la FEASTA et un professionnel du changement climatique et de la durabilité ayant travaillé pour des organisations à but non lucratif et le gouvernement. En 2001, Mike a cofondé le Centre pour la protection du climat basé dans le comté de Sonoma, en Californie. Inspiré par Peter Barnes et Richard Douthwaite, il a plaidé pour que les revenus provenant d'un prix sur le carbone soient reversés au public sous forme de dividende ou d'action par habitant. Il promeut activement CapGlobalCarbon et a écrit sur la réforme monétaire verte et le revenu de base, dont une partie est archivée sur sa page d'auteur sur HuffPost.

La fin du Pétrolocène - tout change !

Publié par Tim Clarke le 8 juillet 2020 , Feasta.org/

(Ce qui s'est passé, ce qui va arriver et pourquoi.)

(Note aux lecteurs : Pour bien comprendre les implications de cet essai, il est nécessaire de lire les liens).



Introduction

Avant le début de l'actuel ralentissement économique mondial déclenché par Covid, l'économie mondiale était déjà perchée au bord d'une correction majeure. Les avertissements ne manquaient pas. Plus le temps passe depuis le début du ralentissement, plus les gens commencent à comprendre que le récit médiatique de la "reprise" n'est pas possible aussi rapidement que prévu, si tant est qu'il le soit, en raison du nombre énorme de

pertes d'emplois, d'entreprises en faillite et de sauvetages (plus de dettes), et le monde entre maintenant dans une période prolongée de contraction économique ; une "plus grande dépression".

Il s'agit de la troisième crise économique mondiale en 20 ans, et cette dernière n'a pas fini de faire sentir ses effets. Entre ces deux événements, les dettes de toutes sortes ont augmenté de manière exponentielle et les taux d'intérêt ont chuté. Que se passe-t-il ?

Cet essai décrit un problème systémique et fondamental de l'économie mondiale qui s'aggrave avec le temps ; il montre que la contraction économique continue est désormais intégrée dans le gâteau de notre système économique industriel mondial.

Il est plus que jamais vital pour nous de comprendre la ou les causes profondes du malaise économique afin de nous aider à nous préparer, ainsi que nos familles, nos communautés et nos entreprises, et à planifier des stratégies appropriées pour l'avenir.

Où nous en sommes aujourd'hui

Des avertissements de plus en plus urgents sont émis par des économistes indépendants de renom, notamment :

Le professeur **TuomasMalinen** :

"Le coronavirus a porté un coup dévastateur à une économie mondiale fragile. La plupart des analystes, des politiciens et des économistes semblent encore nier la gravité de la crise économique à laquelle nous sommes confrontés. Mais ils se réveillent lentement. Cette crise couve depuis un certain temps. ... L'impact délétère de la pandémie de coronavirus sur les économies dont les secteurs bancaires sont les plus fragiles, l'Italie et l'Espagne, va très probablement déclencher une crise bancaire européenne, qui deviendra un problème mondial en raison de la forte concentration des G-SIB, ou banques mondiales d'importance systémique, en Europe. Tout cela signifie que nous serons très probablement bientôt confrontés à une crise financière aux proportions épiques..... Beaucoup s'aperçoivent lentement que l'économie ne connaîtra pas une reprise en forme de V, comme nous l'avions annoncé. Nous avons encore du temps pour nous préparer, mais bientôt, l'accent sera mis sur la survie".

Daniel Roubini, lauréat du prix Nobel d'économie :

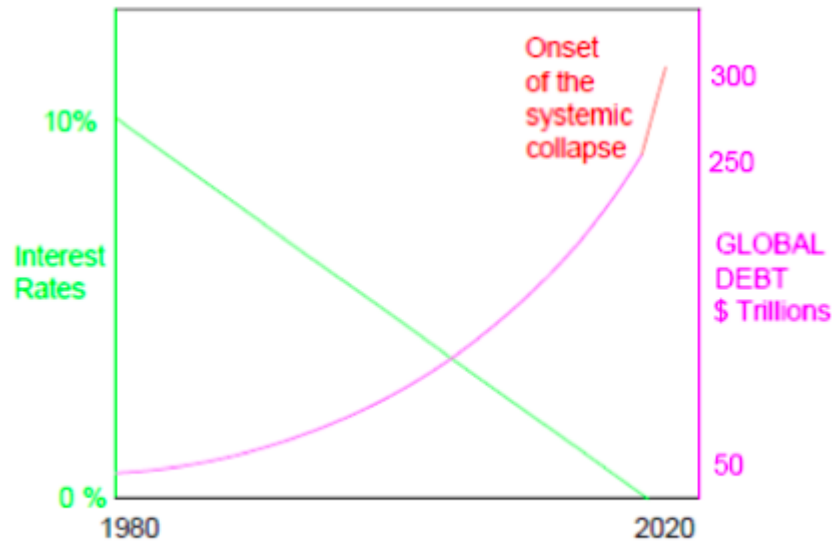
"Ces dix risques, déjà importants avant le lancement de COVID-19, menacent maintenant d'alimenter une tempête parfaite qui plonge l'ensemble de l'économie mondiale dans une décennie de désespoir. D'ici les années 2030, la technologie et un leadership politique plus compétent pourraient être en mesure de réduire, de résoudre ou de minimiser nombre de ces problèmes, donnant naissance à un ordre international plus inclusif, plus coopératif et plus stable. Mais toute fin heureuse suppose que nous trouvions un moyen de survivre à la prochaine Grande Dépression".

Alasdair Macleod - Responsable de la recherche à goldmoney.com :

"L'escalade des faillites et des prêts non performants dans le monde entier va presque certainement faire tomber le système bancaire. Ce sera un tournant, un réveil pour tous ceux qui s'attendent à un retour à la normale après le passage du coronavirus. Pour l'instant, les banques centrales jettent de l'argent sur le problème ; de l'argent qui reste coincé dans les actifs financiers, les gonflant encore davantage, et qui n'est pas transmis à l'économie non financière par les banques déjà surendettées auprès des emprunteurs défaillants..... Il est possible que les banquiers centraux et les ministères du Trésor ne saisissent que maintenant l'énormité de ces problèmes, mais ils se comportent encore comme si leur jeter de l'argent était une solution viable. Ils ne feront que détruire leurs monnaies fictives non garanties, et cette destruction, à commencer par le dollar, est déjà en cours".

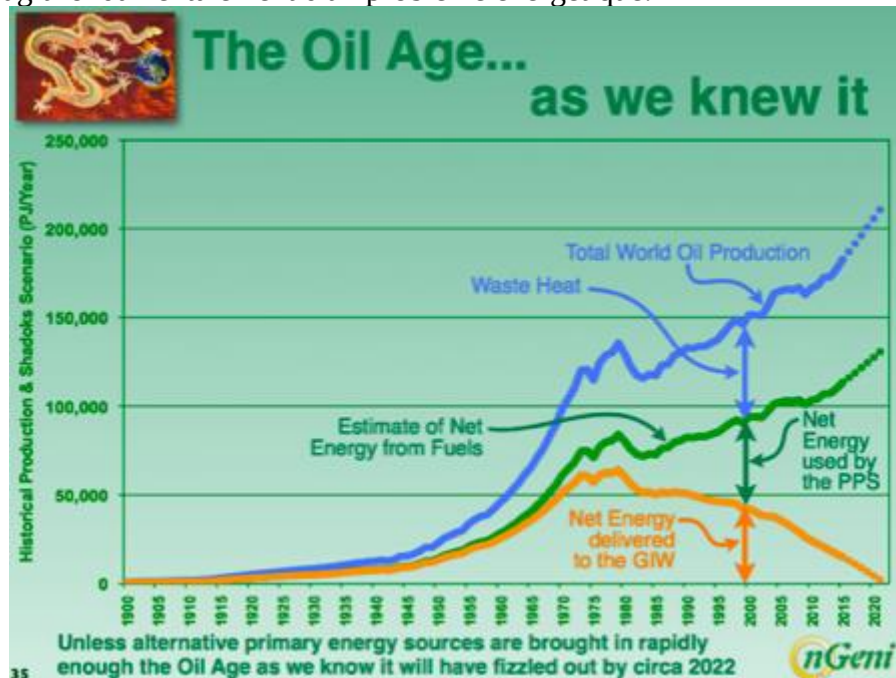
Quelle est la cause du problème ?

Au cours des vingt dernières années environ, malgré l'augmentation exponentielle de la dette et la chute des taux d'intérêt, l'économie mondiale a connu trois crises financières majeures. Entre ces événements, les dettes de toutes sortes ont augmenté de manière exponentielle et les taux d'intérêt ont chuté jusqu'à zéro et en dessous. Ces tendances non durables sont illustrées dans le schéma suivant.



SYMPTOMS OF ECONOMIC DECLINE - WHATS THE PROBLEM?

Il n'est pas nécessaire d'être économiste pour comprendre que l'économie mondiale est confrontée à un problème fondamental ! L'image suivante du Dr Louis Arnoux, chercheur et expert en thermodynamique, ancien responsable de la recherche sur les énergies alternatives du gouvernement néo-zélandais dans les années 1980, indique qu'il s'agit fondamentalement d'un problème énergétique.



La plupart des économistes ne comprennent pas que l'économie fonctionne à l'énergie - et non à l'argent !

L'argent est une revendication sur les biens et services qui sont créés par l'utilisation de l'énergie. Sans énergie, il ne peut y avoir d'activité économique humaine.

En 2019, "un rapport de recherche gouvernemental produit par la Finlande a averti que l'économie de plus en plus insoutenable de l'industrie pétrolière pourrait faire dérailler le système financier mondial dans les prochaines années"[1].

De toutes les sources d'énergie de la planète, le pétrole joue un rôle fondamental dans l'économie, en partie parce qu'il alimente 95 % de tous les transports, 100 % des transports maritimes et aériens, et qu'il est la clé de la production de la plupart des ressources minérales et de la majorité de l'approvisionnement alimentaire mondial.

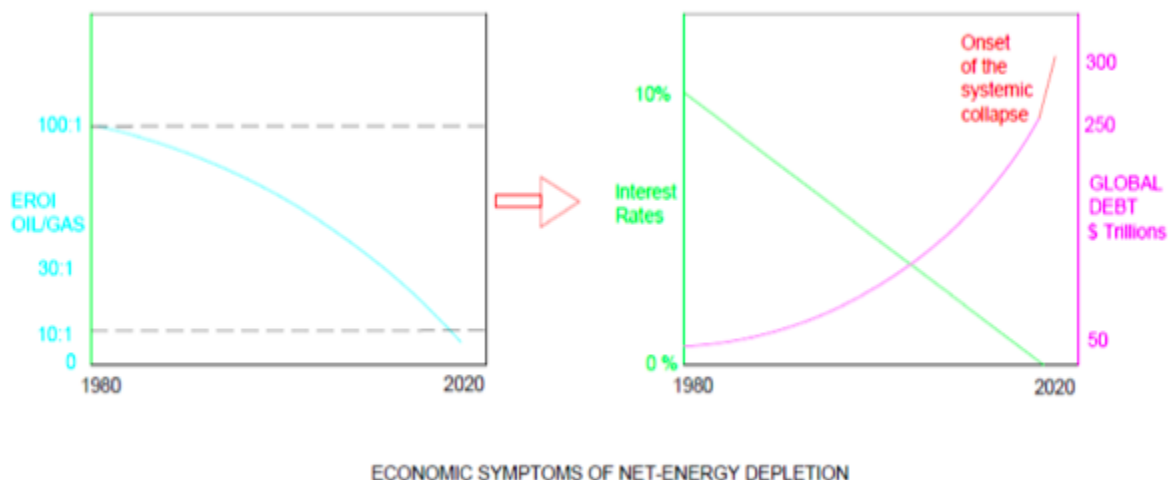
Énergie nette

Ce que le rapport ne mentionne pas, c'est l'aspect crucial de l'énergie nette (ou excédentaire).

De la même manière que la santé d'une entreprise est déterminée par ses bénéfices plutôt que par son chiffre d'affaires, l'économie mondiale dépend de l'énergie excédentaire (profit énergétique) plutôt que de l'énergie totale produite. Alors que la production mondiale brute totale de pétrole a augmenté parallèlement au PIB, l'énergie nette/EROI du pétrole (et du gaz) a diminué de manière catastrophique depuis les années 1980.

"Au début du XXe siècle, le rapport énergie nette/érosion des combustibles fossiles atteignait parfois 100:1. Cela signifie qu'une seule unité d'énergie suffirait pour extraire cent fois cette quantité. Mais depuis lors, la rentabilité économique des combustibles fossiles a considérablement diminué. Entre 1960 et 1980, la valeur moyenne mondiale de l'EROI des combustibles fossiles a diminué de plus de moitié, passant d'environ 35:1 à 15:1. Il continue de baisser, les dernières estimations situant cette valeur entre 6:1 et 3:1"[2] (note essentielle du CT - cette valeur est trop faible pour soutenir les économies industrielles avancées).

La relation entre l'EROI et les symptômes du déclin économique est illustrée dans l'image suivante.



Le monde est maintenant sous l'emprise inébranlable de l'énergie nette et du déclin des ressources. Ceci est décrit dans trois essais sous le titre "End of the Oilocene" publiés par la FEASTA en 2017, 2018 et 2019. Le dernier de ces essais (juillet 2019) mettait en garde contre l'imminence d'un effondrement économique systémique. Il est accompagné d'une présentation pdf.

La première manifestation des graves difficultés à venir a été l'effondrement financier mondial de 2008. Bien qu'il ait été décrit comme une "crise du crédit", elle a été immédiatement précédée par le prix du pétrole le plus élevé de l'histoire, ce qui a poussé la FED américaine à augmenter les taux d'intérêt - précipitant ainsi la crise.

Depuis lors, les politiques d'extension et de faux-semblant des 12 dernières années (QE de la Banque centrale, taux d'intérêt bas/négatifs, et stimulation massive de la dette à tous les niveaux, des particuliers aux entreprises) ont conduit l'économie mondiale vers une crise économique systémique (comme tant d'autres l'avaient prédit), et celle-ci est maintenant arrivée grâce au cygne noir du C-19.

Le courant économique des 250 dernières années est maintenant passé ; l'offre mondiale nette d'énergie se contracte rapidement ; et cela s'accompagnera d'une baisse de la production et de la disponibilité de tant de ressources dépendantes de l'énergie. L'industrie pétrolière se contracte rapidement ; les faillites, l'endettement et les problèmes financiers s'aggravent à un rythme rapide. Il existe une grande quantité d'informations sur l'effondrement actuel de la production pétrolière et ses répercussions sur l'économie mondiale.

Voir également le récent article d'Arthur Berman (l'un des analystes pétroliers les plus expérimentés au monde) sur l'effondrement de la production pétrolière américaine et l'économie.

Pour avoir une vue d'ensemble des ressources mondiales et de l'économie, consultez les deux derniers articles de Gail Tverberg, analyste de longue date du système énergétique, économique et financier mondial, qui dit la même chose.

Notez en particulier les paragraphes 6,7,8 : "Les mesures prises par COVID-19 à ce jour, ainsi que le mauvais état de l'économie auparavant, me portent à croire que l'économie mondiale se dirige vers une remise à zéro majeure".

et voir ici.

Comme complément indispensable pour comprendre le problème, je vous renvoie au blog du Dr Tim Morgan - ancien directeur de recherche de Global Financial ConsultancyTullettPrebon.

Et maintenant ?

Afin de tenter d'endiguer le rythme du ralentissement économique, les banques centrales mondiales se sont lancées dans une orgie d'impression de monnaie (création de dette) éclipsant les politiques de 2008-2020. "L'adoption de l'EQ à l'infini par la banque centrale la plus puissante du monde est un moment déterminant non seulement dans cette crise mais aussi dans l'histoire des banques centrales ; un témoignage de la gravité de l'effondrement de l'activité qui se répercute sur l'économie mondiale et le système financier qui la soutient".

De nombreux commentateurs financiers et économistes expérimentés avertissent que la politique d'assouplissement quantitatif illimité de la plupart des banques centrales conduira au désastre. Parmi les avertissements figurent les prévisions d'un effondrement bancaire dans la zone euro, d'une crise calamiteuse des produits dérivés et d'une inflation galopante qui entraînerait la fin des monnaies flottantes.

Le système est "entre le marteau et l'enclume". Arrêtez l'EQ et le système s'effondre ; continuez l'EQ et détruisez le bon fonctionnement du système économique et la valeur des monnaies.

"Peu de commentateurs traditionnels comprennent la gravité de la situation économique et monétaire. d'un retour rapide à la normale en forme de V vers une phase de reprise plus prolongée. Le fait qu'une crise de liquidité se soit développée sur les marchés monétaires américains cinq mois avant que le virus ne frappe l'Amérique a été oublié. Seule une hausse du prix de l'or témoigne d'une crise plus profonde, consistant à contracter le crédit bancaire alors que les banques centrales tentent de sauver l'économie, de financer les déficits publics et de maintenir la bulle du marché gonflée..... Le prochain problème est une crise des banques, totalement inattendue pour les investisseurs et les déposants. À l'heure où le risque de crédit s'envole, leur situation financière est plus fragile qu'avant la crise de Lehman. Les défaillances des G-SIB européennes au cours des prochains mois ou des deux prochains mois sont

presque impossibles à éviter, ce qui conduira à une crise monétaire et de crédit de grande ampleur qui promet de saper la valeur des actifs, le financement des gouvernements et les monnaies fiduciaires elles-mêmes... Nous pouvons maintenant discerner la voie qui mène à la destruction des monnaies fiduciaires et faire des suppositions raisonnables quant au calendrier"[3].

4 : Conclusion

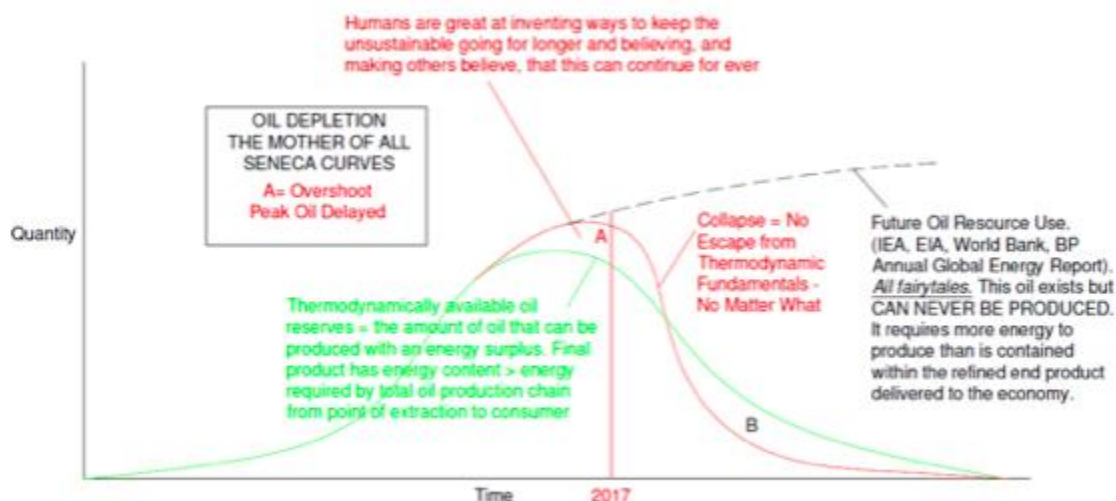
Ce qui se passe actuellement dans l'économie mondiale a été prédit par la publication de 1974 "Limites de la croissance" qui a montré que si les politiques "business as usual" se poursuivaient, l'épuisement de l'énergie et des ressources accompagné de la dégradation et de la pollution de l'environnement ferait cesser la croissance économique mondiale vers l'année 2010 et entrerait dans un déclin à long terme. Des études récentes ont confirmé ces tendances ; et l'effondrement financier de 2008, suivi par les 12 dernières années au cours desquelles l'économie mondiale a été soutenue par des prouesses d'ingénierie financière de plus en plus nombreuses, ont également prouvé que le moment était bien choisi.

Ces avertissements ont été systématiquement ridiculisés et ignorés au profit de la poursuite du paradigme insoutenable à court terme de la "croissance économique sans fin". Mais il est impossible d'échapper aux réalités thermodynamiques et aux limites des ressources. Notre planète est finie et aucune quantité d'"argent" ne peut changer cela - comme nous le verrons dans les années à venir.

L'espoir actuel est que l'orientation de l'économie vers la durabilité et la "croissance verte" permettra de sauver l'économie. Bien que ces mesures soient essentielles, "la rhétorique selon laquelle la croissance verte découplerait l'épuisement des ressources et de l'énergie (et leur impact environnemental associé) de la croissance du PIB s'est récemment révélée totalement fausse". En d'autres termes, l'écologisation de l'économie ne permettra pas de poursuivre la croissance économique.

Le fait est que la croissance économique exponentielle des 250 dernières années environ, rendue possible par la "création d'argent sous forme de dette avec intérêts", et alimentée par la manne apparemment sans fin des combustibles fossiles bon marché, est maintenant terminée.

Nous sommes entrés dans une nouvelle ère difficile de contraction permanente de l'énergie nette et de déclin économique, caractérisée dans un premier temps, au cours des deux prochaines années, par la "plus grande dépression mondiale de tous les temps", par une chute rapide de la courbe de Sénèque, avec la probabilité de perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement mondiales, y compris la production alimentaire, et la faillite des banques et des monnaies.



Ce processus sera accéléré par une boucle de rétroaction positive de la baisse de l'énergie et des ressources. À titre d'exemple, comme le décrit l'article d'Arthur Berman, l'effondrement financier du secteur américain de l'huile de schiste - qui fournissait environ 15 % de la production mondiale de pétrole, est bien engagé. Ce secteur a toujours été non rentable et présente une énergie nette exceptionnellement faible ; il n'a été soutenu que par l'ingénierie financière, l'endettement et les faibles taux d'intérêt.

Comme le dit l'économiste Tim Watkins :

« Ce que ni Johnson ni Starmer et les partis (britanniques) qu'ils représentent, ne semblent capables de saisir, c'est que l'économie mondiale était déjà dans une période de décroissance accélérée au début de 2020 de toute façon. La pandémie, et la réponse imprévue (et dans le cas du Royaume-Uni, maladroite) qui lui a été apportée, n'a fait qu'accélérer une crise qui avait déjà commencé. Le prix du pétrole - la source d'énergie primaire qui alimente l'économie mondiale - est faible parce que la demande a chuté d'une falaise, et ce malgré les affirmations d'économistes qui n'en savent pas plus. Lorsque les économies commenceront à se débloquer, la demande augmentera et les stocks actuels seront bientôt épuisés. Lorsque cela se produira - très probablement à l'automne, lorsque les programmes d'aide gouvernementaux prendront également fin - nous serons confrontés à une forte pénurie qui ne pourra pas être rapidement compensée par une industrie pétrolière qui a perdu une capacité considérable en raison du blocage. À court terme, cela signifie une forte hausse des prix qui sera inabordable pour une économie déjà fortement affaiblie.

Parce que nous avons été conditionnés à croire que l'énergie n'est qu'un intrant de plus dans l'économie, très peu de gens comprennent le danger auquel nous sommes maintenant confrontés. Lors des précédents ralentissements économiques, lorsqu'il y avait beaucoup de pétrole bon marché sous terre, une augmentation temporaire du prix entraînait une augmentation des forages et donc de l'extraction. Depuis 2005, cependant, le prix du pétrole n'a pas augmenté suffisamment pour rendre viable une nouvelle extraction conventionnelle. La seule exception à cette tendance à la baisse est l'industrie américaine du fracturage, qui représente la totalité de la croissance mondiale de l'extraction pétrolière depuis 2010. Mais le succès apparent de l'industrie américaine du fracturage doit plus aux investisseurs qui recherchent désespérément des rendements dans un environnement artificiellement peu rémunérateur qu'à l'économie du fracturage elle-même. Pour l'essentiel, le fracturage a impliqué l'injection de milliards de dollars dans une industrie qui extrait en retour des millions de dollars de pétrole. Les investisseurs - et bientôt probablement l'État américain lui-même - ne pourront pas maintenir cette subvention avant que le château de cartes ne s'écroule. »

Comme le Hills Group et d'autres l'ont souligné, ce conflit entre l'économie, la production mondiale de pétrole et le prix du pétrole (l'interaction entre la thermodynamique, l'énergie nette ou excédentaire et l'économie) signifie qu'en dehors des pics de prix occasionnels, les bas prix du pétrole sont là pour rester. Cela aura un impact croissant sur la viabilité du secteur pétrolier, car la zone dite "goldilocks" (la différence de prix entre ce dont les compagnies pétrolières ont besoin pour le BAU et le prix que l'économie mondiale peut se permettre) s'élargit de jour en jour.

Cette équation résume la situation :

Contraction de l'énergie = contraction économique = plus de contraction de l'énergie = plus de contraction économique.

Pour maintenir le navire à flot, les banques centrales ont promis de jeter de plus en plus "d'argent (dette) sur le problème, ce qui provoquera l'hyperinflation des monnaies "fiat" et l'effondrement des banques sous le poids des prêts non performants. Ainsi, une remise à zéro complète du système financier est inévitable. Cette remise à zéro est maintenant ouvertement discutée par le WEF, la BRI et d'autres institutions financières mondiales.

Ne vous laissez pas tromper par l'hyperbole. Comme nous l'avons souligné, l'écologisation de l'économie ne permettra pas de poursuivre la croissance économique. Ces initiatives sont conçues pour préserver et renforcer la position et le statut de quelques-uns. La réalité est qu'à mesure que les économies se contracteront, les gens et les pays s'appauvriront de plus en plus et les troubles sociaux s'aggraveront. Est-il surprenant que, partout dans le monde, les gouvernements prennent maintenant des mesures de surveillance et de contrôle social drastiques au nom du C-19, qui correspondent aux fantasmes des amateurs de science-fiction ?

La plupart des gens en Irlande et dans le monde entier n'ont aucune idée de ce qui va les frapper.

Nos décideurs politiques ici présents, occupés à combattre ce qu'ils croient être un feu conventionnel de récession et déterminés à tout prix à créer plus de croissance, semblent ne pas comprendre les causes profondes de l'effondrement économique mondial qui s'annonce, et n'ont aucune idée de l'incroyable gravité de la situation. Cela est dû en partie au fait que jusqu'à présent, les nations se sont appuyées sur des économistes classiques dominés par des monétaristes keynésiens, qui n'apprécient pas le rôle crucial et fondamental de l'énergie - sans parler de celui de l'énergie nette/excédentaire. Si l'on ne comprend pas les causes profondes du problème, comment peut-on planifier et mettre en place des stratégies appropriées ?

Si nous ne reconnaissons pas que la décroissance économique mondiale radicale est maintenant cuite dans le gâteau ; les décisions cruciales prises par les gouvernements et par tous les niveaux de la société seront mauvaises ; et cela exacerbera l'ampleur ultime du déclin et augmentera considérablement les difficultés qui l'accompagnent. Par exemple, la lutte à tout prix pour maintenir le système financier d'exploitation de la création de monnaie par la dette avec intérêts, qui a financé la croissance économique jusqu'à présent, échouera et aggravera les choses parce que ce système n'est PAS compatible avec la décroissance. Malheureusement, c'est la voie que le monde et l'Irlande vont probablement suivre, car les banques centrales privées du monde entier impriment des billions de nouveaux capitaux de la dette qu'elles peuvent faire apparaître de toutes pièces, et cette paille est saisie avec gratitude en noyant les gouvernements, les entreprises et les citoyens.... avec les conséquences inévitables décrites dans les liens ci-dessus.

Il est vital que dans ce pays, un discours sérieux commence à tous les niveaux de la société concernant les causes et la gestion de l'effondrement économique et financier (et énergétique) systémique imminent et, dans le même temps, de réimaginer et de planifier une transition rapide vers un nouveau paradigme économique. Nous avons besoin de groupes de réflexion composés de personnes ouvertes d'esprit dans tous les secteurs, prêtes à voir les choses sous un nouvel angle et à sortir des sentiers battus alors que nous nous dirigeons vers les eaux de plus en plus tumultueuses et inexplorées d'une ère de plusieurs décennies d'épuisement de l'énergie et des ressources mondiales et de contraction économique.

Édité le 13 juillet pour supprimer une citation faisant référence à une réunion du G7 qui, nous l'avons appris depuis, n'a pas eu lieu.

Notes de fin de page :

1. https://www.vice.com/en_us/article/8848g5/government-agency-warns-global-oil-industry-is-on-the-brink-of-a-meltdown
2. <https://mondediplo.com/outsidein/covid-19-oil>
3. <https://www.goldmoney.com/research/goldmoney-insights/the-path-to-monetary-collapse>
4. <https://www.goldmoney.com/research/goldmoney-insights/anatomy-of-a-fiat-currency-collapse>

Note : La Feasta est un forum d'échange d'idées. En publiant sur son site, la Feasta reconnaît que les idées

exprimées par les auteurs méritent d'être prises en considération. Cependant, il n'y a pas de "ligne Feasta" unique. Les points de vue exprimés dans l'article ne représentent pas nécessairement ceux de tous les membres de la Feasta.

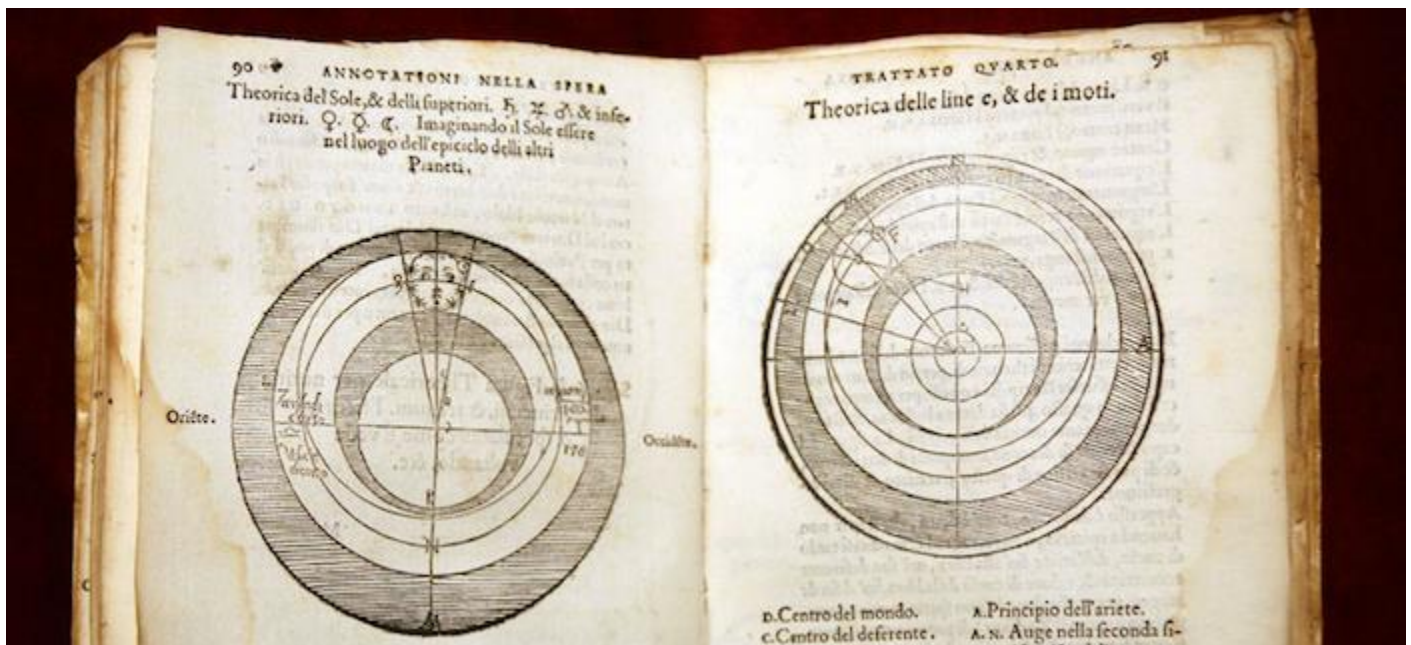
Tim Clarke

Tim est né au Sri Lanka et y a vécu une grande partie de sa vie. Son père Mike était le directeur d'une plantation de thé, et un homme bien avant son temps ; passionné par la conservation et la durabilité, il a lancé de nombreuses initiatives réussies, notamment l'amélioration de l'état des habitations, et un aventurier et défenseur de l'environnement qui se réjouissait de la vie sauvage et de l'environnement naturel du Sri Lanka, en particulier de ses magnifiques jungles et rivières. Tim a été observateur et bénéficiaire de tout cela.

Le tournant pour lui s'est produit en 1980, lors d'une visite en Inde, lorsqu'il a lu "Les limites de la croissance". Les implications étaient si évidentes et claires qu'il a décidé de travailler dans le domaine des énergies renouvelables et, à son retour au Royaume-Uni, il a rejoint une petite entreprise innovante développant des systèmes de biogaz. Après avoir travaillé pendant dix ans dans le domaine de la recherche et du développement et aidé au développement de nouveaux projets et de nouvelles technologies (il a notamment été l'un des premiers au Royaume-Uni à faire rouler sa voiture au biogaz), il est parti pour créer une nouvelle entreprise qui a mis en œuvre avec succès de nombreux systèmes de digestion de sa propre conception dans plusieurs pays d'Europe. Depuis son arrivée à Dingle en 1997, il a travaillé comme consultant indépendant (www.wasteworks.ie) pour concevoir et mettre en œuvre des systèmes de biogaz et d'assainissement des roselières et des zones humides dans le monde entier. Il a en même temps étudié les interactions entre les systèmes énergétiques, pétroliers et financiers mondiaux, et a fait un certain nombre de présentations mettant en garde contre les tendances non durables.

L'IGNORANCE PAR CONSENSUS

Par David Korowicz, publié à l'origine par la Feasta14 novembre 2012



La situation économique actuelle est à bien des égards meilleure que ce que nous avons connu depuis des années. Dans ce contexte, nous nous en sommes tenus au scénario de rééquilibrage. Notre prévision centrale

reste en effet assez bénigne : un atterrissage en douceur aux États-Unis, une reprise forte et soutenue en Europe, une trajectoire solide au Japon et une activité dynamique en Chine et en Inde. Conformément aux tendances récentes, la croissance soutenue des économies de l'OCDE serait soutenue par une forte création d'emplois et une baisse du chômage.

Perspectives économiques de l'OCDE 2007

La croissance du PNB sera en moyenne d'environ 3,75 % par an entre 2008 et 2015 - même si l'on assiste à un retournement de tendance et à une instabilité aux États-Unis.

Economic & Social Research Institute (Irlande) Medium-Term Review No. 11 2008

Les citations ci-dessus pourraient donner une cause de dérision. Comment de tels experts reconnus, bien dotés en ressources, bourrés d'économistes et consultés par les gouvernements, peuvent-ils se tromper à ce point ? Surtout lorsque le risque en question, l'éclatement d'une bulle de crédit, était aussi vaniteux que ce qu'un économiste pouvait obtenir. Et c'est précisément ce qui est faux, certainement pas 3,5 % ou 4 % !

En réalité, beaucoup de gens ont vu le risque d'éclatement de la bulle, certains n'étant même pas des économistes professionnels, mais ils ont eu tendance à agir en marge du consensus établi et, par extension, à la périphérie sociale. Leurs points de vue ont donc pu être écartés précisément parce qu'ils représentaient une opinion marginale. De cette manière, le consensus se défend.

Un consensus s'établit à partir de la persistance de ce qu'il tente de décrire. Il est intrinsèquement rétrospectif. Il tend à supposer que ce qui a été, doit continuer. Quelques décennies de taux d'intérêt bas et de croissance économique mondiale stable, et bien, cela devient l'ordre naturel des choses. Voici Ben Bernanke en 2005 :

"Nous n'avons jamais eu de baisse des prix de l'immobilier au niveau national. Je pense donc qu'il est plus probable que les prix de l'immobilier ralentissent, voire se stabilisent".

Bien sûr, les événements ultérieurs ont prouvé que ce n'est pas parce qu'une chose ne s'est jamais produite auparavant qu'elle ne pourrait jamais se produire.

Parce que les bulles ont tendance à être agréables, le consensus peut être beaucoup plus difficile à briser. Le public veut le même consensus, et lorsqu'il est réfracté dans nos mondes sociaux, nous le faisons nôtre. Qui veut une grande fête terminée par un tir à la corde en disant "il est temps de rentrer à la maison maintenant, au travail demain !

Lorsque les conditions qui sous-tendaient le consensus changent, il peut être très difficile de reconnaître et de lâcher notre attachement. Car reconnaître signifie rejeter non seulement ce qui nous est familier, mais aussi ce qui a pu incarner notre statut, nos efforts passés, nos espoirs et même notre mythologie collective.

Défendre le consensus dominant est toujours raisonnable, confiant et réfléchi, car il est né de la cosmologie ou de la vision du monde de l'époque. Mais les visions du monde façonnent leurs propres perceptions et contiennent les récits de leur propre défense. Les défenseurs du statu quo pointent invariablement du doigt les déclarations auto-agrandissantes sur le consensus (nous sommes de meilleurs banquiers centraux maintenant..... nos réseaux financiers ont dispersé les risques des anciennes... les nouvelles technologies ont transformé le fonctionnement des économies). Ou, lorsqu'ils sont remis en question, ils peuvent utiliser ce que les philosophes appellent des arguments d'autorité : Le professeur X, lauréat du prix Nobel, dit... le FMI dit... ou, c'est le résultat insignifiant de la grande théorie compliquée que vous ne comprenez manifestement pas !

Le consensus offre un statut et une récompense à ceux qui peuvent naviguer sur ses eaux. De plus, le statut salue le statut. Nous accueillons chaleureusement ceux qui confirment notre attachement à notre compréhension

du monde et à tout ce que nous y avons investi. Un institut respectable conscient de son statut souhaitera travailler avec une personne de statut égal ou supérieur ; ou un gouvernement jugera approprié de ne travailler qu'avec des conseillers de haut niveau (généralement les plus chers). Le consensus est donc renforcé.... et l'Irlande obtient Merrill Lynch.

Là aussi, il y a de la sagesse. Il vaut bien mieux avoir tort dans une foule de consensus que de se tromper soi-même. Il vaut mieux dire : "ne me blâmez pas, tous les autres, même les meilleurs conseillers, se sont trompés", plutôt que "OK, je suis désolé, ils étaient bon marché et poilus, mais ils semblaient avoir du sens à l'époque".

Que pouvons-nous donc apprendre de l'incapacité de ce consensus à s'adapter à la réalité de la bulle de crédit croissante ?

La réponse facile pourrait être d'être très sceptique à l'égard des économistes, surtout lorsqu'ils vous disent ce que vous voulez entendre. En fait, il faut simplement se méfier de l'économie, qu'elle soit de gauche, de droite ou verte. Au milieu d'une certaine perspicacité, c'est un mélange douteux d'hypothèses contingentes traitées comme des lois, et de mythes et d'idéologies colportés sous le couvert des mathématiques et des vœux pieux. En outre, il n'est pas bon pour les économistes ou la société qu'ils semblent avoir été transformés en commentateurs universels accrochés à une science de pacotille qui en fait les véritables héritiers des astrologues-astronomes des cours papales déclamant un univers centré sur la terre.

Mais une réponse meilleure et plus honnête pourrait être de reconnaître que le consensus est une caractéristique de la nature tribale de toutes les sociétés humaines. Faire partie d'une communauté, c'est partager un consensus, non pas un mais plusieurs - dynamique, en interaction et souvent contradictoire. Le consensus est de notre nature, notre colle tribale. Certains sont partagés par peu de gens, d'autres sont si profondément et largement répandus que nous remarquons à peine leur présence. Certains peuvent être de très bonnes ou utiles descriptions de la réalité, au moins pendant un certain temps, mais d'autres peuvent ne pas l'être (comme l'atteste notre premier exemple). Mais il est bon de se rappeler que nous sommes tous trompés sur telle ou telle chose.

Notre prochaine question se présente donc d'elle-même. Comme il est peu probable que nous ayons banni à jamais les illusions étayées par un consensus, pourrions-nous, en ce moment même, partager une vision du monde ou un consensus profond qui pourrait bientôt être brisé par une réalité bien plus difficile que ce que nous appelons aujourd'hui une "crise" ? Pourrait-il effectivement y avoir une critique marginale, écartée bien sûr, qui pourrait être, sinon tout à fait correcte, du moins une vision plus réaliste de notre situation actuelle, étant donné l'incertitude qui règne en toutes choses ?

Tout d'abord, nous pourrions nous demander qui pourrait détenir le consensus dominant qui pourrait également être une illusion ? Eh bien, si vous me le permettez :

Ceux qui pensent que la croissance économique va revenir, que la technologie va continuer à se complexifier ou que la Chine va se développer. Ceux qui pensent que nos sociétés complexes peuvent être maintenues ; ceux qui pensent que nous serons à nouveau aussi riches que nous le sommes actuellement ; ou qui pensent que la famine ne pourrait pas revenir en Europe dans la prochaine décennie. Ceux qui pensent que leur emploi, leur niveau de vie, leur eau et leurs installations sanitaires, leurs soins de santé et leurs pensions sont l'expression d'un droit plutôt que d'un moment historique. Les économistes et les politiciens de toutes tendances politiques qui remplissent les ondes avec des "solutions". Ceux qui pensent qu'Angela Merkel, "les banquiers", la Fed ou la BCE, le président des États-Unis, "l'élite" ou "le peuple" sont aux commandes, plutôt que d'être simplement des parties codépendantes d'un système incommensurablement complexe et incertain qui arrive à la fin de sa vie. Ceux qui pensent que si seulement les personnes au pouvoir étaient remplacées par quelqu'un d'aussi bienveillant et sage qu'elles le sont, tout pourrait s'arranger. Ceux qui pensent que la fracturation ou le développement d'une nouvelle production de pétrole durera beaucoup plus longtemps. Ceux qui pensent que l'Allemagne et les États-Unis ne pourraient jamais suivre le chemin de la Grèce, ou pire encore. Ceux qui pensent cela, c'est de l'austérité, plutôt que l'ondulation avant la tempête. Peut-être aussi ceux qui n'y ont pas

prêté attention.

Et si une frange fait de telles affirmations, car il y a une cacophonie de voix ? Notre opinion consensuelle actuelle peut en effet être correcte, et l'opinion marginale ridicule. Mais comme nous l'avons vu, ce n'est pas évident. Et parce que le risque est une combinaison de la probabilité d'un événement et de la gravité de l'impact, un avertissement d'un impact majeur - même si la probabilité d'un tel événement est relativement faible - devrait nous inquiéter. Qui plus est, les avertissements de base sont réapparus à maintes reprises, de diverses sources, au cours des décennies et se sont multipliés ces derniers temps.

Mais, très brièvement et tout en reconnaissant une certaine contestation, les conditions de l'inquiétude peuvent être résumées comme suit.

Nous essayons de comprendre notre monde dans le cadre des visions du monde et des orthodoxies économiques développées au cours d'une période extraordinaire de deux cents ans de croissance économique composée. Cette croissance a coïncidé avec une augmentation de la richesse, de la complexité et de l'intégration mondialisée. Une partie de notre consensus dominant est que cette tendance va se poursuivre. Une grande partie de ce qui est important pour nous, de notre mode de vie, de nos attentes, de ce que nous apprécions et chérissons, a été façonnée par ce processus. Et nous, les 10 % de la population mondiale, en avons bien profité.

L'opinion marginale est que cette croissance est terminée - nous sommes à la limite de la croissance, maintenant. La question qui se pose est celle de la stabilité de l'économie mondialisée. Nous nous dirigeons vers une dépression déflationniste mondiale de plus en plus profonde, entrecoupée de chocs dangereux et peut-être irréversibles pour les systèmes qui soutiennent notre bien-être de base. Nous allons perdre une grande partie de ce que nous considérons comme allant de soi et de ce qui nous appartient désormais. Nous entrons dans une ère de réel danger et d'imprévisibilité.

Cela est dû au fait que nous sommes à un point de convergence historique. Tout d'abord, nous avons atteint la limite de la garantie du crédit de notre système financier, monétaire et bancaire. En même temps, nous atteignons des limites écologiques profondément déstabilisantes. La principale raison en est que nous sommes presque certainement au sommet de la production mondiale de pétrole et de denrées alimentaires. Autrement dit, nous sommes aux limites du système de confiance et de solvabilité qui sous-tend le commerce dont nous dépendons. Nous sommes à la limite de la source d'énergie la moins substituable qui, selon les lois de la physique, est nécessaire au maintien et à la croissance de l'économie. Nous sommes à la limite de notre moyen de subsistance le plus fondamental. Ce sont les trois piliers structurels les plus critiques de l'économie mondialisée. Comme un tabouret à trois pattes, l'ensemble du système peut être déstabilisé par le flambage d'un seul.

En outre, et c'est un fait presque totalement ignoré, la nature changeante de l'économie mondialisée - intégration, complexité, rapidité et interdépendance croissantes - nous a rendus beaucoup plus vulnérables à cette convergence. En outre, cette complexité rend très difficile, voire dangereuse, toute tentative de "réparer" ses parties.

Si nous devons reconnaître une telle vision marginale, nous nous préparerions d'urgence à un changement profond - car lorsque de réels changements nous sont imposés, notre marge de manœuvre risque d'être beaucoup plus réduite. Nous adopterions l'austérité en raison de son caractère inévitable et, ce faisant, nous la transformerions. De haut en bas, nous travaillerions sur notre sécurité alimentaire, la résilience des services essentiels tels que l'assainissement, les systèmes monétaires, la gouvernance et le travail de remise en état. Nous aurions entamé les processus psychologiques personnels et collectifs qui pourraient nous permettre d'éviter certaines des passions les plus destructrices de notre espèce qui peuvent émerger en temps de crise, et de les utiliser à la place comme source de changement créatif et positif.

Bien entendu, aucune explication détaillée d'une telle vision marginale n'a été fournie ici. Pour la plupart,

cependant, aucune n'est nécessaire. Ils savent déjà que ce point de vue est absurde. Pourquoi s'inquiéter, c'est une vue marginale... pourquoi avec le gaz de schiste, la technologie, les marchés, l'arrêt de l'austérité, la croissance verte, la modification du système monétaire, l'élimination des "mauvaises" personnes.... autant d'options ! De toute façon, les gens n'ont pas dit de telles choses depuis l'époque de Malthus, et ils ont toujours tort ! Ce ne sont pas les experts qui contrôlent ! Mais un économiste a dit... ! Tout à fait.... tout à fait.

Image en vedette : Pages de l'Annotazione de 1550 sur le Tractatus de Sphaera de Sacrobosco, montrant le système ptolémaïque.

Les objets fabriqués par l'homme pèsent désormais plus lourd que toute vie sur Terre.

By [Stephanie Pappas](#) on December 9, 2020 [Scientific American](#)



"L'ampleur même des bâtiments, des infrastructures et des autres objets anthropiques met en évidence notre impact sur la planète

L'humanité a franchi une nouvelle étape dans sa domination de la planète : les objets fabriqués par l'homme pourraient désormais l'emporter sur tous les êtres vivants de la Terre.

Les routes, les maisons, les centres commerciaux, les bateaux de pêche, le papier pour imprimante, les tasses à café, les smartphones et toutes les autres infrastructures de la vie quotidienne pèsent désormais environ 1,1 trillion de tonnes métriques, soit le poids sec combiné de toutes les plantes, animaux, champignons, bactéries, archées et protistes de la planète.

La création de cette masse fabriquée par l'homme s'est rapidement accélérée au cours des 120 dernières années : Les objets artificiels sont passés de 3 % seulement de la biomasse mondiale en 1900 à un niveau équivalent aujourd'hui. Et la quantité de nouveaux objets produits chaque semaine équivaut au poids moyen de l'ensemble des 7,7 milliards de personnes.

Les implications de ces découvertes, publiées mercredi dans Nature, sont stupéfiantes. Les plastiques du monde entier pèsent à eux seuls deux fois plus que les animaux marins et terrestres de la planète. Les bâtiments et les infrastructures sont plus lourds que les arbres et les arbustes.

"Nous ne pouvons pas nous cacher derrière le sentiment que nous ne sommes qu'une petite espèce, une parmi d'autres", déclare le co-auteur de l'étude, Ron Milo, qui effectue des recherches sur les sciences végétales et

environnementales à l'Institut Weizmann des sciences en Israël.

Ces chiffres devraient être un signal d'alarme, ajoute-t-il. Ils nous disent "quelque chose sur la responsabilité que nous avons, étant donné que nous sommes devenus une force dominante", dit Milo.

Lui et son équipe avaient précédemment publié une estimation de la quantité de biomasse sur Terre, ce qui a conduit à la question de savoir comment elle se comparait à la masse des objets artificiels.

Emily Elhacham, alors étudiante en troisième cycle à l'Institut Weizmann, a dirigé les efforts visant à rassembler des ensembles de données disparates sur le flux de matériaux dans le monde.

Les chercheurs ont découvert que la masse fabriquée par l'homme, ou anthropique, a doublé tous les 20 ans depuis 1900.

La biomasse totale est restée plus stable au cours de cette période, bien que la biomasse végétale ait diminué d'environ de moitié depuis l'apparition de l'agriculture il y a quelque 12 000 ans.

L'équipe estime que la masse anthropique va dépasser la biomasse cette année, à plus ou moins six ans près.

Les chercheurs ont choisi de se concentrer uniquement

sur la biomasse vivante et sur les objets anthropiques qui sont en cours d'utilisation, et non sur les déchets.

En ce qui concerne les déchets, la masse anthropique a commencé à dépasser la biomasse en 2013, plus ou moins cinq ans plus tard. Et le point de croisement est légèrement plus tardif si le poids de l'eau est inclus dans les calculs de la biomasse.

Le poids humide de la biomasse sur Terre est actuellement de 2,2 trillions de tonnes, et les humains sont en voie de dépasser ce chiffre en 2031 (avec les déchets) ou 2037 (sans eux).

Environ la moitié de la masse mondiale actuelle produite par l'homme est constituée de béton, les agrégats tels que le gravier constituant la majeure partie du reste. Les briques, l'asphalte, les métaux, le plastique et d'autres matériaux représentent environ 19 % du total.

La nouvelle recherche utilise en fait une norme prudente pour définir à la fois la masse anthropique et les déchets, explique Colin Waters, géologue à l'université de Leicester en Angleterre, qui avait discuté de la recherche à ses débuts avec Milo mais n'était pas directement impliqué dans l'étude.

Prenez, par exemple, une alliance en or.

L'étude ne mesurerait que les quelques grammes d'or de la bague en tant que masse anthropique. Mais entre quatre et vingt millions de tonnes de minerai ont été traitées pour fabriquer ce minuscule morceau de métal, explique M. Waters. De même, selon Waters, l'analyse ne tient pas compte des milliards de tonnes de terre déplacées lors de l'extraction du charbon ou du dragage. Selon les recherches de M. Waters, une vision plus large des activités humaines permettrait de déterminer à quel point la masse anthropique dépassait la biomasse en 1977.

Quel que soit le moment où la production de l'humanité a éclipsé celle de la nature, l'étude indique un récit plus large dans lequel les humains modifient la planète à un point tel que nous avons créé une nouvelle époque géologique appelée l'Anthropocène, dit Waters, qui a été actif dans la recherche de marqueurs géologiques de cette division du temps proposée.

Ces nouvelles recherches suscitent également des inquiétudes pour l'avenir. Si les tendances actuelles se maintiennent, la masse anthropique atteindra trois fois la biomasse mondiale d'ici 2040, ont constaté Milo et ses collègues.

Et il reste encore suffisamment de métaux et de minéraux pour maintenir cette tendance à court terme.

Toute cette nouvelle masse anthropique finira par devenir un déchet qu'il faudra traiter, déclare Fridolin Krausmann, qui étudie l'utilisation durable des ressources à l'Institut d'écologie sociale de l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne. "Dans les 20 prochaines années, nous aurons autant de déchets que ceux des 110 dernières années passées ensemble", dit-il.

"La plupart de ce que nous avons maintenant a été construit au cours des deux dernières décennies, depuis les années 1960. Aujourd'hui, il est en fin de vie et nous sommes donc confrontés à d'énormes flux de déchets".

<https://www.scientificamerican.com/.../human-made-stuff.../>

(posté par Joëlle Leconte)

Priorisation, tri médical, des gros mots ?

Par biosphere10 décembre 2020



<triage>

L'obligation de sélection est un mot-clé pour comprendre les sociétés complexes. Tout le monde ne peut pas gagner à l'Eurovision, tout le monde ne peut pas entrer librement à l'École Normale Supérieure, tout le monde ne peut pas diriger une multinationale, tout le monde ne peut pas devenir milliardaire. Mais « sélection » est un gros mot, utilisé ad nauseam par le système concurrentiel qui est le nôtre. Nous préférons l'idée écologique de « sens des limites », et de cela tout le monde devrait en être conscient. Nous devrions mettre en place collectivement une sobriété partagée et ce dans tous les domaines, y compris pour notre dernière heure. La deuxième vague de la pandémie repose [l'épineuse question du « tri » des patients](#) admissible en réanimation.

La priorisation, dans un système contraint, est inhérente à l'exercice de la médecine. Lorsque les premiers appareils de dialyse, les premières trithérapies sont arrivés, il a fallu choisir. En temps normal, déjà seuls les plus robustes (dont un sur cinq ne se relèvera pas) sont admis en « réa ». A plus forte raison avec le Covid-19. Des grilles aident à évaluer le degré d'autonomie d'un patient – « *peut s'habiller sans aide* », « *se nourrit sans aide sauf pour couper la viande* » – ou mesurer son « *score de fragilité clinique* ». Il est un autre tri qui ne dit pas son nom, c'est le refus d'accès à l'hôpital aux patients non atteints du Covid-19. « *Doit-on maximiser le nombre de vies sauvées, maximiser le nombre d'années de vie sauvées, ou maximiser le nombre d'années de vie qualitative sauvées ?* », interroge Frédérique Leichter-Flack.

Certaines personnes que nous saluons pour leur courage et leur exemplarité ont même pratiqué un auto-tri en refusant la réanimation. Voici l'essentiel des [commentaires sur lemonde.fr](#) :

Fredus : « Une vie égale une vie, la question de l'utilité sociale ne se pose pas » s'exclame Daniel Mathieu. Ce professeur de réanimation ferait bien de lire « Qui vivra, qui mourra – Quand on ne peut pas sauver tout le monde » de Frédérique Leichter-Flack. Le plus mauvais critère de tri, c'est la compassion.

Michèle de Dordogne : Pour les médecins, c'est dur d'avoir à choisir à qui donner sa chance quand il est impossible de réanimer tout le monde. Il faut rappeler cette cruelle vérité à tous ceux qui chouinent de ne pas pouvoir skier à Noël ou faire la nouba à la Saint Sylvestre.

PJV : Régis Aubry enseigne qu'il faut ajouter de la vie aux jours et non des jours à la vie,.

tom : même si c'est difficile à accepter, chacun peut comprendre la priorité en ce qui concerne les chances de survie. Et c'est pas de l'inhumanité c'est du bon sens face à une situation extrême. S'acharner sur quelqu'un qui a 80 ans et deux ans d'espérance de vie n'a pas de sens. D'ailleurs sans la médecine on en serait même pas là en espérance de vie... Ce que je dis est humainement inacceptable, j'en ai bien conscience, mais c'est très pragmatique... et logique.

Elie Arié : Toute médecine (pour en rester à ce domaine) est nécessairement un système de rationnement : la liste des médicaments remboursés implique une liste de médicaments non remboursés; le nombre d'hôpitaux, de médecins, etc., est nécessairement toujours et partout limité; les patients devant bénéficier de certaines prestations hors de prix font nécessairement l'objet d'un tri; le nombre d'organes à transplanter a beaucoup diminué depuis la baisse du nombre d'accidents de la route, etc. Il est étonnant qu'il ait fallu cette pandémie pour faire prendre conscience de ce problème qu'on préférerait ignorer.

SECTION ÉCONOMIE

J-P : les gouvernements « travaillent » très fort... à votre faillite ; il faut bien qu'ils justifient leurs salaires.



Un vaccin Covid-19 ne règlera pas les problèmes économiques

Publié le 9 décembre 2020 à 19:00:45 / 1 commentaire / 213 vues

L'arrivée prochaine de plusieurs vaccins contre la COVID-19 semble bouleverser à la fois les marchés actions, mais aussi celui de l'or. Le vaccin permettra-t-il de... Lire la suite



Vaccin... Messieurs les Anglais piquez les premiers !

Publié le 10 décembre 2020 à 14:00:27 / 0 commentaire / 4 vues

« Messieurs les Anglais, tirez les premiers. » Cette phrase est restée célèbre. Lors d'un siège mené par les Français près de Tournai le commandant de la... Lire la suite



Stopper l'injection de liquidités entraînerait l'effondrement instantané du système, ainsi que des marchés boursiers et obligataires.

Publié le 10 décembre 2020 à 10:00:12 / 0 commentaire / 185 vues

Il devrait être évident, même pour les banquiers, que l'ajout de sables mouvants ne fait qu'affaiblir davantage le système, car on ne peut pas

résoudre un... Lire la suite



L'explosion de la dette mondiale a augmenté les risques de façon exponentielle, mais il existe un problème bien plus grave encore...

Publié le 10 décembre 2020 à 06:00:31 / 0 commentaire / 864 vues

L'explosion de la dette mondiale a augmenté les risques de façon exponentielle, mais ce n'est pas le plus gros problème. La véritable bombe à

retardement est le... Lire la suite



Faut-il annuler la dette issue de la crise du Coronavirus ?

Publié le 10 décembre 2020 à 09:00:53 / 0 commentaire / 138 vues

Et si la BCE prenait en charge toute la dette liée au Covid ? Faut-il prendre au sérieux cette proposition signée Arnaud Montebourg ? L'analyse de Xavier Timbeau,... Lire la suite



Les marchés actions dans la dernière ligne droite de sur-euphorie

Publié le 10 décembre 2020 à 08:00:02 / 1 commentaire / 291 vues

Les récents sommets atteints par les actions ne sont pas confirmés par les indicateurs techniques. Le graphique trimestriel du Dow ci-dessous montre une divergence... Lire la suite



USA: A 2 doigts d'une crise pour les locataires et propriétaires ! Expiration imminente des aides ! Enorme vague d'expulsions à venir !!

Publié le 9 décembre 2020 à 22:39:39 / 0 commentaire / 283 vues

Le mois de janvier va être un enfer. Les petits propriétaires américains, ainsi que leurs locataires vont être en très grande difficulté sachant que les aides...



65% des Français estiment que leur niveau de vie va baisser

Publié le 9 décembre 2020 à 17:30:16 / 3 commentaires / 244 vues

Le moral des ménages en France est tombé en novembre à son plus bas niveau depuis la crise des gilets jaunes en décembre 2018, a rapporté jeudi l'Insee. 65% des... Lire la suite

Stopper l'injection de liquidités entraînerait l'effondrement instantané du système, ainsi que des marchés boursiers et obligataires.

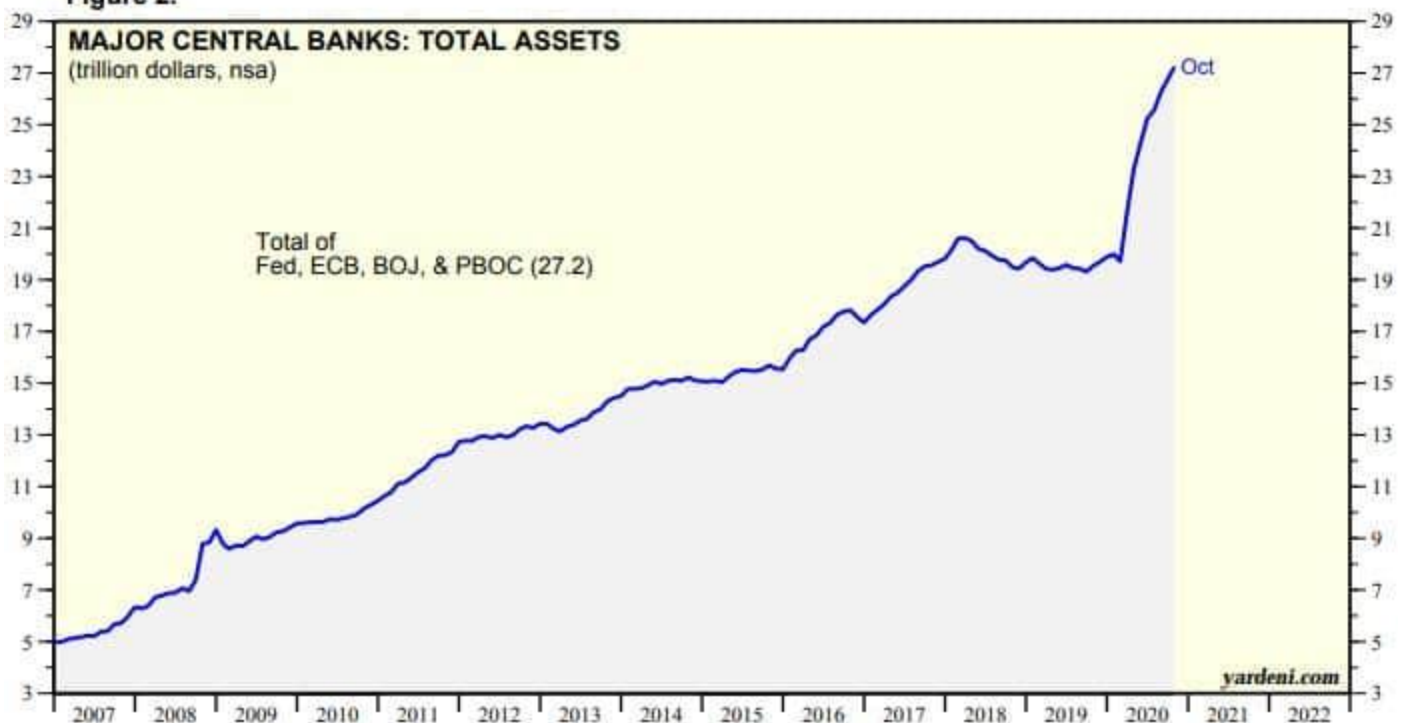
Source:or.fr Le 10 Déc 2020



Il devrait être évident, même pour les banquiers, que l'ajout de sables mouvants ne fait qu'affaiblir davantage le système, car on ne peut pas résoudre un problème avec les mêmes moyens qui en sont à l'origine. Mais ils n'ont pas d'autre solution. Fermer le robinet à argent entraînerait l'effondrement instantané du système, ainsi que des marchés boursiers et obligataires.

Le système bancaire était proche de s'effondrer en 2006, lorsque la dette mondiale s'élevait à 125 000 milliards \$. L'injection massive de sables mouvants, sous forme de monnaie papier sans valeur, donne l'impression que le système a été sauvé. Fin 2006, les quatre grandes banques centrales, la Fed, la BCE, la PBOC et la BOJ, avaient des actifs totaux de 5 000 milliards \$. Aujourd'hui, ils s'élèvent à 20 000 milliards \$, et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Les États-Unis, la zone euro et la Chine ont commencé à élargir leurs bilans au cours des derniers mois. Le Japon emboîtera certainement le pas. L'effet de levier des liquidités des banques centrales a eu pour conséquence de doubler la dette mondiale depuis 2006, pour la porter à 260 000 milliards \$.

Figure 2.



L'explosion de la dette mondiale a augmenté les risques de façon exponentielle, mais il existe un problème bien plus grave encore...

Source: or.fr Le 10 Déc 2020



L'explosion de la dette mondiale a augmenté les risques de façon exponentielle, mais ce n'est pas le plus gros problème. La véritable bombe à retardement est le marché des produits dérivés. La BRI à Bâle et les banques rapportent certainement mal le total des positions sur produits dérivés, que nous estimons à 1,5 quadrillion \$, voire plus de 2 quadrillions \$. Lorsque la pression s'abattra véritablement sur le système, il n'y aura plus de liquidités sur le marché des dérivés et donc la plupart de ces instruments nucléaires d'autodestruction ne vaudront rien. À ce moment-là, le QE pourrait atteindre les quadrillions alors que l'hyperinflation fera des ravages et que la monnaie papier retournera à ZÉRO.

Les banques ayant les plus grosses positions sur produits dérivés sont Deutsche, JP Morgan, Citigroup et Goldman Sachs. Ensemble, ils détiennent environ 200 000 milliards \$. La position réelle est probablement beaucoup plus élevée. Nous le découvrirons quand la crise commencera.

La déflation ne résout pas les problèmes causés par l'inflation passée

Frank Shostak 12/05/2020 Mises.org



Selon une opinion répandue, le rôle de la banque centrale est de s'assurer que l'économie suit un chemin de croissance économique et de prix stables. L'économie est perçue comme un vaisseau spatial qui s'écartera parfois de cette trajectoire.

En suivant ce mode de pensée, lorsque l'activité économique ralentit et s'écartera de la voie d'une croissance économique stable et de prix stables, il est du devoir de la banque centrale de lui donner un coup de pouce, qui la remettra sur les rails. Cette impulsion est donnée au moyen d'une politique monétaire souple, c'est-à-dire en abaissant les taux d'intérêt et en augmentant le taux de croissance de la masse monétaire.

joinrenew_button_mint.png

Rejoignez ou renouvelez aujourd'hui !

Inversement, lorsque l'activité économique est perçue comme "trop forte", il est du devoir de la banque centrale, pour éviter une "surchauffe", de "refroidir" l'économie en introduisant une orientation monétaire plus stricte. Cela revient à augmenter les taux d'intérêt et à ralentir les injections monétaires. On pense qu'un resserrement monétaire va placer l'économie sur une trajectoire de croissance économique stable et de stabilité des prix.

Par conséquent, en suivant cette façon de penser, il est tout à fait logique que la banque centrale surveille l'économie en permanence et procède aux ajustements nécessaires pour la maintenir sur une trajectoire de croissance stable. Il semble également qu'un resserrement de l'orientation monétaire pourrait compenser les effets de l'orientation monétaire laxiste antérieure.

Pourquoi une orientation monétaire restrictive ne peut pas effacer les effets d'une orientation facile

Une politique monétaire stricte ne peut pas annuler les effets négatifs de la politique souple précédente. Une politique monétaire plus stricte ne peut inverser la mauvaise allocation des ressources qui se produit lors d'une politique monétaire plus souple.

Selon Percy L. Greaves Jr. dans *The Causes of the Economic Crisis*, et d'autres essais avant la Grande Dépression,

Mises fait également référence au fait que la déflation ne peut jamais réparer les dégâts de l'inflation a priori. Dans son séminaire, il a souvent comparé un tel processus à un automobiliste qui a écrasé une personne et qui a ensuite essayé de remédier à la situation en reculant sur la victime. L'inflation brouille tellement les changements de richesse et de revenus qu'il devient impossible d'en défaire les effets. De même, les manipulations déflationnistes de la quantité d'argent sont tout aussi destructrices des processus de marché, guidés par des prix de marché, des taux de salaire et des taux d'intérêt sans entrave, que le sont ces manipulations inflationnistes de la quantité d'argent.

Une politique monétaire plus stricte, tout en étant susceptible de saper les diverses activités des bulles, est également susceptible de générer diverses distorsions, infligeant ainsi des dommages aux générateurs de richesse. Une orientation plus stricte reste une intervention de la banque centrale et, en ce sens, elle n'aboutit pas à une allocation des ressources conforme aux priorités des consommateurs. Il ne s'ensuit donc pas qu'une position plus stricte puisse inverser les dommages causés par la politique inflationniste.

Libérer l'économie de l'ingérence de la banque centrale dans les taux d'intérêt et la masse monétaire permettra d'arrêter le processus de destruction de la richesse. Cela va renforcer le processus de création de richesses réelles. Avec une plus grande réserve de richesse réelle, il sera beaucoup plus facile d'absorber les diverses ressources mal allouées. (Il faut toutefois noter que certaines ressources, de par leur nature, seront probablement beaucoup plus difficiles à absorber. Par exemple, la demande de certains biens d'équipement et de certaines compétences humaines pourrait disparaître ou s'affaiblir considérablement dans le nouvel environnement de marché libre).

Les politiques des banques centrales peuvent-elles maintenir l'économie sur une trajectoire de croissance stable ?

La plupart des experts sont d'avis qu'un obstacle majeur pour se mettre sur la voie d'une croissance stable et de prix stables est la fluctuation du taux des fonds fédéraux autour du taux d'intérêt neutre.

Le taux d'intérêt neutre, estime-t-on, est un taux compatible avec des prix stables et une économie équilibrée. Il est donc nécessaire que les décideurs politiques de la Fed réussissent à orienter le taux des fonds fédéraux vers le taux d'intérêt neutre. Selon ce point de vue, la principale source d'instabilité économique est la variabilité de l'écart entre le taux d'intérêt du marché monétaire et le taux d'intérêt neutre.

Dans ce cadre de pensée, le taux d'intérêt neutre est établi à l'intersection des courbes de l'offre et de la demande agrégées. Si le taux d'intérêt du marché tombe en dessous du taux d'intérêt neutre, l'investissement sera supérieur à l'épargne, ce qui implique que la demande globale sera supérieure à l'offre globale. En supposant que la demande excédentaire est financée par l'expansion des prêts bancaires, cela conduit à la création d'argent frais, qui à son tour pousse le niveau général des prix à la hausse.

À l'inverse, si le taux d'intérêt du marché dépasse le taux d'intérêt neutre, l'épargne sera supérieure à l'investissement, l'offre globale dépassera la demande globale, les prêts bancaires et le stock d'argent se contracteront et les prix baisseront. Par conséquent, lorsque le taux d'intérêt du marché est conforme au taux d'intérêt neutre, l'économie est dans un état d'équilibre et il n'y a pas de pressions à la hausse ou à la baisse sur le niveau des prix.

Le principal problème est que le taux d'intérêt neutre ne peut pas être respecté. Comment peut-on savoir si le taux d'intérêt du marché est supérieur ou inférieur au taux d'intérêt neutre ?

Bien que le taux d'intérêt neutre ne puisse pas être observé, les économistes estiment qu'il pourrait être estimé par divers moyens indirects. Afin d'extraire le taux d'intérêt neutre non observable, les économistes utilisent maintenant des méthodes mathématiques sophistiquées telles que le filtre de Kalman.¹ Dans le processus de détermination de la trajectoire de croissance stable, les économistes supposent l'existence de courbes d'offre et de demande globales. L'intersection de ces courbes génère ce que l'on appelle l'équilibre qui est censé correspondre à la trajectoire de croissance de la stabilité économique.

Mais la loi de l'offre et de la demande telle que présentée par l'économie populaire ne provient pas des faits de la réalité mais plutôt de la construction imaginaire des économistes. Aucun des chiffres qui sous-tendent les courbes de l'offre et de la demande ne provient du monde réel ; ils sont purement imaginaires. Selon Mises,

Il est important de réaliser que nous n'avons aucune connaissance ou expérience concernant la forme de ces courbes. (Human Action, p. 333)

Pourtant, les économistes débattent avec passion des diverses propriétés de ces courbes invisibles et de leurs implications sur les politiques du gouvernement et de la banque centrale.

Pourquoi l'équilibre général est une fiction

L'existence d'un équilibre général, tel que décrit par l'intersection entre la courbe de l'offre de l'économie globale et la courbe de la demande de l'économie globale, est discutable. L'économie en tant que telle n'existe pas en dehors des individus. Par conséquent, quelque chose qui n'existe pas ne peut pas tendre vers une sorte d'équilibre général. Le concept d'équilibre n'est pertinent que pour les individus.

L'équilibre dans le contexte du comportement conscient et délibéré d'un individu n'a rien à voir avec l'équilibre imaginaire tel que décrit par l'économie populaire. L'équilibre est établi lorsque les objectifs de l'individu sont atteints. Lorsqu'un fournisseur parvient à vendre son offre à un prix qui lui permet de réaliser un bénéfice, on dit qu'il a atteint un équilibre. De même, les consommateurs qui ont acheté cette offre l'ont fait pour atteindre leurs objectifs. Là encore, chaque individu, dans son propre contexte, atteint son équilibre lorsqu'il atteint son but.

Remarquez qu'en l'absence d'intervention de la banque centrale, le taux d'intérêt qui sera établi sera en accord avec les différents objectifs des individus. Ce taux d'intérêt reflétera les objectifs des individus et non les souhaits des planificateurs de la banque centrale. Ainsi, certains individus pourraient découvrir que le taux d'intérêt qu'ils devraient payer est bien inférieur à celui qu'ils sont prêts à payer. Pour d'autres, le taux d'intérêt du marché libre peut s'avérer beaucoup trop élevé. Par conséquent, ils se retrouveront hors du marché. C'est le prêteur marginal et l'emprunteur marginal qui fixent le taux d'intérêt du marché, et non l'intersection des courbes de l'offre et de la demande.

Or, une fois que des politiques sont mises en œuvre pour atteindre le taux d'intérêt neutre, qui est censé refléter le soi-disant équilibre général tel qu'établi par les modèles mathématiques, il est probable que cela soit en contradiction avec ce que le marché libre aurait établi. En conséquence, cela va générer une mauvaise allocation des ressources et l'affaiblissement du processus de création de richesse réelle, c'est-à-dire l'appauvrissement économique. En fixant le taux cible des fonds fédéraux, les décideurs politiques de la Réserve fédérale prétendent disposer des informations numériques sur le taux d'intérêt qui correspond au sentier de croissance d'une croissance économique stable et de prix stables.

L'échec de diverses économies à planification centralisée, comme celle de l'ex-Union soviétique, témoigne du fait que la tentative des autorités centrales de pousser l'économie vers la trajectoire de croissance dictée par les bureaucrates du gouvernement aboutit à un désastre économique.

NOTE :

1.

Thomas Laubach et John C Williams, "Measuring the Natural Rate of Interest" (document de travail, Conseil des gouverneurs du système de la Réserve fédérale, novembre 2001), <https://www.federalreserve.gov/pubs/feds/2001/200156/200156pap.pdf>. John C. Williams, "The Natural Rate of Interest", FRBSF Economic Letter, n° 2003-32, 31 octobre 2003, <https://www.frbsf.org/economic-research/publications/economic-letter/2003/october/the-natural-rate-of-interest/>.

Frank Shostak : Le cabinet de conseil de Frank Shostak, AppliedAustrianSchoolEconomics, fournit des évaluations approfondies des marchés financiers et des économies mondiales. Contact : e-mail.

« La Cour suprême humilie Trump... Vraiment ? »

par [Charles Sannat](#) | 10 Déc 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

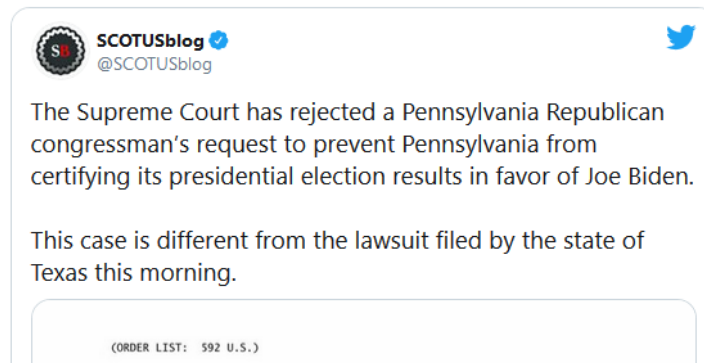
Comme vous le savez je me passionne pour ce qu'il se passe outre-Atlantique, parce que c'est potentiellement explosif en termes économique, politique et même géopolitique. Je me passionne également sur cette affaire parce que le traitement médiatique est assez ahurissant, ce qui montre d'ailleurs bien le potentiel explosif justement de cette histoire.

Il s'est encore passé des choses.

Ce matin je me réveille, et ma tendre épouse m'attend au pied du lit (elle se réveille toujours plus tôt que moi) avec son smartphone à la main, l'air victorieux, le regard provocateur ! Chéri, regarde ce que dit la presse ce matin » La Cour suprême inflige un revers cinglant à Trump », tu vois, il a perdu les élections, c'est Biden qui a gagné !

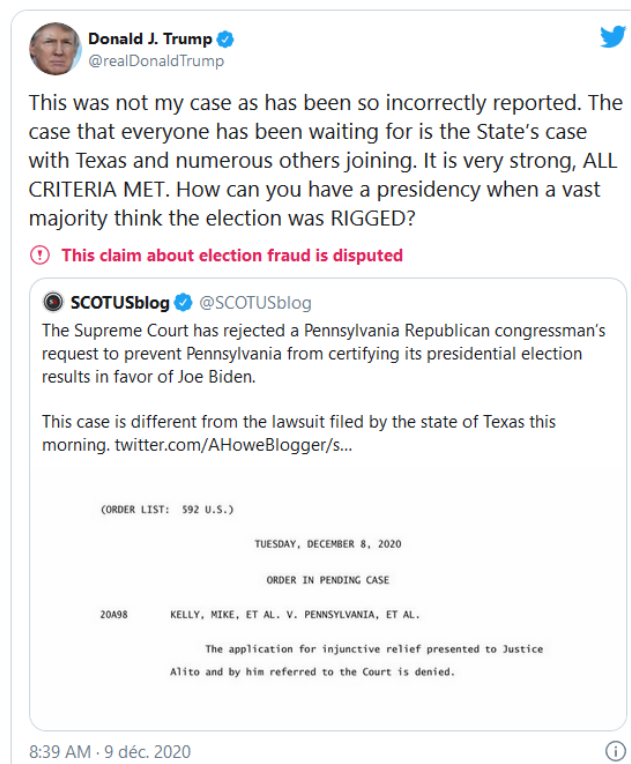
Le problème, c'est qu'au saut du lit, vous conviendrez que faire une docte analyse du droit constitutionnel américain n'est pas chose aisée... mais comme la veille j'avais un peu travaillé mon dossier jusqu'à très tard dans la nuit pour tout vous dire, j'explique entre deux bâillements et en frottant mes yeux embrumés à ma tendre épouse que je trouve ça plutôt logique, que la Cour suprême que nous appellerons SCOTUS (Pour Supreme Court Of The United States) est là pour se prononcer non pas sur le vol de l'orange du marchand et de savoir si Peter (Pan) qui est le présumé coupable est bien coupable ou pas, mais sur la constitutionnalité par exemple de ses droits, de la peine, de sa détention, etc...

Ici Scotus a bien rejeté la demande d'un élu républicain qui demandait à ce que les résultats des élections en Pennsylvanie ne puissent pas être certifiés. Mais ce n'est pas un problème constitutionnel puisque l'État concerné a bien le droit de certifier ce que bon lui semble sans que cela ne soit « inconstitutionnel » ce qui ne veut pas dire que ce soit honnête ou pas risqué de le faire juridiquement ! D'ailleurs le blog Scotus (indépendant de la vraie Scotus) écrit bien que ce cas est différent de l'affaire engagée par l'État du Texas qui entre temps a été rejoint par de nombreux autres États !



Entre temps, Trump a également mis un petit message.

Le voici.



Que nous dit Trump ?

Que le cas dont on parle n'était pas son affaire, ni une bien grosse affaire, et que la grosse affaire, celle que tout le monde attendait est celle de l'État du Texas accompagné par d'autres états car « tous les critères sont rencontrés ».

Entendez par là que cette saisie se fait effectivement sur la base de critères purement constitutionnels, et Scotus comme chez nous le Conseil Constitutionnel ne se prononce pas sur la culpabilité des justiciables mais sur... la constitutionnalité des choses !!! Cela n'a rien à voir, et c'est ce que l'on apprend en première année de droit pour celles et ceux qui ont fait leur droit!!

« Quand Scotus renversera le résultat de l'élection... »

Cette affirmation comme ce texte sont de Graham Summers qui est Senior Market Strategist chez Phoenix Capital Research, une société indépendante de recherche financière basée à Charlottesville, en Virginie. Au moins il est un peu américain et un peu en Amérique ! Pas comme moi. Voilà ce qu'il dit dans sa dernière lettre à laquelle je suis abonné :

« Comment et quand le SCOTUS renversera l'élection »

Préparez-vous pour un feu d'artifice.

L'État du Texas (ainsi que l'Alabama, l'Arkansas, la Floride, le Kentucky, la Louisiane, le Mississippi, la Caroline du Sud et le Dakota du Sud) poursuit les États de Géorgie, du Michigan, de Pennsylvanie et du Wisconsin devant la Cour suprême.

Le Texas fait valoir que ces quatre États ont violé la constitution lorsqu'ils ont adopté de nouvelles lois électorales pour permettre le vote par correspondance et d'autres modifications de leur processus électoral.

La Constitution des États-Unis stipule explicitement que seuls les législateurs des États, et NON les gouverneurs, les procureurs généraux ou les secrétaires d'État, peuvent modifier la manière dont les élections sont traitées.

Les médias restent assez discrets à ce sujet, ou tentent de faire croire que ce n'est rien, mais c'est un accord énorme. La Cour suprême a déjà inscrit l'affaire sur les registres, ce qui signifie que le CSCE va l'entendre.

Si le SCOTUS juge que la Géorgie, le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin ont effectivement violé la constitution (ils l'ont fait), alors soit :

1) Les votes qui étaient autorisés par les nouvelles lois sont rejetés.

Ou bien...

2) Les élections dans ces États deviennent nulles et non avenues.

Si le résultat est #1, alors le président Trump remporte les quatre États dans une écrasante majorité.

N'oubliez pas que les bulletins de vote par correspondance ont été massivement favorables à Biden (plus de 90 %). Si ces votes ne comptent plus, Biden perd des dizaines de milliers de voix dans les quatre États clés (sa marge de victoire n'est que de 1 % ou moins dans ces quatre États).

Si le résultat est #2, alors 62 votes du collège électoral disparaissent du décompte des votes.

Cela signifie que PERSONNE n'atteint les 270 votes du collège électoral requis pour remporter l'élection et que l'élection se déroule au Congrès conformément au 12^e amendement.

Là, la Chambre des représentants vote pour le Président sur la base d'un vote par État. Le GOP compte 26 États, les démocrates 24.

Cela signifie encore une fois que Trump remporte l'élection.

Vous pouvez être furieux autant que vous voulez, mais c'est la loi. Le fait que les médias ne se donnent pas la peine d'expliquer cela révèle seulement qu'ils ignorent le fonctionnement des élections aux États-Unis ou qu'ils sont tellement partiaux qu'ils ne peuvent pas se donner la peine de considérer un résultat dans lequel Biden ne gagne pas.

Alors, comme je l'ai dit... préparez-vous à un feu d'artifice. Les chances que le président Trump gagne réellement l'élection sont les plus élevées qu'il ait jamais eues depuis l'élection elle-même ».

Trump peut donc parfaitement gagner juridiquement parlant. Cela n'est pas du tout impossible. Cela peut ouvrir une période de grandes difficultés aux États-Unis et donc pour le monde entier.

Encore une fois, je ne sais pas si cela VA arriver, et je me garde bien d'exprimer des certitudes ou de doctes vérités que d'autres en revanche répandent de manière totalement fausse ! Tenez regardez par vous-même !



Présidentielle américaine : la Cour suprême inflige un revers à Donald Trump

Il y a 7 heures



FRANCE 24

Présidentielle américaine : la Cour suprême inflige un cinglant revers à Donald Trump

Il y a 13 heures



Le Monde

La Cour suprême inflige un nouveau revers judiciaire à Donald Trump, qui refuse toujours de reconnaître sa défaite

Il y a 14 heures



20

Présidentielle américaine : La Cour suprême coule les derniers espoirs de Donald Trump

Il y a 8 heures



Quant au dernier message de Laurence Haim l'envoyée spéciale en contrée américaine... le voici !



LAURENCE HAIM
@lauhaim



Ca continue avec 81 millions de voix Biden /74 millions Trump
306 grands électeurs Biden/ 232 Trump.

MAIS Trump refuse de concéder, a reparlé hier "d'un second mandat Trump". Le Texas demande à la Cour Supreme de déclarer dans des etats swings l'élection inconstitutionnelle

9:02 AM · 9 déc. 2020



Il est confondant.

Car le problème n'est pas le nombre de voix.

Le problème est encore moins le nombre de grands électeurs.

Le problème EST la constitutionnalité ou pas de ces élections.

Je rappelle que même en ex-Urss une République, le secrétaire général était élu avec 99 % des voix !

La différence entre une démocratie et une dictature tient souvent à de simples principes écrits sur ce que l'on appelle des Constitutions.

Et c'est dans ces cas-là que le respect de la Constitution peut tout changer, que cela plaise ou non.

L'heure décisive arrive, elle approche.

Le monde retient son souffle.

Je me demande comment ma femme me réveillera demain matin !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Vaccin... Messieurs les Anglais piquez les premiers !



« Messieurs les Anglais, tirez les premiers. » Cette phrase est restée célèbre. Lors d'un siège mené par les Français près de Tournai le commandant de la compagnie de tête des gardes anglaises a lancé : « Messieurs des gardes françaises, tirez. » Le commandant des gardes françaises lui répondit : « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers. Tirez vous-mêmes. ».

Alors de manière un peu moins flamboyante, nous sommes très heureux de pouvoir dire à nos amis Anglais, piquez les premiers et vaccinez-vous d'abord, nous vous regardons !

Pour éviter tout complotisme ou accusation anti-vaccinale, je vais me permettre de citer télé-Macron, à savoir BFM ce qui « vaut » dans notre monde étouffant au niveau de l'information. En plus je précise que I love vaccin, J'aime les vaccins. Nous sommes dans le pays de Pasteur, alors j'aime encore plus je love des vaccins. Je veux me faire piquer (voilà j'ai pris toutes les précautions pour la police de la pensée qui peut désormais fichier nos « opinions »).

La MHRA c'est l'agence britannique de régulation du médicament, le machin le plus officiel qui soit donc. Et après quelques injections pas très réussies ni super satisfaisantes, voici ce qu'ils écrivent :

« Toute personne ayant eu par le passé une importante réaction allergique à un vaccin, un médicament ou à un aliment (illustrée par des antécédents de réactions de nature anaphylactoïde ou une obligation d'être muni d'un auto-injecteur d'adrénaline) ne devrait pas se voir administrer le vaccin Pfizer/BioNTech. Des salles de

réanimation devraient être disponibles à tout moment pour toutes vaccinations. La vaccination devrait pouvoir être administrée uniquement dans des établissements où des mesures de réanimation sont disponibles. »

Hahahahahahaha... Une salle de réanimation partout où on pique, ça donne envie hein, les amis !!!
Hahahahahha, mais quel humour. Décidément, notre quotidien est truculent avec cette pandémie.

Il faut dire qu'entre temps, « deux personnels du Service national de santé du Royaume-Uni, avec de lourds antécédents allergiques, disent avoir eu une réaction allergique au vaccin de Pfizer », et vu qu'ils n'ont pas encore vacciné des millions de personnes, deux problèmes sur pas beaucoup de cas, ce n'est pas très bon signe.

Il est donc urgent d'attendre, et comme nous l'enseigne l'histoire, il est toujours pertinent de laisser les Anglais tirer ou piquer les premiers !!

Courage fuyons !

Charles SANNATSource [BFM TV ici](#)

Un univers aux rendements encore plus faibles pour Lyxor AM

Pour Lyxor AM « l'année 2021 devrait être globalement favorable aux actifs risqués avec la sortie de la crise sanitaire mais les investisseurs ne s'en dirigent pas moins vers un univers dans lequel les rendements seront structurellement plus faibles ».

Pour Florence Barjou, directrice des investissements de Lyxor filiale de la Société Générale, « il y aura un retour cyclique à la normalité l'an prochain mais ensuite, on converge vers un environnement de croissance très modeste avec des taux qui vont demeurer très bas pendant très longtemps ».

« On a sauvé l'économie aujourd'hui mais cela va se faire au prix de rendements anticipés futurs pour les classes d'actifs traditionnelles qui vont être plus faibles que ceux que l'on a connus au cours des années passées ».

« Nous sommes bien conscients que nous pourrions encore avoir à court terme des nouvelles négatives sur le front de la crise sanitaire et de la croissance mais nous considérons que nous avons suffisamment d'éléments fondamentaux positifs pour pouvoir mettre en place une exposition plus positive pour l'année prochaine ».

Au mieux les taux, resteront très bas, anémiques. C'est une évidence.

Ils pourraient même devenir de plus en plus négatifs, en particulier en Europe où il faudra bien payer la dette, j'y reviendrais sans doute dans une vidéo du grenier.

Pour le reste elle explique fort bien que malgré le fait que la crise ne soit pas terminée (du côté sanitaire) avec les vaccins qui sont là, tous les marchés achètent la fin de la crise. Dans 3, 6 ou 9 mois peu importe, car sur les 30 vaccins en cours, il y en a bien un qui va marcher... donc on achète les actions !

C'est un raisonnement d'assez courte vue, car la crise économique, elle n'a pas encore commencé et elle fera des dégâts sur les profits et les cours de bourse, qui resteront tout de même élevés puisque les taux resteront très bas... Bref, nous aurons des corrections sur les marchés et il faudra sans doute en profiter pour acheter quelques belles valeurs.

Charles SANNAT

Demain jour de BCE: allez-y endettez vous que diable!

Bruno Bertez9 décembre 2020

Lagarde annoncera jeudi les dernières décisions de politique monétaire de la Banque centrale européenne.

Le message de celle qui se prétend être une chouette – pas au sens de chouette, jolie mais au sens qui voit loin- délivrera un message de pure colombe. Elle ne craint plus les faux faucons allemands.

Il se résumera à ceci: endettez-vous, ne vous inquiétez pas de la hausse des ratios d'endettement, l'argent va couler à flots, il sera gratuit pendant longtemps, très longtemps.



Allez-y! Sforza!

Elle espère ainsi faire baisser un peu l'euro, mais peut être ira-t-elle un peu plus loin avec une ou deux remarques traîtresses car à la BCE on ne craint plus d'être visé par les Tweets incendiaires de Trump.

Lagarde et d'autres décideurs politiques de la BCE comme Schnabel dont j'ai publié un entretien il y a quelques jours, ont signalé ces dernières semaines qu'ils allaient augmenter les largesses .

Les mesures devraient inclure un élargissement des principaux outils de lutte contre la crise de la BCE: achats de davantage d'obligations pendant une durée encore plus longue, financement des banques à des taux d'intérêt très négatifs pour qu'ils maintiennent ouverts les robinets du crédit.

L'augmentation de la dette est considérée comme indispensable a expliqué Schnabel, en raison de la rechute des économies et des risque de 3 e vague. Par ailleurs la BCE prévoit que le marasme économique durera plus longtemps que la pandémie. Et puis la situation de l'Italie est très mauvaise, celle de l'Espagne ne vaut pas mieux.

On va imiter la Fed et la BOJ

La BCE selon toute vraisemblance va contrôler la courbe des taux ; elle va augmenter la répression des épargnants et des caisses de retraite afin de financer à moindre coût les dettes des gouvernements. Faute de faire du fiscal on fait du quasi fiscal.

Les épargnants et leurs caisses financent le gouvernement gratuitement ce qui évite de poser trop tôt la question de la hausse des impôts.

Selon toute vraisemblance comme la BCE est suiviste et n'a aucune idée originale elle va s'orienter non plus vers un objectif d'inflation de près de 2%, mais vers une moyenne, ce qui croit-elle lui permettra de laisser le dispositif monétaire laxiste en place plus longtemps. *«les conditions de financement resteront exceptionnellement favorables aussi longtemps que nécessaire»*, a-t-elle affirmé.

Le programme d'achat d'urgence en cas de pandémie (PEPP) de 1,35 trillions d'euros d'obligations prévu jusqu'en Juin sera augmenté et bien sur, il sera étiré sur une plus longue période. Une bonne louche de 500 milliards de plus devrait faire l'affaire! Avec un calendrier jusqu'en 2022, pourquoi pas! Il reste encore 600 milliards d'euros à dépenser mais à la BCE on a peur de manquer. Pourquoi se priver, avec la monnaie ce sont les autres, tous les autres qui paient.

Le contrôle des rendements et des spreads devrait suffire à maintenir l'appétit pour le risque/jeu c'est à dire la tendance haussière des bourses. Cela permettra de dissimuler la situation réelle du bilan des banques.

Les opérations de refinancement des banques à plus long terme (TLTRO) seront probablement prolongées. On parle d'un taux d'un taux hyper avantageux pour les banques qui augmenteraient les prêts aux petites entreprises.

La certitude d'un ralentissement au quatrième trimestre signifie que la BCE va abaisser ses perspectives de croissance pour l'an prochain. En revanche elle pourra jouer sur les perspectives à plus long terme, cela n'engage à rien.

L'incertitude prévaut sur la question de l'inflation. La BCE réduira-t-elle ses prévisions d'inflation. Ce ne serait pas forcément opportun.

Le Grand Reset n'est pas un mythe, c'est une entreprise scélérate

Bruno Bertez 10 décembre 2020



Le Grand Reset n'est pas un mythe, c'est une entreprise scélérate menée par des gens qui, provocateurs, étalent leur visées secrètes en pleine vue et en plein jour.

C'est la lettre volée de Poe, cela crève tellement les yeux qu'on ne la voit pas.

Le Grand Reset à la sauce Davos c'est la fin de l'idée de démocratie comme horizon politique; c'est une forme de république oligarchique globale éclairée par le pseudo savoir celui que l'on croit posséder par la technologie magique.

C'est pourri, archi pourri car cela pue le sacrifice de générations entières à l'image ce qui s'est passé avec Staline ou Mao. Le progrès consiste en cela que l'on peut génocider des populations, remplacer des peuples par le soft, sans faire couler le sang.

Le vrai enjeu c'est la liberté, la dignité, l'authenticité de vos vies, les vôtres.

Lisez ce texte et lisez ceux de Liliane HeldKhawam.

Ne confondez pas l'initiative du Grand Reset avec la vieille lune du Nouvel Ordre Mondial, ce sont deux choses très différentes.

Ne confondez pas non plus avec l'attente des Évangéliques et la prophétie de l'Ancien Testament, l'Armageddon, c'est encore autre chose.

Eh oui, c'est compliqué!

Le Great Reset ou l'instrumentalisation politique de la pandémie



Jusqu'ici, le Great Reset s'est essentiellement présenté comme un ouvrage de "vision", de prospective, qui indique la ligne à atteindre : un régionalisme mondial avec des coopérations entre régions pour tourner la page de l'Etat-nation, un modèle d'économie écologique qui préserve les intérêts constitués du grand capital, une conception très dirigée de la société, où la surveillance prend le pas sur la liberté. Mais le Great Reset ne nous dit rien sur la façon de parvenir à cette société rêvée qui nous est décrite.

Le "comment", c'est-à-dire le mode d'emploi à suivre pour accéder à la société du Great Reset est décliné dans les chapitres qui suivent, à commencer par le chapitre 5 que nous analysons maintenant, qui traite de la "Grande Réinitialisation environnementale". Il ne s'agit plus ici de savoir où aller, mais quel chemin suivre pour partir de là où nous vivons aujourd'hui, pour arriver au monde de demain. C'est maintenant que la question écologique prend tout son sens. Nous nous sommes interrogés précédemment sur les raisons profondes de la conversion de Davos à l'écologie. Nous avons éprouvé quelques peines à suivre le fil logique de ce mouvement, même si nous avons souligné que les nouveaux modes de consommation induits par l'écologie, en particulier l'économie circulaire, apparaissaient sans doute comme le pis-aller acceptable pour sauver un modèle de profit dans les sociétés de demain. Mais il nous manquait une grande vision, une grande compréhension de cette conversion opérée par tout ce que le monde compte d'intelligence commerciale.

Cette grande intuition du "pourquoi" apparaît plus clairement dans le chapitre que nous abordons. Là encore, Malleret et Schwab sont fidèles à leur pensée labyrinthique qui suggère les choses sans jamais les dire. Mais si nous prenons le temps de reconstituer leur raisonnement, nous voyons apparaître le chemin de crête qu'ils ont parcouru pour formuler leur étrange raisonnement. Nous allons tenter de le restituer ici.

Une pensée tournée vers la gestion des risques

Nous avons déjà remarqué, sur la question des inégalités, que la pensée de Malleret et Schwab ne s'ordonne pas autour d'un impératif catégorique au sein kantien du terme : on ne trouve pas ici un raisonnement de l'ordre de ce qu'il faut faire, de ce que le devoir moral nous imposerait de réaliser ou d'écarter. Schwab et Malleret procèdent autrement : ils examinent ce que l'histoire impose, ce qui est inévitable, ce qui est évitable, et tente de redéfinir leurs objectifs et leurs intérêts au vu de ce que ce grand mouvement de la société des hommes nous réserve probablement sans que nous y puissions grand-chose.

La pensée du Great Reset n'est donc pas une pensée du devoir moral, mais plutôt une pensée du risque : que risque-t-il de nous arriver qui ne soit pas dans nos intérêts, et éventuellement comment le combattre ou comment le transformer en opportunité ? Dans leur analyse, Schwab et Malleret identifient trois risques majeurs qui déterminent l'avenir des sociétés occidentales : le réchauffement climatique, l'effondrement de notre écosystème et la pandémie. Pour les auteurs du Great Reset, ces trois "piliers" permettent de cartographier les éléments fondamentaux de l'histoire de demain. Dans leur esprit, l'Occident aura à se battre contre ces trois dangers, et notre destin est désormais lié à notre capacité à relever ses défis en même temps.

Sur cette triade, il n'est pas inutile de s'appesantir un peu, car un petit procès d'intention sans grande audace nous permet de soupçonner Schwab d'accorder plus d'importance ou de gravité à l'effondrement de "l'écosystème" qu'aux deux autres risques. Les adeptes du Forum de Davos peuvent bien entendu être des amoureux de la nature. On peut toutefois supposer que leurs intérêts vitaux passent beaucoup plus immédiatement par la préservation d'une organisation économique qui leur profite, plutôt que par la promotion d'un modèle de développement où leurs déplacements en jet privé ou en voiture polluante seraient vécus comme des agressions en bonne et due forme contre l'avenir de l'espèce humaine.

Ce qui est intéressant dans leur démarche, c'est la profonde corrélation qui est établie entre au moins deux termes du problème : le réchauffement climatique risque de précipiter l'effondrement de notre écosystème, comme l'annoncent les collapsologues. Il ne faut donc pas lutter contre le réchauffement climatique parce qu'on aime la nature, mais pour empêcher une catastrophe qui balayerait le capitalisme. Une fois de plus, la clé du raisonnement du Great Reset se trouve dans la grande stratégie défensive du profit, et des efforts qu'il faut faire pour préserver un modèle menacé par les changements de consommation. Au fond, la nature n'a pour intérêt premier que l'arrière-fond qu'elle offre à la prospérité de certains humains, en particulier de ceux qui fréquentent le Forum de Davos. En ce sens, tout ce qui menace la nature menace le forum, et devient donc un enjeu.

Sous ce prisme, on décodera donc certaines phrases imprudemment lâchées dans un livre qui prend pourtant soin de brouiller les pistes. Par exemple : "les petits gestes individuels (consommer beaucoup moins, ne pas prendre la voiture ou l'avion) sont de peu d'importance comparés au volume d'émissions générés par l'électricité, l'agriculture et l'industrie, les "gros émetteurs" qui ont continué à travailler durant les confinements"¹⁸. Cette remarque est intéressante, parce qu'elle souligne la vraie préoccupation en creux de Malleret et Schwab. Au fond, la lutte contre le CO2 ne dépend pas des comportements individuels, mais du modèle de développement économique que nous suivons ou suivrons. Tant que nous aurons des usines, des avions, des centrales électriques, des systèmes agricoles hyper-industrialisés, nous produirons des gaz à effet de serre en quantité déraisonnable, que la population se serre la ceinture ou non. Raison de plus pour penser dès maintenant la mutation du modèle, tout en ne ménageant aucun effort pour rendre le plus supportable possible la transition que nous entamons.

Le Great Reset vise donc à anticiper avant tout l'effondrement général dû à une mauvaise gestion du risque climatique. Et dans ce cadre, les gouvernements doivent à la fois organiser l'évolution du système économique et mobiliser les populations autour de cet enjeu. Simplement, comme le soulignent Schwab et Malleret, le risque

climatique, comme le risque “collapsologique”, sont des risques longs et difficiles à cerner pour les populations. Ils font donc difficilement levier pour justifier une accélération du temps et des réformes douloureuses.

L'intérêt du risque pandémique

De ce point de vue, le risque pandémique est beaucoup plus commode que le risque climatique ou écosystémique. Il est immédiatement perceptible et compréhensible par les populations. On peut attraper le virus. On peut tomber malade. On peut en mourir, au besoin intuber pendant plusieurs jours, en état de détresse respiratoire avancée. Voilà qui est concret, visible, et dissuasif.

Le COVID-19 possède donc une vertu : il est incontestablement visible et menaçant. Après tout, dans l'hypothèse d'un réchauffement climatique, nul ne sait quand son bout de jardin ou son petit bout de paradis sur terre sera submergé par les tempêtes, les criquets, ou les eaux. Avec le virus, le danger est immédiatement perceptible, et d'une gravité suffisante et suffisamment urgente pour que chacun soit obligé de réagir tout de suite. “Alors que, face à une épidémie, une majorité de citoyens sera d'accord avec la nécessité de mesures liberticides, ceux-là résisteront à des mesures contraignantes dans l'hypothèse de risques environnementaux où l'évidence peut être contestée”¹⁹. Schwab et Malleret n'ont ici pas besoin de développer la totalité de leur argumentation pour que l'on comprenne la mineure du raisonnement : l'épidémie permet de faire passer des mesures d'urgence impossibles à imaginer avec le risque climatique.

Donc... si l'on profitait de l'épidémie pour prendre des mesures qui accélèrent la transition énergétique.

Ces mesures peuvent être imposées sous une forme directe ou indirecte. Dans la forme directe, il s'agit, par exemple, de financer le développement d'une industrie verte. Dans la forme indirecte, il s'agit, par le truchement du confinement par exemple, d'imposer des modes de consommation différents qui préparent le sauvetage de notre écosystème. “Aller moins souvent au travail, pratiquer plus le télétravail, faire du vélo ou marcher plutôt que de conduire pour garder l'air de nos villes aussi pur que durant le confinement, voyager plus près de chez soi : tout cela, cumulé en masse, permettrait de réduire les émissions de carbone”²⁰. On comprend le cheminement de la réflexion : et si on utilisait le confinement pour imposer un mode de vie plus écologique ? Si l'on utilisait le risque immédiat de la pandémie pour gérer le risque plus durable, plus complexe, du réchauffement climatique, en imposant les bons réflexes au nom de la santé ?

L'instrumentalisation économique de la crise sanitaire n'est ici pas un mystère et, à coup sûr, elle ne manquera pas de nourrir les procès “conspirationnistes” qui sont dressés contre le Great Reset. L'épidémie est l'occasion d'une remise à plat économique radicale, au nom de la santé, même si la santé n'y est pour rien.

Pandémie et casuistique du pouvoir

On lira avec amusement la casuistique que Schwab et Malleret dressent des différentes façons de gérer le virus et la pandémie, pour en tirer le meilleur parti politique. Pour se régaler, on lira l'ouvrage des pages 110 à 113, où les quatre attitudes possibles sont décrites comme s'il s'agissait d'un mode d'emploi IKEA.

Ainsi, Schwab et Malleret mettent en avant la stratégie du “leadership éclairé”, qui consiste à instrumentaliser sans vergogne l'épidémie pour préparer un changement de modèle économique. Nous citons, en exergue de ce chapitre, le passage que les deux auteurs consacrent à ces “visionnaires”, avec cette mention forte : “Ils feront en effet “bon usage” de la pandémie en ne laissant pas la crise la gaspiller”²¹. On comprend bien ce que cela signifie : ces dirigeants éclairés exploiteront toutes les possibilités offertes par la pandémie pour modifier leur modèle de société. Ce peut par exemple être l'occasion de développer des énergies propres. Nous ne sommes pas ici très loin de l'inspiration très française du plan de relance, où le développement de l'hydrogène occupe la part belle...

Mais le Great Reset propose des usages alternatifs ou plus modérés de la pandémie. Ainsi en va-t-il de la simple prise de conscience du risque : l'épidémie permet de mesurer le risque auquel nous nous exposons en ne suivant pas les avis scientifiques. Le "COVID-19 nous a prouvé avec évidence que nous ignorons la science et l'expertise à notre propre péril, et que les conséquences de nos actions collectives peuvent être considérables"²². Là encore, ce passage nourrira des angoisses complotistes. Ainsi donc, l'omniprésence des médecins, des scientifiques, dans les media mainstream, dans les comités Théodule réunis par les gouvernements pour décider de confiner les populations, ferait partie d'une stratégie globale de communication destinée à nous convaincre qu'une société conduite par des scientifiques fonctionneraient mieux qu'une société conduite par des élus ?

Un autre volet d'utilisation que Schwab et Malleret proposent de faire de l'épidémie ne manquera pas, lui non plus, de faire réagir tout ce que l'opinion publique compte de complotistes : l'épidémie est l'occasion de changer les comportements ordinaires des individus. Le cas typique de cette rupture est produit par le télétravail. Cette nouvelle façon de travailler remporte toutes les faveurs des concepteurs du Great Reset, officiellement parce qu'elle serait plus écologique. Mais... l'ensemble de l'argumentation est loin d'être expliqué ici.

Dans tous les cas, on voit comment le Great Reset ne cache pas sa volonté d'instrumentaliser l'épidémie pour modifier les comportements individuels, y compris sur un plan professionnel.

Au cœur de l'instrumentalisation du risque épidémique

Globalement, le Great Reset environnemental qui est proposé par Schwab et Malleret porte donc assez mal son nom. Selon la structure relativement peu homogène du livre que nous avons évoquée dans les premiers chapitres, la vision environnementale du Great Reset consiste essentiellement à promouvoir l'économie circulaire, sans beaucoup d'autres détails. Certains y verront d'autant mieux une forme d'écologie superficielle qu'elle vise à promouvoir les structures de profit acquises jusqu'ici.

Mais sous l'étiquette de Great Reset environnemental, les auteurs ne placent pas de l'écologie, mais de l'instrumentalisation de l'épidémie pour accélérer des mesures prétendument écologiques. Chacun en pensera ce qu'il en voudra, mais une évidence s'impose : les gouvernements européens ne sont pas forcément soupçonnés à tort d'utiliser le confinement pour procéder à des modifications autoritaires de nos modèles de société. Cette idée, cette intention, cette ruse leur est peut-être venue spontanément, mais elle a été au moins renforcée, confirmée, étayée, théorisée, par les acteurs du Forum de Davos.

Après demain sera sombre, très sombre. Stagflation?

Bruno Bertez 10 décembre 2020



Les autorités sont pour l'instant focalisées sur les aspects offre et demande de nos économies. Cela c'est l'aspect activité à court terme.

Redresser cette activité en distribuant de la monnaie tombée du ciel , du crédit gratuit et en creusant les déficits budgétaires permet grâce au multiplicateur keynésien de limiter les dégâts.

Mais le court terme n'a qu'un temps, il ne dure pas, même s'il y a des crétins qui croient que le long terme n'est qu'une somme de courts termes.

Sur le long terme ce qui compte pour rétablir la croissance, ce sont deux choses qui en fait n'en font qu'une : la rentabilité et l'investissement.

La croissance vraie, auto-entretenu s'enclenche quand la rentabilité est jugée satisfaisante et qu'elle déclenche des dépenses d'investissement lesquelles créent de l'embauche et permettent de distribuer des revenus .

Andrew Kenningham, économiste en chef pour l'Europe chez Capital Economics, a prévu que les investissements des entreprises de la zone euro chuteraient de 24% sur un an en 2020, contribuant à une contraction prévue de plus de 10% du PIB.

Au premier trimestre, la France a enregistré sa plus forte contraction de la formation brute de capital fixe, -une mesure de l'investissement privé et public, jamais enregistrée.

La contraction de l'Espagne a également atteint des niveaux presque records, selon les données préliminaires de leurs bureaux nationaux de statistique.

En Europe, les fabricants de biens d'investissement – ceux utilisés comme intrants pour la production d'autres biens et services, tels que des machines, des camions et des équipements – ont été les plus touchés par l'activité, selon les données officielles.

En Allemagne, la production de biens d'investissement a chuté de 17 pour cent en mars par rapport au mois précédent, soit plus du double de la baisse de la production de biens de consommation.

La France et l'Espagne ont enregistré des différences encore plus importantes

Une faible rentabilité et une dette croissante sont les deux causes du marasme européen. La faible croissance de l'investissement productif, des revenus réels et du commerce dans lesquels l'Europe est enfermée depuis la dernière décennie n'ont pas d'autre origine: faible rentabilité et faible taux d'investissement.

Les bureaux d'études sont en train d'abaisser encore les estimations du potentiel de croissance à long terme des économies européennes , on va descendre sous les 1%.

Autant dire que les tensions sur la répartition des revenus vont être fortes et peu propices à la confiance. On comprend que Macron renforce les lois pour réprimer par la force la crise sociale future.

Rien ne va s'arranger avec la crise: les dettes explosent, les gouvernements s'opposent plus ou moins aux licenciements et aux faillites car ils ont peur , les zombies se multiplient. La politique empêche d'ajuster les économies et il y a fort à parier que sur des corps sociaux malades comme les nôtres il y a peu de chances que l'on puisse faire/demander l'effort de remettre l'appareil de production européen en ordre de marche.

Dans la pandémie, les gouvernements et les banques centrales paniquent , ils doublent les politiques de Gribouille, soutenues par un chœur d'approbation des keynésiens de différentes teintes (MMT et tout), dans l'espoir injustifié que cela réussira à relancer les économies après les verrouillages. Des simples comme Bruno Le Maire vont jusqu'à prétendre que la croissance permettra de payer les dettes et d'éviter les hausses d'impôts!

Le scénario des bienpensants a peu de chance de se produire car le moteur des économies c'est la rentabilité et la rentabilité restera faible tandis que les dettes augmenteront, alimentées par l'énorme expansion du crédit.

Les économies européennes resteront déprimées, et seront même éventuellement victime d'une hausse de l'inflation, de sorte que cette nouvelle jambe de dépression se transformera en stagflation.

Pour le nième fois un graphique qui résume la crise.

Ci-dessous vous avez le taux de profit en pourcentage du GDP, vous remarquez la baisse, baisse très prononcée en France.

Profits après taxes, intérêts et dividendes (en % du PIB valeur)



Sources : Datastream, Insee, Eurostat, Natixis

En fait la tendance à la chute du taux de profit est nette depuis le début des années 60/70 ce qui a rendu nécessaire le lancement du néo-libéralisme comme frein à la chute des profits à cette époque.

Le graphique ci-dessus est très généreux et il donne une mauvaise image de la situation du système européen; la situation réelle est bien pire!

En effet le ratio de capital sur le GDP monte, monte: il faut de plus en plus engager de capital pour obtenir un euro de GDP. La composition organique du système s'accroît mais en plus la masse de capital fictif s'envole avec la crise qui inflame les marchés boursiers.

Le coût en capital productif et fictif, c'est dire le boulet à trainer pour obtenir un point de croissance du GDP s'alourdit, ce qui par conséquent fait ressortir un effondrement de la rentabilité réelle c'est dire de la rentabilité calculée comme ratio du profit divisé par la masse de capital qui prétend se l'attribuer.

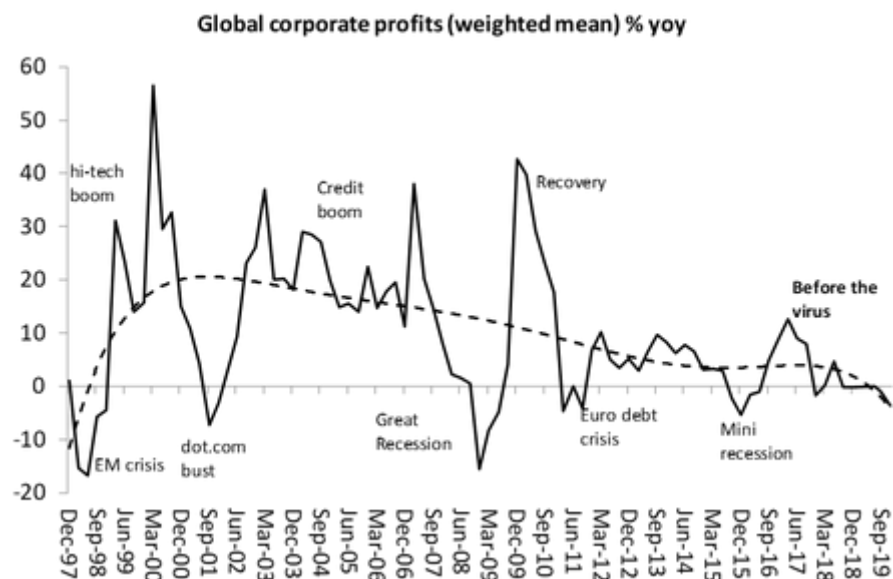
Selon toute probabilité, compte tenu de ses soutiens et de ce qu'il leur doit Macron va tenter de poursuivre/repandre la politique qu'il mène depuis le début de son mandat:

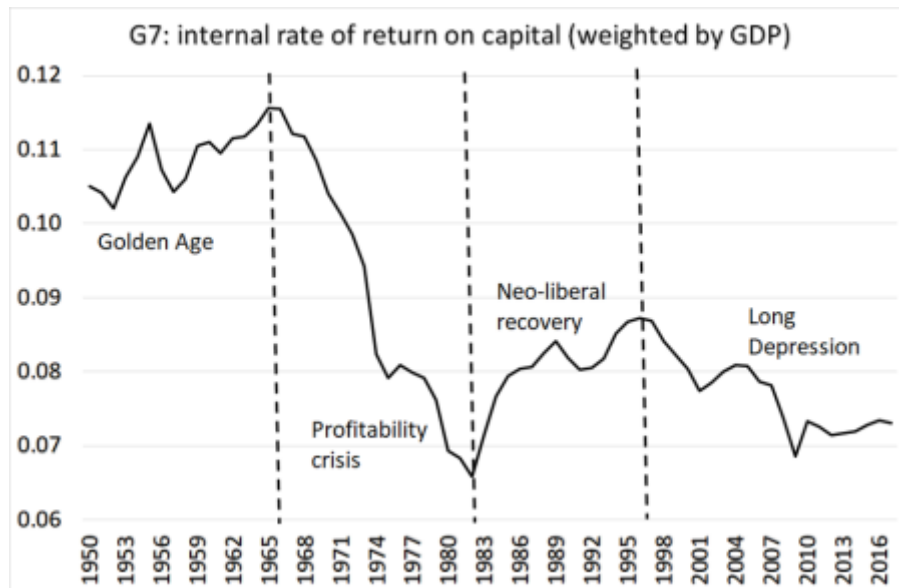
- baisser les salaires en réel
- confisquer les gains de productivité
- rompre le contrat social
- obtenir une hausse des prix plus forte qui rogne le pouvoir d'achat
- détruire les revenus de transfert, les retraites, les soins de santé, d'éducation
- renforcer l'immigration qui pèse sur les bas salaires,
- spolier l'épargne et faire en sorte qu'elle ne soit plus rémunérée
- faire venir l'épargne des pauvres en bourse
- rester encore plus dépendant de l'Allemagne

Comme disait la célèbre Geneviève Tabouis ,attendez-vous à savoir : ...que les années a venir, au dela de 2022 seront encore plus sombres.

En prime

Le problème de long terme de nos systèmes: le profit.





D'autres mauvaises nouvelles pour Main Street

Brian Maher 4 décembre 2020



Le rapport de novembre sur le chômage est sorti ce matin...

Une enquête du Dow Jones auprès des économistes avait prévu 440 000 nouveaux emplois pour le mois de novembre. Le chiffre réel ?

245 000 - un "mauvaise évaluation" énorme.

Ainsi, notre profonde méfiance à l'égard des experts est affirmée... une fois de plus.

"Dans l'ensemble, c'est un rapport décevant", ont déclaré les économistes de Jefferies en guise d'euphémisme, en expliquant :

Avec la recrudescence des cas de COVID et la mise en place de politiques pour tenter de ralentir la propagation, l'embauche a ralenti. De plus, la disponibilité des travailleurs est également un facteur limitant important, beaucoup d'entre eux ne pouvant pas aller travailler en raison de préoccupations liées à la COVID ou d'obligations familiales.

"Le rapport d'aujourd'hui nous rappelle fermement que nous ne sommes pas encore sortis d'affaire", ajoute Daniel Zhao, économiste principal chez Glassdoor.

"Même avec un vaccin à l'horizon", poursuit-il, "beaucoup se préparent à affronter un long hiver".

C'est vrai.

Pourtant, Wall Street se prépare à l'hiver sous les tropiques... en prenant le soleil, en flânant au bord de la piscine et en sirotant des boissons glacées.

Dow 40 000 !

Un titre de CNBC plus tôt dans la journée :

"Le Dow saute de plus de 200 points à un record même après qu'un gros rapport sur l'emploi américain ait été raté."

Le Dow augmenterait de 248 points au coup de sifflet final... pour atteindre un record de 30 218. Le S&P établirait son propre nouveau record, terminant la semaine à 3 699.

"Dow : Prochain arrêt 40 000", lit-on dans un autre titre des moulins à opinion financiers.

L'auriez-vous cru en mars ?

L'indice "Fear & Greed Index" de CNN, en attendant, affiche 88/100. Toute lecture supérieure à 75 indique une "cupidité extrême".

Et d'après une mesure - le ratio CAPE de Shiller - les évaluations boursières sont chargées dans ce que notre ancien collègue David Stockman appelle "la partie de l'histoire qui saigne du nez".

Le ratio CAPE du Dr. Shiller est actuellement de 33. Quelle est sa moyenne historique ? 16.

Seules trois fois dans l'histoire des États-Unis, le CAPE a dépassé 30 - immédiatement avant le krach de 1929, avant la saignée des points com 200-2001 - et en 2018.

Jamais auparavant le marché boursier n'a été aussi élevé que l'économie qui est censée le soutenir.

La bourse est-elle en colère parce qu'elle "escompte l'avenir" ? C'est-à-dire parce qu'elle voit le temps économique s'éclaircir à l'avance ?

Pouvons-nous voir les images satellites ? Nous sommes loin d'être convaincus qu'elle existe.

En attendant, un verrouillage généralisé est en vue, car le virus se déchaîne. Et l'économie pourrait bien plonger dans la récession cet hiver.

Pourquoi alors la bourse a-t-elle à nouveau atteint des sommets records ?

Pas seulement des taux zéro et des QE

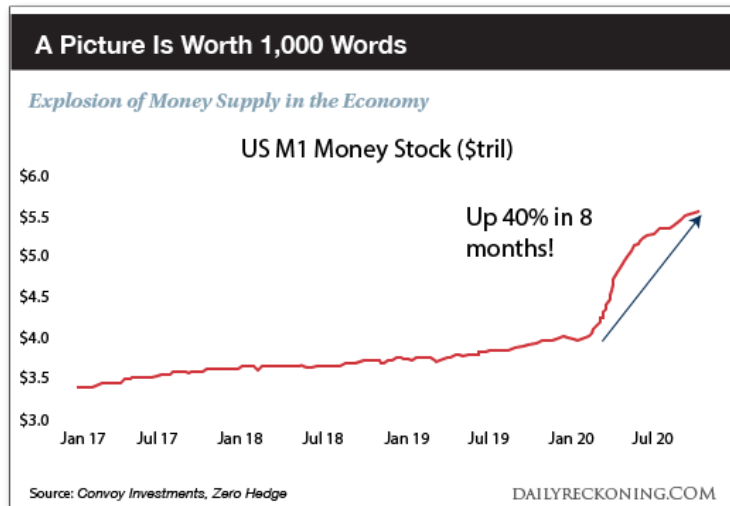
Vous connaissez les taux d'intérêt zéro de la Réserve fédérale. Vous êtes au courant de son bilan extrêmement

gonflé... et de la façon dont ils se combinent pour former des marchés de l'oié.

Pourtant, avez-vous pris en compte les effets stimulants de la masse monétaire M1 ?

La masse monétaire M1 - espèces, pièces, comptes chèques, chèques de voyage, dépôts à vue - est la masse monétaire la plus liquide.

La masse monétaire M1 s'est envolée de 44 % depuis le mois de mars. Examinons la pièce à conviction A (rédigée en octobre lorsque le chiffre était de 40 %) :



Pourtant, le grand déluge d'argent a été détourné de l'économie réelle. L'indice des prix à la consommation - par exemple - n'a augmenté que de 0,5 % dans le même espace.

À souligner : La masse monétaire a fait un bond délirant de 44 %. Pourtant, les prix ont à peine bougé.

Où les eaux ont-elles coulé ? Vous connaissez la réponse, bien sûr.

Actifs, actifs, actifs

M. Howard Wang de Convoy Investments :

*Bien qu'il puisse sembler que l'absence d'inflation donne au gouvernement un laissez-passer pour imprimer, l'impression n'est pas sans conséquences. L'argent circule vers une **inflation financière** plus élevée...*

L'augmentation de 40 % de la masse monétaire n'a pas touché l'économie réelle, mais s'est répercutée sur tous les marchés financiers... Plus d'argent pour moins d'actifs signifie des prix plus élevés, et vice versa. Cette année a été un exemple extrême de la manière dont, si vous imprimez suffisamment d'argent, vous pouvez augmenter le prix des actifs dans pratiquement toutes les circonstances.

Nous pensons qu'il y a de la justice dans sa conclusion.

Jeremy Siegel est professeur d'économie à la célèbre Wharton School of Business. Il attribue lui aussi l'inondation de la masse monétaire M1 :

"Je ne parle pas seulement des réserves ajoutées par la Réserve fédérale, je parle de la masse monétaire

M1, en hausse de 44% depuis le début du mois de mars. Nous n'avions pas vu cela depuis la Seconde Guerre mondiale".

La Seconde Guerre mondiale s'est terminée il y a 75 ans.

"Politique "à trois volets"

Pourtant, de l'aveu même de la Réserve fédérale, les autorités monétaires et fiscales poursuivent une politique pour la première fois depuis 90 ans...

Une politique "à trois volets".

Le Trésor américain forme le premier volet. Il a vidé quelque 3 000 milliards de dollars de "stimulation" budgétaire par le biais de paiements directs et de prêts.

Le volet n°2 est constitué par les taux d'intérêt à 0% de la Réserve fédérale.

Le troisième volet est celui de l'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale, qui représente environ 3 000 milliards de dollars.

Combinez l'un avec les deux autres, et qu'est-ce que vous avez ?

Vous avez le Dow 30,218... vous avez le S&P 3,699... vous avez le Nasdaq 12,664.

Les actions américaines ont augmenté de 56 % depuis mars. Les actions technologiques, en particulier, ont augmenté de 73 %.

Pourtant, les actions ne sont pas les seuls actifs à la hausse. Les cryptomonnaies se situent encore plus haut dans l'eau...

Bitcoin - en hausse de 217% depuis mars. Litecoin - en hausse de 131 %. Ethereum - en hausse vertigineuse de 362 %.

Assistons-nous à une nouvelle bulle de cryptomonaie ? Le susmentionné Howard Wang :

La combinaison d'une impression massive et de taux historiquement bas produit un comportement de bulle sur de nombreux marchés comme les crypto-monnaies, un peu comme en 2017. Bien sûr, en 2017, la Fed a commencé à retirer des liquidités et a écrasé beaucoup de ces bulles d'actifs.

Le problème des bulles

La Réserve fédérale commencera-t-elle à retirer des liquidités en 2021 ?

Nous n'y croyons pas. L'économie a besoin de trop d'eau.

Les liquidités continueront à affluer dans les actions, les cryptomonnaies et autres actifs.

Mais les bulles ne s'étendront pas autant. Et donc la Réserve fédérale se retrouve dans un coin...

Videz le fluide, et la bourse s'en débarrasse. Continuez à le faire couler, et la bulle prend des dimensions obscènes, courtisant une grande conflagration.

Alors... que pouvez-vous attendre de la bourse en 2021 ?

La bulle va-t-elle continuer à s'étendre... ou pas ?

Citigroup dirige un devin du marché appelé l'indicateur "*Panic-Euphorie*".

Lorsque la panique est généralisée, lorsque les rues sont pleines de sang d'investisseurs, les chances sont excellentes que les douze prochains mois offrent des rendements positifs.

La dynamique s'inverse sous l'effet de l'euphorie... lorsque le moral est au beau fixe... et que les gardes sont au repos. Les chances sont excellentes, les douze prochains mois seront négatifs.

Quelles sont donc les chances que vous réalisiez des bénéfices sur le marché boursier au cours des douze prochains mois ?

Tobias Levkovich, le stratège en chef de Citigroup pour les actions américaines :

Les relevés euphoriques actuels indiquent une probabilité de 100% de perdre de l'argent dans les 12 mois à venir si nous étudions les tendances historiques.

C'est-à-dire une probabilité qui n'est pas de 56%. Pas une probabilité de 77%. Pas une probabilité de 99,9 %.

Mais une probabilité de 100 % de perdre de l'argent.

"La fête <de la dette> est pour bientôt"

Brian Maher 8 décembre 2020



"Le temps des fêtes est à nos portes"...

C'est la conclusion de la semaine de l'argent, la conclusion heureuse. Pourquoi la "fête" est-elle à nos portes ?

Parce que les années 2020 vont rugir comme les années 1920... et le "brouillard déflationniste" qui a longtemps surplombé l'économie va enfin se disperser :

La raison principale pour laquelle il ne s'agit pas seulement d'une bonne année, mais de toute une décennie de style "années folles", est que c'est l'époque où nous nous débarrassons enfin du brouillard déflationniste qui plane sur l'économie mondiale depuis la crise financière, et où nous entrons dans une

période beaucoup plus inflationniste.

Qui... ou quoi... dissipera cette morosité tenace ?

La réponse est vieille de 74 ans et mesure 1,5 m de haut :

Le signe le plus clair de cette nouvelle aube est apparu [la semaine dernière], lorsque le nouveau président américain Joe Biden a nommé Janet Yellen, qui a précédé Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale, au poste de secrétaire au Trésor.

Cette nomination est "incroyablement significative", nous informe Money Week - et pour cette raison :

C'est incroyablement significatif. Depuis une dizaine d'années, les banquiers centraux se plaignent qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose sans politique monétaire. Ils ont besoin de l'aide des gouvernements pour diriger les dépenses de tout l'argent qu'ils ont imprimé. Cette plainte n'a fait que s'amplifier au milieu des dommages économiques causés par le verrouillage des marchés. L'ancien directeur de la banque centrale la plus puissante du monde va maintenant diriger la politique budgétaire de l'économie la plus importante du monde. Le Congrès est peut-être bloqué, mais il est difficile de croire que M. Yellen n'aura pas le pouvoir de faire adopter des plans de dépenses au moins modérément ambitieux.

Nous sommes enclins à être d'accord. Il est difficile de croire que les dépenses n'augmenteront pas.

Un "soutien fiscal extraordinaire" pour longtemps

Elle a admis que la politique monétaire ne peut à elle seule lever le marasme économique qui prévaut actuellement.

Elle a donc crié pour un "soutien fiscal extraordinaire" alors que le virus "affecte encore sérieusement l'économie".

Nous ne savons pas quand le virus cessera d'affecter sérieusement l'économie. Pourtant, nous risquons que ce moment soit très éloigné.

Prenons par exemple **le secteur de la restauration...**

Quelque 100 000 établissements de restauration dans le pays - un sur six - ont "fermé définitivement ou à long terme".

C'est ce qui ressort d'une enquête menée en septembre auprès des restaurateurs. **Ce même secteur s'attend à perdre 240 milliards de dollars de ventes cette année.**

Cela représente une perte permanente de 240 milliards de dollars de chiffre d'affaires. C'est fini.

En attendant, l'hiver arrive. Le virus fait rage et de nombreux gardiens de la nation - ses gouverneurs - vont probablement réimposer l'assignation à résidence.

Le gardien de prison de Californie a déjà enfermé quelque 33 millions de résidents à l'intérieur... par exemple.

De nombreux États vont probablement interdire les repas à l'intérieur. Beaucoup d'entre eux n'apprécient pas le climat californien.

Qui tremblera devant un dîner en plein air... alors que M. Jack Frost se lacère les joues ... et que le froid polaire pique les mains de sa dame ?

Il n'y a pas assez de clients pour qu'un restaurant reste une entreprise viable, selon toute vraisemblance - lampe chauffante ou pas. Ses marges bénéficiaires sont minces dans des conditions optimales.

Questions

Nous avons donc des questions à poser :

- Combien d'autres restaurants vont fermer leurs portes cet hiver ?
- Combien ne rouvriront jamais ?
- Comment leurs propriétaires vont-ils s'en sortir ?
- Où les propriétaires des établissements ne percevront plus de loyer ?
- Où ceux à qui ces propriétaires sont eux-mêmes redevables ?
- Où les employés des restaurants ?
- Où les bouchers, les boulangers et les fabricants de chandeliers qui se passeront du métier de serveur ?

L'os de la cuisse du rentier est relié à l'os de la hanche du propriétaire... qui est relié à l'os de la hanche du serveur... qui est relié à l'os du dos du boucher, du boulanger et du fabricant de chandeliers.

Déchirez un ligament - qui vient du secteur de la restauration dans ce cas - et toute la structure vacille.

Il ne s'agit pas d'un handicap économique passager. Le rapiécage nécessite du temps. Il se peut qu'il ne prenne pas du tout.

Nous ne donnons qu'un exemple d'une industrie en difficulté. Il y en a d'autres.

Une récente étude de l'USC a révélé que l'économie américaine pourrait connaître une hémorragie pouvant atteindre 4,8 trillions de dollars sur deux ans.

Nous pensons donc que Mme Yellen sera extrêmement occupée dans les mois et les années à venir... à faire souffler le vent... à faire souffler l'argent... à faire souffler des bulles.

Une bulle d'énergie verte ?

Pour quelles raisons pourrait-elle (et l'administration) faire exploser de l'argent ? Et quelle bulle pourrait-elle contribuer à faire éclater ? La semaine de l'argent :

Où ira l'argent ? Il y a beaucoup d'idées (les politiciens peuvent être très créatifs avec l'argent des autres) mais le thème dominant dans tous les coins du monde est celui d'un boom des infrastructures "vertes". Contrairement à de nombreuses formes d'allègement de la dette (que nous pourrions éventuellement obtenir nous aussi), il ne prête pas à controverse - essayez de vous opposer aux efforts de lutte contre le changement climatique et voyez où cela vous mène - et c'est donc l'excuse parfaite pour que les gouvernements dépensent.

M. Biden s'est d'ailleurs engagé à agir pour le climat. Le climat est également un cheval de bataille de son candidat. Mme Yellen a d'ailleurs contribué à la création du "Climate Leadership Council".

Elle s'est également plainte de l'inégalité des revenus - une inégalité de revenus qu'elle a elle-même perpétuée en faisant monter la bourse en flèche.

Le "stimulus" des taux d'intérêt zéro et des trillions de mesures d'assouplissement quantitatif a contourné la rue principale.

Pourtant, plutôt que de blâmer le faux capitalisme d'aujourd'hui... elle pointe du doigt un spectateur innocent - le capitalisme lui-même :

Il y a vraiment un nouveau type de reconnaissance du fait que vous avez une société où le capitalisme commence à s'emballer et doit être réajusté afin de s'assurer que ce que nous faisons est durable et que les bénéfices de la croissance sont largement partagés comme ils ne l'ont pas été.

Comment Mme Yellen pourrait-elle poncer les bords durs du "capitalisme"... et distribuer ses primes équitablement ?

Nous n'en sommes pas tout à fait certains - ou partiellement certains. Elle n'est pas du Congrès. Elle ne peut pas autoriser les dépenses. Pourtant, nous le prévoyons avec confiance :

Si elle a l'intention de sortir l'économie de son ornière... elle va bâcler le travail.

Dettes, dette, dette

La nation est déjà endettée de plus de 28 trillions de dollars. Cette dette a fait un bond de 400% en seulement 12 ans.

De combien le revenu national a-t-il augmenté dans le même espace ? 30%.

Autrement dit, l'Amérique a reçu un sacré paquet de dollars. Mais elle n'en a tiré qu'un petit profit.

Entre-temps, son ratio dette/PIB avoisine actuellement les 150 %. Le ratio d'aujourd'hui se rapproche du précédent record de 121 %... en 1946.

La dette des pays "avancés" a atteint 432% du PIB au troisième trimestre. Les États-Unis en représentaient près de la moitié.

Nous ne savons pas comment une économie peut se développer sous un tel fardeau de la dette, nous ne savons pas.

Pourtant, avec un feu d'artifice fiscal suffisant, nous pensons que l'inflation finira par faire son apparition.

Nos sous-fifres nous informent que le prix des produits industriels - minerais de fer, cuivre, aluminium, etc. - augmentent.

Des biens de consommation plus chers finiront par en résulter. Autrement dit, l'inflation se traduira... par une inflation potentiellement très forte. La semaine de l'argent :

Cela entraînera ses propres problèmes - la répression financière, la politique de maintien des taux d'intérêt en dessous de l'inflation, comprimera beaucoup de portefeuilles. Mais en attendant, la croissance va se réchauffer et les actifs qui ont été perdus ces dernières années verront leur sort s'inverser... Le marché des matières premières devrait être l'un des bénéficiaires des années folles. En d'autres termes, la demande devrait augmenter en raison des dépenses d'infrastructure.

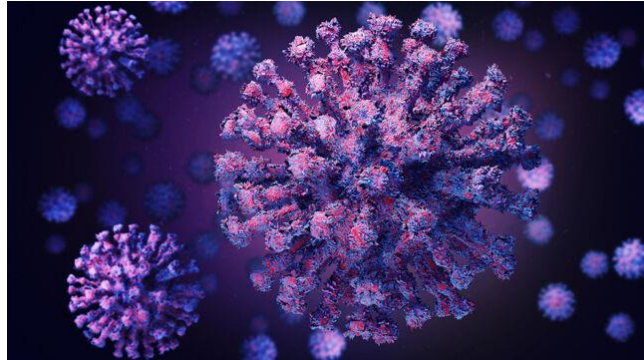
D'où la prédiction d'une suite des années folles. Peut-être ont-ils raison. Peut-être ont-ils tort.

Nous envisageons le retour d'une stagflation de type années 70. C'est-à-dire une croissance stagnante doublée d'une forte inflation.

Mais s'ils ont raison... quelle est la conclusion précise des rugissantes années 20 ?

Bonnes nouvelles et mauvaises nouvelles

Jim Rickards 7 décembre 2020



A la date d'hier, près de 15 millions d'Américains ont été testés positifs pour le COVID-19, alors que plus de 281 000 personnes atteintes du virus sont décédées.

Le nombre de cas est en fait plus élevé qu'en avril (bien que les décès ne soient pas aussi importants en raison de l'amélioration des traitements et des nouvelles thérapies).

Les États-Unis ont enregistré plus de 4 millions d'infections rien qu'en novembre, soit plus du double du record de 1,9 million d'infections enregistré en octobre. Mais voici les bonnes nouvelles :

Plusieurs vaccins COVID très efficaces ont déjà été approuvés ou devraient l'être prochainement.

Les grandes entreprises pharmaceutiques sont prêtes à produire des milliards de doses (et plusieurs milliards de doses sont déjà produites, en attendant les approbations finales).

Cette campagne de vaccination commencera lentement et il faudra du temps pour qu'elle ait un impact. Aux États-Unis, ces vaccins seront d'abord destinés aux travailleurs de la santé et aux patients des maisons de retraite. Progressivement, les injections seront disponibles pour les personnes de plus de 60 ans et celles souffrant de comorbidités telles que l'asthme et le diabète.

D'ici la fin de l'année prochaine, la majorité de la population américaine qui souhaite se faire vacciner devrait l'avoir. Des efforts similaires sont en cours en Europe, au Japon et en Australie. La Russie et la Chine disposent de leurs propres vaccins. Nous n'en savons pas beaucoup sur eux, mais ils sont progressivement utilisés sur leurs propres populations.

C'est donc une bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle, c'est que les vaccins ne sauveront pas l'économie américaine à temps.

Les verrouillages ne sont pas efficaces

En attendant, le confinement doit être réimposé comme seul remède (en plus des conseils de base que sont le lavage des mains, la distanciation sociale et les masques). Malheureusement, il est évident que les mesures d'enfermement ne fonctionnent pas bien. Le virus est très contagieux ; il va où il veut.

Mais **les politiciens** ne savent pas quoi faire d'autre, et **ils sont poussés par le besoin de donner l'impression de faire quelque chose**, alors les confinements sont la solution.

Le confinement est donc la solution. **Le confinement n'est peut-être pas efficace contre le virus, mais il est très efficace pour détruire les économies.**

Le même schéma que nous avons vu au printemps dernier se répète.

Les entreprises ne se contenteront pas de verrouiller, elles feront également faillite ou fermeront définitivement. Les pertes d'emplois ne seront pas temporaires, elles seront permanentes. Il n'y aura pas de demande refoulée si les fermetures d'entreprises diminuent. Un repas manqué est un repas manqué ; je ne commanderai pas dix dîners la prochaine fois que je sortirai, j'en commanderai un.

L'économie américaine va probablement basculer dans la récession au premier trimestre 2021. Ce sera la première récession "à double creux" depuis la période 1980-1981, où une nouvelle récession avait débuté un an seulement après la fin de la précédente.

Cette fois, l'écart pourrait n'être que de six mois depuis la fin de la dernière récession, le 30 juin 2020. Les marchés boursiers n'ont pas encore corrigé pour cette prochaine récession. Ils le feront bientôt.

En attendant, en supposant que Joe Biden soit le prochain président, son administration devra faire face à cette récession. Comment son équipe économique pourrait-elle tenter de stimuler l'économie et de rétablir la croissance ?

Préparez-vous pour le MMT

Il pourrait être révélateur que Janet Yellen soit la prochaine secrétaire au Trésor.

L'économiste Stephanie Kelton a appelé à la fusion de la Fed et du Trésor en une seule entité de dépenses/monétisation pour mettre en œuvre la théorie monétaire moderne (MMT). Elle a gagné en influence dans les cercles politiques démocrates.

Les investisseurs doivent y prêter attention, qu'ils soient d'accord ou non, car elle influencera la politique fiscale et monétaire dans une nouvelle administration Biden. La nomination de l'ancienne présidente de la Fed, Janet Yellen, au poste de secrétaire au Trésor est un signe clair que c'est ce que l'administration Biden a l'intention de faire.

Quel meilleur moyen de réaliser cette fusion que de nommer l'ancienne présidente de la Fed comme nouveau directeur du Trésor, son ancien adjoint étant toujours en place à la Fed ? Avec un ancien directeur de la Fed comme nouveau directeur du Trésor, je dirais que la mission est accomplie.

Pour ceux qui ne connaissent pas le MMT, il est dit que les États-Unis peuvent dépenser autant qu'ils veulent, emprunter pour couvrir les déficits et monétiser la dette avec l'impression de la monnaie de la Fed.

Cette "théorie" n'est pas vraiment une théorie car elle manque de preuves, et elle n'a rien de "moderne" car elle existe depuis plus de 100 ans. Pourtant, elle fait fureur à Washington ces jours-ci.

Les trois grands principes du MMT

Le **MMT** repose sur trois principes fondamentaux. **Le premier** consiste à **traiter le Trésor et la Fed comme une**

seule entité avec un seul bilan. Juridiquement, les deux institutions sont complètement séparées, mais le MMT insiste sur le fait que le gouvernement peut fonctionner comme s'il l'était. Cela signifie qu'il faut fusionner les opérations du Trésor et de la Fed en un seul moteur pour les dépenses, les emprunts et l'impression.

La deuxième idée est que les citoyens doivent accepter les dollars (qu'ils le veuillent ou non) parce qu'il faut des dollars pour payer les impôts, et que si vous ne payez pas d'impôts, vous irez en prison. En effet, le dollar est soutenu par le canon d'un fusil, pour paraphraser Mao Zedong.

La troisième idée est qu'il n'y a pas de limite pratique au montant de la dette que les États-Unis peuvent émettre. Le ratio de la dette américaine au PIB est aujourd'hui d'environ 130 % (contre 106 % l'année dernière). Mais les pom-pom girls du MMT citent le ratio du Japon, qui est supérieur à 250 %, comme preuve que les États-Unis peuvent emprunter beaucoup plus.

Ces idées sont toutes très imparfaites. Le Japon n'est pas un bon test parce que les Japonais achètent leur propre dette (les États-Unis comptent sur les investisseurs étrangers), et l'économie japonaise a à peine progressé depuis 30 ans (essayez cela aux États-Unis).

Vous pouvez fusionner la Fed et le Trésor sur le plan opérationnel, mais une fois qu'il sera évident pour les marchés que vous monétisez toute la nouvelle dette, la confiance s'érodera, les taux grimperont et ce système pyramidal s'effondrera.

Et, une fois la confiance perdue, les citoyens peuvent se tourner vers la terre, l'or, l'argent, les ressources naturelles et d'autres biens durables comme alternatives au dollar. Vous ne devez pas d'impôts sur les gains non réalisés, donc la police fiscale du MMT n'aura rien pour les occuper.

Catastrophe en cours de réalisation

Le MMT est un désastre en devenir (même s'il peut prendre quelques années à se réaliser). Il n'y a pas de mal à emprunter de l'argent si vous investissez dans des actifs hautement productifs. Mais si vous dépensez l'argent pour soutenir une économie stagnante avec des subventions, vous ne faites que creuser un trou plus profond dans votre dette.

Des plans de dépenses déficitaires de plusieurs trillions de dollars vont bientôt voir le jour au sein du nouveau Congrès. Le Trésor dépensera l'argent. La Fed achètera la dette du Trésor avec de l'argent nouvellement imprimé.

Au final, vous vous retrouvez avec un défaut de paiement, de l'inflation, des taux d'intérêt plus élevés, des impôts plus élevés ou tout ce qui précède. **Les États-Unis vont faire faillite.** Ce n'est pas tout à fait le scénario rose que la foule du MMT voudrait vous faire croire. **Mais il se peut que ce soit pour bientôt.**

Et, une Janet Yellen désespérée supervisera toute l'opération.

Département du Trésor US contre Fed : qui commande ?

rédigé par [La Rédaction](#) (Bill Bonner) 10 décembre 2020



Steven Mnuchin, le secrétaire au Trésor US actuel, est allé « tirer les oreilles » de la Fed le mois dernier. Pas sûr que Janet Yellen, qui lui succédera peut-être, suive la même ligne de rigueur (si on peut appeler ça comme ça...).

Il se trame quelque chose à Washington depuis que le Congrès US a accordé à la Réserve fédérale, il y a plus d'un siècle (et bien que ce soit contraire à la Constitution), le pouvoir de contrôler la quantité de monnaie en circulation. Depuis lors, des tensions ont toujours existé, mais la situation actuelle représente une excellente opportunité d'en observer le déroulement.

Steven Mnuchin, secrétaire au Trésor US, a adressé le 19 novembre une lettre au président de la Fed, Jerome Powell, lui demandant de mettre fin, au 31 décembre, à cinq programmes de rachat d'actifs, y compris les programmes de rachat d'obligations d'entreprises et d'obligations municipales, conformément à ce qui avait été prévu par le Congrès.

Il a également fait la demande suivante :

« Ainsi, je demande à la Réserve fédérale de restituer au département du Trésor les fonds inutilisés. Cela permettra au Congrès de se réapproprier 455 Mds\$, dont 429 Mds\$ de réserves apportés par le Trésor à la Fed qui devaient permettre l'ouverture de nouvelles lignes de crédits et 26 Mds\$ de prêts directs du Trésor qui sont restés inutilisés. »

« Rien n'est plus permanent qu'une solution temporaire » <même une mauvaise>

Nous avons déjà exprimé nos inquiétudes concernant le risque que ces programmes « temporaires » de rachat d'actifs ne prennent jamais fin.

Prenez par exemple le cas du programme de rachat d'obligations d'entreprises mis en place par la BCE il y a quatre ans, ou du programme de rachat d'actions de la Banque du Japon qui se poursuit depuis plus de dix ans.

Ces programmes semblent tous deux n'avoir aucune fin en vue, alors que seules quelques-unes des mesures appliquées actuellement par la Fed, telles que le Paycheck Protection Program (Programme de protection des salaires), seront prolongées pour une durée limitée à 90 jours.

Pour une fois, nous pouvons reconnaître que le secrétaire au Trésor a le mérite de vouloir mettre fin à la plupart de ces programmes ; après tous, ces mesures temporaires n'ayant pas de date d'expiration prédéfinie, elles auraient aussi bien pu devenir permanentes.

Il a réitéré une nouvelle fois sa position :

« Bien que certains secteurs de l'économie soient encore gravement touchés par la crise et ont besoin d'un soutien budgétaire supplémentaire, l'environnement financier a résisté et l'utilisation de ces lignes de crédit est restée limitée. »

Le lendemain, le président de la Fed, Jerome Powell, a adressé une réponse à Mnuchin dans laquelle il reconnaît la légitimité de son autorité en tant que secrétaire au Trésor :

« La loi CARES attribue au secrétaire au Trésor le pouvoir exclusif d'allouer des fonds pour permettre à la Réserve fédérale de réaliser des prêts d'urgence... Vous avez indiqué que compte tenu des limites de votre autorité dans le cadre de la loi CARES, il ne serait pas possible de continuer de consentir de nouveaux prêts ou d'acheter de nouveaux actifs après le 31 décembre 2020 et vous avez donc demandé que nous restituions les fonds excédentaires au Trésor. »

Jusqu'ici tout va bien...

... Et puis on est arrivé à l'incident, comme le rapporte ABC News :

« La Fed a fait part publiquement de son désaccord par le biais d'un communiqué, ce qu'elle fait rarement, affirmant qu'elle 'préfererait que l'ensemble des financements d'urgence mis en place pendant la pandémie de coronavirus soient maintenus pour continuer de jouer leur rôle essentiel de filet de sécurité pour notre économie qui est encore vulnérable et sous tension'. »

Cela ne vous surprendra peut-être pas. Powell a récemment fait diverses déclarations dans lesquelles il suggère au Congrès US de renforcer les mesures de relance budgétaire. Les commentaires du président de la Fed ne représentent normalement guère plus que des « suggestions » puisque la Fed n'a pas de contrôle sur les dépenses du Trésor.

Cependant, ce communiqué semble être un peu plus qu'un simple commentaire tel que ceux généralement partagés à l'occasion d'une séance de questions-réponses avec les journalistes.

Bien sûr, la question est alors de savoir ce que cela implique pour l'avenir de ces programmes temporaires de rachat d'actifs.

C'est là que Janet Yellen fait son entrée, la présidente de la Fed de 2014 à 2018, et qui a précédé Jerome Powell. Elle pourrait bientôt remplacer Mnuchin au poste de secrétaire au Trésor si sa candidature est acceptée par le Congrès.

Si elle devient la première femme à occuper le poste, elle aura alors le choix entre maintenir les directives actuelles de Mnuchin visant à mettre fin aux mesures de soutien temporaires, ou accepter la demande de Powell.

Une monnaie saine ? Pas de sitôt !

Le temps nous le dira. Pour le moment, il semble que les choses se présentent mal pour les partisans d'un retour à une monnaie saine. Pas plus tard que le mois dernier, Janet Yellen a en effet annoncé sur Bloomberg Television :

« La pandémie affecte encore gravement l'économie, nous devons donc maintenir un soutien budgétaire extraordinaire, mais même ultérieurement, je pense qu'il sera nécessaire de continuer », a-t-elle déclaré, avant d'ajouter : 'Nous pouvons nous permettre d'accroître davantage la dette', car les taux d'intérêt resteront probablement faibles 'pour de nombreuses années encore'. »

D'après la Constitution américaine, le Congrès dispose du pouvoir de contrôler la quantité de monnaie en circulation dans le pays. Au tournant du siècle dernier, ils ont pratiquement externalisé ce rôle à la Réserve fédérale.

Au cours des dernières décennies et des crises qui les ont marquées, la Réserve fédérale est parvenue à utiliser les pouvoirs qui lui ont été accordés par le Congrès pour acquérir toujours plus d'actifs – ce qui s'est accompagné d'une augmentation vertigineuse de la quantité de monnaie en circulation et de l'offre de crédit.

Il devient chaque jour plus difficile de distinguer la ligne de démarcation entre le Trésor et la Fed, de savoir qui dirige qui et qui contrôle quoi ; le fait de placer l'ancienne responsable de la politique monétaire aux commandes de la politique budgétaire ne fait rien pour clarifier cette distinction.

Les grands manitous ne lâcheront pas le pouvoir

rédigé par [Bill Bonner](#) 10 décembre 2020

Quel que soit leur bord politique, les initiés et les élites ont toutes le même but : s'arroger le plus de richesse et de pouvoir possible...



Le gouvernement Biden n'est pas constitué de personnalités exceptionnelles. Ils sont des millions comme eux – un troupeau d'initiés... d'ingénieurs... de consultants... de ronds-de-cuir de l'establishment... et de [créatures du marigot](#).

Ils savent comment le système fonctionne... et comment l'exploiter à leur avantage.

Ils choisissent une carrière dans l'éducation, par exemple. Mais ils ne se soucient peu du dur labeur consistant à enseigner des idées et des savoir-faire. Ils deviennent « pédagogues » et non enseignants, prétendant avoir une expertise scientifique qui aide, d'une manière ou d'une autre, le système à mieux fonctionner.

Ou bien ils se lancent dans « la santé ». Mais pensez-vous qu'ils vident des urinaux ou vérifient des températures ? Non, ils sont « administrateurs », en charge de l'interface cruciale entre les mystères de l'assurance-santé et ceux qui fournissent vraiment des soins médicaux utiles.

Ils sont sous-secrétaires à ceci... vice-présidents de cela... directeurs... responsables... membres du conseil... magiciens... sorciers... grands manitous... et plénipotentiaires suppléants.

Ils aident à faire passer des législations... et devinez quoi ? Ils sont législateurs.

Ils écrivent des lois et des codes longs comme le bras... incompréhensibles pour le commun des mortels. Mais ils sont là pour les interpréter, les faire appliquer... et aider les autres membres de l'élite à les contourner.

Ils disent aux étudiants quoi penser. Ils dictent aussi leurs opinions au public – parce qu’ils contrôlent les chaînes de télévisions et les journaux. Ce sont les brasseurs d’opinion... les commentateurs... les éditorialistes...

Ils sont « progressistes » ou « conservateurs ». Les valeurs changent, les mots et les couleurs aussi. L’un affirme s’inquiéter du sort des pauvres. L’autre dit qu’il veut « [rendre sa grandeur à l’Amérique](#) ». Un autre encore dit que l’Amérique est déjà grande... il suffirait qu’elle remette les Chinois à leur place.

Un objectif commun

Tous – républicains et démocrates – ont un but principal, qu’ils se partagent comme une MST particulièrement virulente. Ils veulent tous que « le système » perdure... et veulent tous l’utiliser pour s’arroger de plus en plus de richesse et de pouvoir.

Les experts financiers de Biden – [dirigés par Janet Yellen](#) – ont fait leurs preuves. Aucun d’entre eux ne s’opposera à la grande escroquerie.

Continuant l’œuvre de Bush, Obama et Trump... ils fourniront plus d’impression monétaire... plus de relances... plus de rachats obligataires... plus de taux factices et de distribution d’argent.

Et... un groupe « bipartite » espère sortir un renflouage de plus – de près de 1 000 Mds\$ — cette semaine.

De la même manière, les experts en politique étrangère de Biden sont prêts à prendre le relais de l’équipe Trump... pour continuer à courir dans la même direction. Toujours plus de guerres inutiles... plus de dépenses... plus de sanctions et d’ingérence.

A mesure que ces programmes se poursuivent – à domicile et à l’étranger, militaires et civils – des milliers de milliards de dollars supplémentaires seront imprimés... et dépensés. Chacun de ces dollars ira à quelqu’un.

A qui ? Devinez.

Et malheureusement, aucune des élites américaines [n’a encore été guillotinée](#).